Karl MARX et Friedrich ENGELS

[1974]

LE MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS

TOME II

EFFORTS POUR CRÉER LE PARTI DE CLASSE

Introduction, traduction et notes
de Roger DANGEVILLE

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Cette édition électronique a été réalisée par Jean Manaud, bénévole, professeur d'Histoire à Toulouse en France.

Courriel: jean.manaud@hotmail.fr

à partir de :

Karl MARX et Friedrich ENGELS

LE MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS.
TOME II. Efforts pour créer le parti de classe.

Introduction, traduction et notes de Roger DANGEVILLE, 1974. Paris : Petite collection Maspero, no 132, 1974, 182 pp.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 12 points.
Pour les citations : Times New Roman, 12 points.
Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

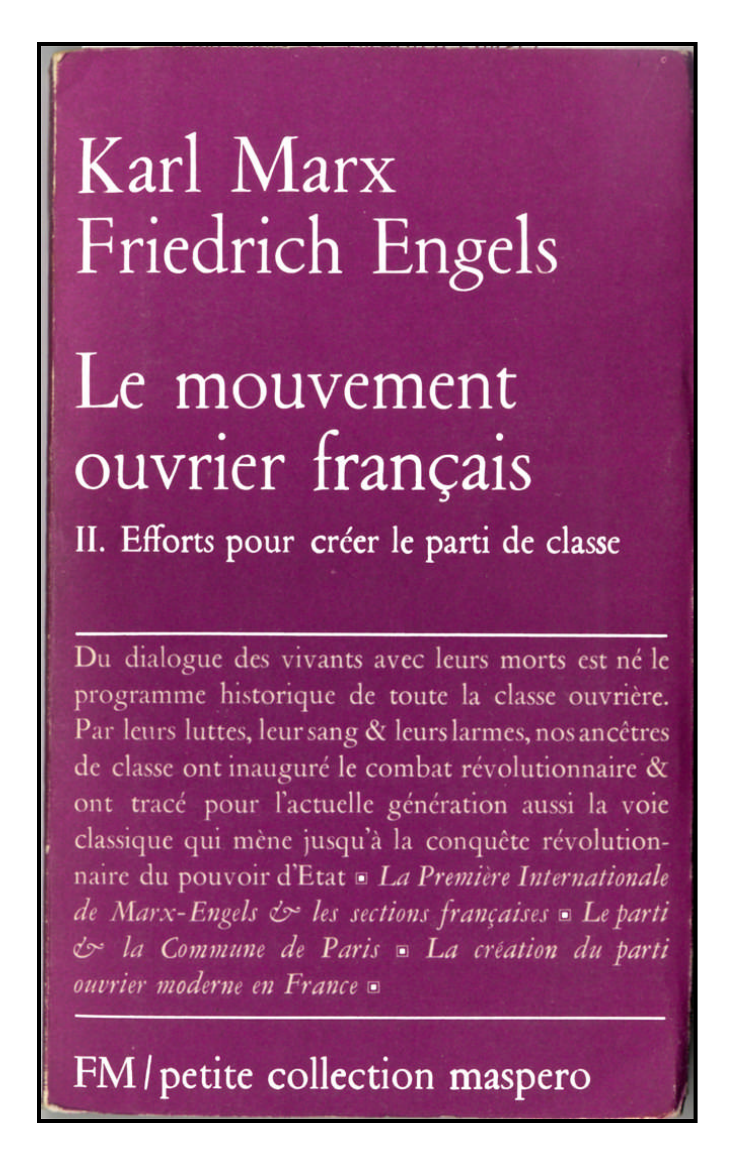
Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 5 juiin 2015 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.



Karl Marx et Friedrich Engels

LE MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS. TOME I. Efforts pour créer le parti de classe.



Introduction, traduction et notes de Roger DANGEVILLE, 1974. Paris : Petite collection Maspero, no 132, 1974, 182 pp.

Karl Marx et Friedrich Engels

Le mouvement ouvrier français.
Tome II. Pour le parti de classe

Introduction, traduction et notes de Roger Dangeville.

Paris : Petite collection Maspero, 1974, 182 pp, n° 132.

Du dialogue des vivants avec leurs morts est né le programme historique de toute la classe ouvrière. Pour leurs luttes, leur sang et leurs larmes, nos ancêtres de classe ont inauguré le combat révolutionnaire et ont tracé pour l'actuelle génération aussi la voie classique qui mène jusqu'à la conquête révolutionnaire du pouvoir d'État. • *La première Internationale de Marx et Engels et les sections françaises.* • *Le parti et la Commune de Paris.* • *La création du parti ouvrier moderne en France.*

Chez le même éditeur

Karl MARX, Friedrich ENGELS,

Le syndicalisme.

I. Théorie, organisation, activité.

Il. Contenu et portée des revendications syndicales.

Traduction et notes de Roger Dangeville.

Karl MARX, Friedrich ENGELS,

Le parti de classe.

Traduction et notes de Roger Dangeville.

Tome I. Théorie, activité.

Tome II. Activité et organisation.

Tome III. Questions d'organisation.

Tome IV. Activités de classe.

Index des noms cités dans les quatre volumes.

Index analytique.

Note pour la version numérique : la pagination correspondant à l'édition d'origine est indiquée entre crochets dans le texte.

Table des matières

LE MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS.

tome II. Efforts pour créer le parti de classe

[5]

LE MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS.
TOME II. Efforts pour créer le parti de classe



par Roger DANGEVILLE, 1974.

Seconde phase du mouvement ouvrier français

Retour à la table des matières

Le second recueil aborde une période nouvelle de l'essor du mouvement ouvrier. La distinguer de la première permet de mieux saisir l'une et l'autre.

Cette période débute par la création de l'Internationale, fruit de tous les efforts organisationnels précédents (tentatives de création de sociétés secrètes, d'associations ou de partis ouvriers, efforts de coordination entre associations économiques et politiques[1]*. Le fait remarquable est que l'Internationale, en tant que* synthèse *de toutes les luttes de classes et révolutions antérieures, précède la formation des partis ouvriers* modernes *dans chacun des différents pays. Ce n'est pas par hasard - au contraire. Il fallait une base solide, préalable à*

[1] Dans une lettre du 27 janvier 1887, à Kelley-Wischnewetzky, Engels précise les rapports que Marx entendait nouer avec les autres tendances dans l'Internationale : « Lorsque Marx fonda l'Internationale, il rédigea les statuts généraux de manière que tous les socialistes de la classe ouvrière pussent y participer : proudhoniens, Pierre Lerouxistes et même la partie la plus avancée des syndicats anglais. Ce n'est que par cette large base que l'Internationale est devenue ce qu'elle fut : le moyen de dissoudre et d'absorber progressivement ces petites sectes, à l'exception des anarchistes... »

ceux-ci, pour qu'ils puissent former des partis ouvriers ayant un but et un programme unitaires et réaliser dans la pratique l'unité du prolétariat de tous les pays en une seule et même classe.

Du point de vue chronologique, le premier cycle des révolutions commence pour le prolétariat français en 1789 et s'achève avec la Commune de Paris en 1871. La création de la Première Internationale se réalise en 1864 et précède, cette fois, dans le temps la révolution. Le cours de la crise révolutionnaire ne sera pas simplement spontané. Nous tendons enfin vers le schéma classique, prévu par Marx dans le Manifeste *: le prolétariat s'organise d'abord en classe, donc en parti, puis en classe dominante.*

[6] Au niveau théorique, la Commune pourra disposer en quelque sorte de toute l'expérience d'organisations plus ou moins spontanées, dictées par le cours matériel des événements, ainsi que de celle des révolutions radicales d'où a jailli la claire vision de son programme et de son but communistes. Ces prémisses fournissent des points de repère et des certitudes avant l'action qui permettent seules de donner au parti un rôle véritablement conscient et efficient dans la révolution - c'est ce qui le distinguera de tous les autres partis bourgeois ou petits-bourgeois qui sont enfoncés dans l'immédiatisme. En forgeant l'Internationale unitaire, Marx-Engels donnaient à tous les futurs partis prolétariens les moyens de guider l'action pratique des masses ouvrières, en jetant un pont dans le temps et dans l'espace entre toutes les luttes et les revendications. Désormais, le programme est établi, et la lutte idéologique se mène essentiellement contre les déviations et les improvisations - le révisionnisme.

Passage du parti de classe à l'État de la dictature ouvrière

Retour à la table des matières

La période de 1864 à 1871 est marquée par la tentative de jonction entre la préparation révolutionnaire de parti et la tentative, réussie cette fois, de la conquête révolutionnaire du pouvoir d'État. Selon la formule de Marx du Capital - de te fabula narratur - cette *période trace à l'avance notre propre avenir.*

En évoquant les polémiques, puis les luttes réelles de cette période, nous suivrons la voie par laquelle le prolétariat s'est haussé du parti à l'État. Cette méthode pourrait nous égarer, si nous ne mettions pas en évidence le lien entre la polémique et les principes fondamentaux. Dès la Commune et aujourd'hui encore, on a affirmé que Marx s'était approprié la Commune de manière illégitime. C'est sous cet angle que nous verrons de quelle manière la Commune se rattache au parti révolutionnaire, à l'Internationale forgée par Marx. A cet effet, nous utiliserons essentiellement les trois Adresses que Marx a rédigées aux moments cruciaux de la crise de 1870 et 1871 pour donner aux ouvriers des principaux pays les directives et consignes de l'Internationale pour leur action, et accessoirement les instructions qu'il a données à certains camarades ou émissaires du parti au cours du drame.

[7]

Selon les uns, ce serait Thiers lui-même qui aurait fait « cadeau » de la Commune à Marx, lorsqu'il déclara, dans son ultime proclamation aux gardes nationaux, qu'il entendait « en finir avec les inconnus qui se réclament de la doctrine communiste ». L'odieux boucher de la Commune voulait ainsi teinter de rouge le diable qui habitait alors Paris, afin d'opposer la capitale à la province.

Selon d'autres, à l'inverse, ce serait Marx qui, récupérant cette noire manœuvre, commit lui-même cette grande usurpation, en utilisant son Adresse, *écrite au nom du Conseil général de l'Internationale, pour gagner à sa cause la Commune et créer un mythe révolutionnaire autour de sa doctrine.*

Voyons ce que Marx dit lui-même. Il est catégorique : « L'actuelle insurrection de Paris est le plus glorieux exploit de notre parti » (à Kugelmann, 12 avril 1871). Mais en quel sens la Commune fut-elle l'œuvre de ce parti ? Dans les Enseignements de la Commune de Paris, *Trotsky ne craint pas d'affirmer que « le prolétariat parisien n'avait ni parti, ni chef » ? Les deux affirmations contradictoires en apparence, se complètent simplement.*

Trotsky considérait les choses sous un angle donné : la question militaire *au sens étroit, comme « art de la révolution », qu'un parti marxiste, comme tel, doit non seulement connaître, mais encore savoir appliquer. Engels n'affirme-t-il pas pratiquement la même chose que Trotsky dans sa lettre à Sorge du 12 septembre 1874 : « Ce succès fut*

la Commune qui, intellectuellement, est sans contredit fille de l'Internationale, bien que l'Internationale n'eût pas remué un doigt pour la faire, et de laquelle l'Internationale fut, dans cette mesure aussi, rendue responsable à juste titre. »

Par « intellectuellement la Commune était la fille de l'Internationale », Engels entend que la Commune fut la première tentative glorieuse effectuée par des travailleurs pour traduire en pratique les principes théoriques énoncés par l'Internationale de Marx.

L'essentiel dans la Commune, c'est que les prolétaires parisiens avaient compris qu'il fallait abattre l'État bourgeois et le mettre en pièces avant d'ériger le leur propre. *Ce plan politique n'était revendiqué expressément que par l'Internationale. Certes, les révolutions précédentes avaient déjà montré aux ouvriers quelle était la véritable signification de l'État. Mais c'est Marx et l'Internationale qui [8] en avaient tiré toutes les leçons et montré au prolétariat ce qu'impliquait sa revendication de la* République sociale : *« Pour cela il fallait démasquer la prétention de l'État d'être la force armée pour la protection du bien public, d'être l'incarnation des intérêts généraux de la société, de dominer les intérêts privés en concurrence en les maintenant à leur place respective ; bref, il a fallu mettre à nu le secret du pouvoir d'État, à savoir qu'il est l'instrument du despotisme de classe, pour que les ouvriers, cessant de vouloir la république comme jeu politique de l'ancien système des classes, le saisissent comme moyen révolutionnaire pour mettre en pièces la domination de classe elle-même* [2]*. »*

Comme en témoigne sa lettre à Kugelmann du 12 avril 1871, Marx avait théorisé ce point fondamental pour l'Internationale bien avant la Commune à partir des Luttes de classes en France *de 1848-1849 : « Si tu relis le dernier chapitre de mon* 18-Brumaire, *tu verras que j'y ai prévu que le prochain assaut révolutionnaire en France devait s'attacher non plus à faire passer la machine bureaucratique militaire en d'autres mains comme cela avait été le cas jusqu'ici, mais à la détruire, et que c'était là la condition de toute révolution populaire réelle sur le continent. C'est aussi ce qu'ont tenté nos héroïques camarades de Paris. »*

---

[2] Cf. MARX, *Deuxième esquisse de « La Guerre civile en France », Werke,* t. XVII, p. 608.

Dans la Deuxième ébauche de « La Guerre civile en France », *Marx définit le rôle de l'Internationale dans la Commune de Paris : « Le Conseil général est fier du rôle éminent que les sections parisiennes de l'Internationale ont assumé pendant la glorieuse révolution de Paris. Non point, comme certains faibles d'esprit se le figurent, que la section de Paris, ni aucune autre branche de l'Internationale, ait reçu un mot d'ordre d'un centre. Mais, comme dans tous les pays civilisés la fleur de la classe ouvrière adhère à l'Internationale et est imprégnée de ses principes, elle prend partout, à coup sûr, la direction des actions de la classe ouvrière. »*

La Commune fut le triomphe du marxisme comme doctrine de la révolution prolétarienne, et l'Internationale eut le mérite essentiel de préparer idéologiquement le prolétariat à ses tâches historiques. Mais cela ne signifie pas encore que l'Internationale ait suscité et combiné l'insurrection [9] du 18 mars, ni qu'il y eut, durant la crise révolutionnaire, un parti fort et cohérent à Paris pour guider le mouvement de la Commune. Comme nous allons le voir, c'est la dynamique historique même qui y a poussé. Si l'on entend par parti une organisation forte, disciplinée, capable de préparer, puis de diriger la révolution d'après un plan pratique, il est évident qu'il n'y a pas eu un tel parti (formel, *selon l'expression de Marx) à la tête de la Commune. Aucun des efforts entrepris pour organiser un tel parti ne fut couronné de succès. Cependant, comme parti* historique - *par la présence en son sein de Marx-Engels - l'Internationale fut à la hauteur de sa tâche : elle donna des indications stratégiques au prolétariat sur le plan aussi bien politique que militaire, bien qu'elle n'eût pas la force de les réaliser, comme le put le parti bolchevik en octobre 1917 dans des conditions générales plus avancées.*

Tout le cours de la Commune réfute la thèse selon laquelle elle a été un produit tout à fait spontané de l'histoire. Mais il ne faut pas pour autant nier le rôle qu'y joua la spontanéité. *Celle-ci fut d'autant plus importante que les forces politiques prolétariennes dominant la scène de la révolution parisienne manquèrent d'homogénéité et de discipline pratiques et théoriques. De fait, Marx applaudit à l'initiative historique des masses parisiennes, bien que l'Internationale n'ait pas donné le signal d'une bataille où les facteurs objectifs eurent un grand poids - bien supérieur aux facteurs de conscience -étant donné*

la relative immaturité des conditions générales de cette époque historique.

La Commune eut donc des côtés positifs comme des côtés nettement négatifs, et Marx applaudit l'œuvre des obscurs prolétaires de Paris dans leur œuvre de gouvernement, sans ménager ses conseils et ses encouragements.

Dans ces limites, la Commune fut le premier grand triomphe de la théorie marxiste, confirmée par le « laboratoire de l'histoire ». Il faut donc considérer essentiellement les conditions matérielles qui ont poussé les masses à se soulever en 1871 et le prolétariat à se constituer en classe dirigeante.

Impérialisme et guerre

Retour à la table des matières

On ne peut évoquer la Commune sans souligner les caractéristiques de la guerre franco-prussienne, qui marque [10] pour toute l'Europe un véritable tournant historique dans les relations entre États et classes : la fin de l'époque des révolutions bourgeoises progressives en Europe occidentale, désormais systématisée en États capitalistes. Dans une telle période de tournant, les caractéristiques et la nature de la guerre changeront plusieurs fois durant son développement et, en conséquence, transformeront la position que les classes occupent dans les deux pays belligérants, la guerre entre États se transformant en guerre civile entre les classes.

Soulignons que, dès le début de la crise, Marx assigne aux prolétaires français une tactique qui, dans les limites de leur cadre national, n'est plus de révolution permanente. *Comme du point de vue social la France a atteint désormais le stade entièrement bourgeois, il ne faut plus soutenir une fraction de la bourgeoisie pour accéder au pouvoir au moyen d'une série d'alliances successives, différentes classes se relayant au pouvoir. C'est en une lutte frontale que prolétariat et bourgeoisie sont opposés* depuis le début jusqu'à la fin de drame. *Certes il s'agit d'un processus historique tout de même complexe, bien que la lutte soit directe entre les deux classes.*

En ce sens, la période de 1870 clôt tout le cycle qui a commencé pour la classe ouvrière française en 1794 et inaugure la phase où, d'une part, le prolétariat se constitue en classe en s'organisant bien avant la révolution en parti à la fois historique et formel, *capable de résister pendant de longues périodes aux sollicitations bourgeoises et petites bourgeoises pour préparer - idéologiquement et organisationnellement - les ouvriers à la révolution, et où, d'autre part, la tactique à adopter au cours de la révolution est directe et frontale entre la bourgeoisie et le prolétariat.*

Ce double résultat est dû aux luttes successives des prolétaires français pour créer les conditions matérielles préalables au socialisme au sens où Marx dit : « Il leur faut, au cours de l'évolution, commencer par produire *eux-mêmes les* conditions matérielles *d'une nouvelle société, et nul effort de l'esprit ni de la volonté ne peut les soustraire à cette destinée* [3]. »

Selon l'expression d'Engels, grâce à leurs luttes politiques, les ouvriers français ont désormais l'avantage de posséder [11] la forme dans laquelle la lutte peut être menée directement pour le socialisme, alors que les Allemands ont encore à la conquérir.

Il ressort à l'évidence que, dans la conception marxiste, l'action politique n'est pas le pur reflet passif de l'économie. Comme les formes de production obéissent à des lois déterminées et suivent un cours de développement progressif, les formes politiques ont des stades et un cours rigoureux - et le marxisme les a analysées depuis leur naissance parallèle à celle des classes jusqu'à leur autodissolution avec l'extinction des classes.

3 Cf. MARX, « La Critique moralisante et la morale critisante », *Deutsche Brüsseler Zeitung*, 11 novembre 1847.

La stratégie révolutionnaire du parti

Retour à la table des matières

Pour déterminer l'attitude que devaient prendre les ouvriers dans la guerre contre la Prusse, Marx se fonda sur les critères objectifs du cadre social qui déterminait pour chaque camp le but et la nature du conflit, sans considérer les notions de (fausse) morale bourgeoise de guerre d'agression ou de défense. Aux yeux du marxisme, il faut soutenir, dans certains cas déterminés, le camp pour lequel la guerre est progressive. Pour Marx, elle l'était pour l'Allemagne, tandis que pour la France impérialiste elle était réactionnaire, si bien que le prolétariat devait refuser tout appui à sa bourgeoisie en guerre. Voici donc la directive que l'Internationale donna à la classe ouvrière française, comme Marx l'écrit dans sa première Adresse : « *Ce manifeste de notre section de Paris fut suivi de nombreuses adresses françaises analogues, dont nous ne pouvons citer ici que la déclaration de Neuilly-sur-Seine publiée dans* La Marseillaise *du 22 juillet :* La guerre est-elle juste ? Non ! La guerre est-elle nationale ? Non ! Elle est dynastique. Au nom de l'humanité, de la démocratie et des véritables intérêts de la France, nous adhérons complètement et énergiquement à la protestation de l'Internationale contre la guerre [4] ! »

On remarque que la tactique du prolétariat français est simple dans cette première phase : la guerre étant impérialiste [12], il s'oppose à la guerre de sa bourgeoisie. C'est du côté allemand que la situation est plus complexe, puisque le mouvement bourgeois n'y est pas encore parvenu à son terme et qu'il est déterminant pour les fluctuations de toute *la guerre. En effet, comme Marx le remarque, le centre de gravité du mouvement international est en train de se déplacer de France vers l'Allemagne, ce qui n'est pas sans incidence pour l'évolution et le succès ultérieur du mouvement français.*

---

4 Cf. « Première Adresse du Conseil général sur la guerre franco-allemande », *La Guerre civile en France*, Ed. sociales, 1953, p. 278-279. Dans la suite du texte, nous ferons suivre les citations simplement de la page de l'ouvrage susmentionné.

En revanche, bien que Bismarck ait voulu et préparé la guerre, Marx écrit : « L'Allemagne a été entraînée par Badinguet dans une guerre pour se constituer en nation [5] *» - ce qui est le but d'une révolution bourgeoise.*

En conséquence, dans sa première Adresse, *Marx déclare : « Du côté allemand, la guerre est une guerre de défense. » Dans la seconde, il précise encore : « La classe ouvrière allemande a résolument donné son appui à la guerre, qu'il n'était pas en son pouvoir d'empêcher, comme à une guerre pour l'indépendance nationale et la libération de l'Allemagne et de l'Europe du cauchemar oppressant du second Empire » (p. 287). Dans ce passage, Marx laisse entendre que - s'il en avait eu la « possibilité », c'est-à-dire la force organisée (qu'il ne peut avoir tant que l'unité nationale n'est pas réalisée, permettant au prolétariat de s'organiser à l'échelle nationale) - le prolétariat allemand aurait pu et aurait dû se défaire de tous les princes allemands, pour réaliser lui-même l'unité allemande. Mais alors il y aurait eu une guerre nationale contre l'impérialisme tsariste qui tenait l'Allemagne divisée en connivence avec les princes réactionnaires des trente-six États et principautés allemands et Bismarck lui-même.*

Marx considérait bien les conditions réelles, et à partir d'elles il déterminait ce qui était objectif dans la guerre - et dans quelles limites. En effet, il connaissait bien sa Prusse et son Bismarck, et il ajoutait donc qu'il ne fallait soutenir le belligérant allemand qu'aussi longtemps qu'il n'avait pas de visées impérialistes.

Il va de soi que Marx considérait uniquement les choses dans l'intérêt du prolétariat international, et il ne savait que trop bien qu'il était trop faiblement organisé partout [13] pour renverser durablement la bourgeoisie. C'est pourquoi il prévoyait une phase de préparation à la future révolution prolétarienne dans les pays les plus avancés de l'Europe et à la révolution permanente dans les pays arriérés de l'Europe centrale, et notamment en Russie, où des « forces volcaniques menacent de secouer les bases les plus profondes de l'autocratie » (seconde Adresse, *p. 287). S'il parle de paix honorable entre la France et l'Allemagne, ce n'est nullement par pacifisme, comme les odieux faux partis communistes de notre génération, qui*

5 Cf. MARX-ENGELS, *Écrits militaires*, p. 514 : « Caractère de la guerre franco-prussienne de 1871 » (lettre d'Engels à Marx, 15 août 1870).

appuient les guerres entre États officiels, telle que la dernière guerre impérialiste : « Si les vainqueurs allemands concluent une paix honorable avec la France, la guerre russo-allemande, *qui s'ensuivra, provoquera l'absorption de la Prusse dans l'Allemagne, permettra au continent européen de se développer librement, et hâtera enfin l'avènement de la* révolution sociale en Russie - *qui n'attend qu'une impulsion du dehors - et, de la sorte, cette guerre servirait aussi au peuple russe* [6]. »

Par rapport au socialisme, le grand révolutionnaire qu'était Marx avait en vue la préparation du terrain, *grâce à la libération des forces sociales opprimées des pays avancés aussi bien qu'attardés, qui dégagerait une nouvelle énergie* organisée, *parce que, plus vite et avec moins de souffrances, l'Europe entière eût alors abordé la transition révolutionnaire au communisme.*

Malheureusement, le prolétariat ne réussit pas à s'acquitter avec succès de la tâche grandiose qui lui était ainsi assignée. Bismarck, en empêchant - avec la connivence de la bourgeoisie française - la conclusion d'une paix honorable, parvint à limiter les conséquences de la révolution bourgeoise et de l'unification de l'Allemagne, et à éviter que le mouvement progressif révolutionnaire gagne l'Est, notamment la Russie. Nous allons voir quelles en furent les conséquences pour la France.

---

6 Cf. *Manifeste du Comité exécutif du parti ouvrier allemand*, rédigé par Marx pour fixer la position des ouvriers allemands (trad. fr. : *Écrits militaires*, p. 517-523). Tout le comité du parti allemand fut arrêté et déporté sur l'ordre de Bismarck (cf. ibid., p. 523).

[14]

Écroulement du second Empire, insurrection et république

Retour à la table des matières

Dans la première Adresse, *Marx avait prophétisé : « Quel que soit le déroulement de la guerre de Louis Bonaparte contre la Prusse, le glas du second Empire a déjà sonné à Paris. L'Empire finira comme il a commencé, par une parodie » (p. 279). Engels reprendra ce point pour remarquer que c'est Bismarck qui fit en quelque sorte cadeau de la république aux Français en renversant le bonapartisme - et la vacance du pouvoir ne fut pas sans effet sur la création de la Commune, comme il ressort du texte que nous publions sur la dualité du pouvoir surgie dès le 30 octobre. Cela confirme, en tout cas, la directive de Marx, selon laquelle le prolétariat français ne devait pas lutter pour défendre la France impérialiste. La défaite militaire, en déblayant d'un coup le terrain de lutte entre les classes de la puissance centrale de l'État bonapartiste, dont la fonction était précisément d'empêcher depuis 1850 que bourgeoisie et prolétariat ne s'entredéchirent, mit irrésistiblement en mouvement le peuple de Paris. Celui-ci surgit les armes à la main, ayant à sa tête les internationalistes, les socialistes proudhoniens et les blanquistes, pour renverser les barrages des gardes nationaux, placés devant l'assemblée du Corps législatif et pénétrer dans la salle, où le blanquiste Granger intima l'ordre aux députés de décréter la chute de l'Empire et la proclamation de la république.*

C'est la répétition de la scène de février 1848 où la Seconde République fut imposée par Raspail à la tête du peuple armé. Mais comme alors, ne disposant pas d'un parti fort et conscient, le prolétariat généreux et débonnaire se laissa dépouiller du pouvoir qui pourtant lui revenait directement. En 1848, c'était le processus de la révolution permanente qui s'amorçait en Février, mais en 1871 c'était à cause du sentiment euphorique et stérilisant de fausse fraternité qui se forme lorsque sans verser de sang on parvient à briser la volonté de l'ennemi. C'est dans ces conditions que se forma le gouvernement de la dé-

fense nationale, composé d'orléanistes et de républicains bourgeois. Ce fait fondamental est souligné par Marx dans son Adresse sur la Guerre civile en France *: « Toutefois, les véritables dirigeants de la classe ouvrière étant encore enfermés dans les prisons bonapartistes et les Prussiens en marche [15] sur la ville, Paris, pris à l'improviste, toléra cette prise du pouvoir à la condition expresse qu'il ne serait exercé qu'aux seules fins de la défense nationale » (p. 23), pour rechercher une paix honorable.*

Mais Marx n'en reste pas là. Cinq jours après l'insurrection de septembre à Paris, il lança sa seconde Adresse *sur la guerre franco-prussienne pour associer les ouvriers allemands aux nouveaux événements et mettre en garde le prolétariat français contre les illusions que pourrait susciter le nouveau gouvernement : « Comme elle, nous saluons l'avènement de la république en France, mais ce n'est pas sans éprouver des appréhensions qui, nous l'espérons, se révéleront sans fondement. Celle république n'a pas renversé le trône, mais simplement pris sa place laissée vacante. Elle a été proclamée non comme une conquête sociale, mais comme une mesure de défense nationale » (p. 288). Cette seconde* Adresse *fournit les directives positives de tactique révolutionnaire qui s'insèrent dans le plan général de stratégie exposé ci-dessus pour la conclusion de la phase de la guerre franco-prussienne par une paix honorable.*

Étant donné que pour l'Allemagne la guerre était progressive du fait qu'elle devait y parachever sa révolution bourgeoise en unifiant la nation, nous devons jeter un coup d'œil sur l'attitude de la bourgeoisie, donc c'eût dû être la grande tâche historique. Marx avait une longue expérience des capacités de la bourgeoisie allemande, dont il écrit dans la seconde Adresse *: « Cette bourgeoisie qui, dans ses luttes pour la liberté civile, avait, de 1846 à 1870, donné un spectacle sans exemple d'irrésolution, d'incapacité et de couardise, se sentit, bien sûr, profondément ravie de faire son entrée sur la scène européenne sous l'aspect du lion rugissant du patriotisme allemand » (p. 284). Au lieu d'arrêter Bismarck, comme c'eût été de son intérêt, elle aida le gouvernement prussien à limiter les effets de la guerre révolutionnaire et à réaliser sa politique impérialiste de conquête ! Marx flétrit les « intrépides nationalistes teutons » et dénonce les mesquins prétextes invoqués par le gouvernement pour faire oublier le programme du roi de Prusse se limitant à la défense au début de la*

guerre et pour justifier sa nouvelle politique d'agression. Marx voit surgir les conséquences contre-révolutionnaires à la suite des foudroyants succès prussiens. Le rôle impérialiste de Bonaparte sera désormais assumé par Bismarck, qui en avait déjà expérimenté certaines méthodes avant 1870. De défenseur [16] - à la manière Prussienne certes - du « principe de nationalité », il jette maintenant les bases des futures guerres impérialistes en Europe : « Si la fortune des armes, l'arrogance du succès et les intrigues dynastiques conduisent l'Allemagne à une spoliation du territoire français, il ne lui restera alors que deux partis possibles. Ou bien elle doit, à tout risque, devenir l'instrument direct de l'expansion russe, ou bien, après un court répit, elle devra se préparer de nouveau à une guerre " défensive " (entre guillemets, cette fois. N.d.T.), non pas une de ces guerres " localisées" d'invention nouvelle, mais une guerre de races, une guerre contre les races latines et slaves coalisées » (p. 287).

La prévision de Marx est impressionnante. Elle démontre combien la tactique du parti est une chose non pas contingente, mais essentiellement historique.

Dam la seconde Adresse, *Marx ne dresse encore ce tableau que simplement pour montrer au prolétariat quelle serait la conséquence d'un échec de ses efforts pour aboutir à une « paix honorable ». En effet, il y donne, à l'issue de la première phase de la guerre, de nouvelles directives aux ouvriers allemands et français. En Allemagne, les ouvriers ne devaient plus appuyer la guerre, mais devaient, au contraire, s'y opposer avec fermeté. Hélas, la prompte réaction prussienne et la capitulation de la bourgeoisie allemande étouffèrent l'agitation déclenchée en Allemagne par le parti social-démocrate contre l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine* [7].

Dès lors que se pose le problème d'une intervention active du prolétariat dans les événements en cours, surgit la nécessité d'une vision claire de l'histoire, d'un plan déterminé et d'une organisation militante capable de réaliser les mots d'ordre révolutionnaires. En France, les ouvriers auxquels la bourgeoisie avait promis de lutter de toutes ses forces pour parvenir à une paix honorable et éviter le démembrement du pays, les ouvriers ne possédaient pas encore une

---

7 À propos de l'attitude courageuse des dirigeants sociaux-démocrates allemands, cf. MARX-ENGELS, *Le Parti de classe*, t. II, p. 190-192.

forte organisation militante, éprouvée et active - le parti formel - pour prendre en main les destinées de la nation et imposer sa solution : ce parti ne sera que le produit du développement social ultérieur.

Marx déclare en conséquence dans la seconde Adresse *: [17] « La classe ouvrière française se trouve placée dans des conditions extrêmement difficiles. Toute tentative de renverser le nouveau gouvernement, quand l'ennemi frappe presque aux portes de Paris, serait une folie désespérée. Les ouvriers français ne doivent pas se laisser entraîner par les souvenirs de 1792, comme les paysans français se sont laissé duper par les souvenirs nationaux du premier Empire. Ils n'ont pas à recommencer le passé, mais à édifier l'avenir. Que calmement et résolument ils profitent de la liberté républicaine* pour procéder méthodiquement à leur propre organisation de classe. *Cela les dotera d'une vigueur nouvelle, de forces herculéennes pour la régénération de la France et pour notre tâche commune : l'émancipation du travail » (p. 289).*

Si le but était clair, il était infiniment difficile de le réaliser - précisément en l'absence d'un parti puissant. En outre, avec le peu de confiance qu'on pouvait accorder au gouvernement de la « Défense » nationale, la tâche se compliquait encore. Mais il n'y avait pas d'autre issue : il fallait tout tenter quel qu'en fût le prix. L'objectif prévu par le plan stratégique de l'Internationale s'imposait à présent : ou bien on réussissait à le faire triompher, ou bien une nouvelle fois, comme en 1849, la marée contre-révolutionnaire submergerait l'Europe entière. Or, cela la bourgeoisie l'avait parfaitement compris, et elle agit en conséquence.

*L'Internationale, dans ses adresses, se fait elle aussi plus pressante : « Que les sections de l'*Association internationale des travailleurs *dans tous les pays appellent à l'action la classe ouvrière. Si les ouvriers oublient leur devoir, s'ils demeurent passifs, la terrible guerre actuelle ne sera que la fourrière de conflits internationaux encore plus terribles et conduira dans chaque nation à un triomphe renouvelé sur l'ouvrier des seigneurs du sabre, de la terre et du Capital » (p. 290).*

Vers la Commune

Retour à la table des matières

Déjà certains faits avaient montré au cours de la guerre franco-prussienne que la bourgeoisie française avait plus peur des ouvriers de France que de l'adversaire de Prusse. Bazaine, en capitulant à Metz, n'avait-il pas dit qu'il voulait remettre son armée aux classes dominantes prussiennes comme « gage contre l'ennemi intérieur français » ? Engels [18] avait fort bien compris le sens des événements qui se préparaient : « Si Metz capitulait, les Prussiens pourraient disposer de 200 000 soldats devenus libres. Dans l'actuelle situation des troupes françaises en ligne, cette armée suffirait amplement pour gagner le pays non fortifié, quand il lui plaira et jusqu'où elle le voudra. L'occupation du reste de la France, qui est empêchée par les deux grands camps retranchés, commencerait aussitôt, et toutes les tentatives d'une guerre de guérilla qui, actuellement, pourraient être très efficaces, seraient alors rapidement écrasées [8]*. » Or, une dizaine de jours après, Metz capitulait.*

Dans la seconde Adresse*, Marx avait prévenu les ouvriers français : « Les orléanistes se sont emparé des positions fortes de l'armée et de la police alors qu'aux républicains déclarés sont échus les ministères où l'on parle. Quelques-uns de leurs premiers actes montrent assez clairement qu'ils ont hérité de l'Empire non seulement les ruines, mais encore LA PEUR DE LA CLASSE OUVRIERE » (p. 288).*

Il est infiniment difficile - voire impossible - d'arrêter la guerre impérialiste par une paix honorable, sans effectuer une guerre civile, puisque la guerre impérialiste est essentiellement dirigée contre le prolétariat. En l'occurrence, certes, la guerre n'était impérialiste que du côté français, et il s'agissait d'empêcher qu'elle ne le devienne aussi du côté allemand. La suite des événements démontra que la bourgeoisie impérialiste française craignait effectivement plus son prolétariat que l'ennemi extérieur. Pourquoi cette peur ? L'ouvrier français n'offrait-il pas son bras armé à « sa » bourgeoisie pour combattre cette armée prussienne, considérée jusque-là comme son ennemi mor-

---

8 Cf. « Le Sort de Metz », *Pall Mall Gazette*, 17 octobre 1870.

tel ? Le journal de Blanqui - La Patrie en danger - *ne devait-il pas contribuer à cette tâche de défense nationale pour laquelle les ouvriers oublièrent que le pouvoir conquis par l'insurrection du 4 septembre restait entre les mains de la « gauche » de l'ex-corps législatif ?*

Il importe au plus haut point d'élucider les raisons pour lesquelles les membres du gouvernement provisoire, instinctivement guidés par un préjugé acharné de classe, s'engagèrent dans la voie opposée à celle de leurs déclarations officielles où ils proclamaient vouloir défendre avant tout le pays. Seul le marxisme révolutionnaire peut donner la clé [19] de cette « grande peur » et des actions qu'elle dicta à Trochu, chef du gouvernement et auteur de ce plan de défense qui, jusqu'à la capitulation de Paris, fut l'objet de sarcasmes populaires.

Il était évident qu'une défense sérieuse de Paris - et de la France entière - ne pouvait pas être confiée aux seuls restes de l'ancienne armée régulière et à son état-major corrompu et incapable, honteusement battu et capitulant à Sedan [9]*. Du reste, l'aurait-on voulu que c'eût été impossible, parce qu'à Paris, comme en partie à Lyon, à Marseille et d'autres villes, le peuple, sous la menace imminente de l'invasion, s'était déjà armé et, à côté des vieilles formations militaires gouvernementales, se constituait en une armée populaire qui préférait obéir à des hommes choisis dans ses rangs et capables de faire la preuve de leur valeur et de leur volonté politico-militaires. Quelques chiffres illustrent cette évolution irrésistible. Avant le 4 septembre, il y avait à Paris, à peine soixante gardes nationaux, formés d'éléments bourgeois fidèles à l'Empire. Aussitôt après le 4 septembre, ils s'élevèrent à cent vingt, et fin septembre ils atteignirent le nombre de deux cent cinquante-quatre. Or ces nouveaux bataillons se recrutaient essentiellement dans les quartiers les plus populaires et prolétariens, donc suspects au gouvernement.*

En outre, l'expérience historique avait démontré que pour mener à l'époque moderne une guerre sérieuse et pour obtenir des succès, il n'existait qu'une possibilité : mobiliser, armer, organiser et susciter une immense force populaire, en favorisant les initiatives dans cette forme de guerre invincible qu'est la guérilla populaire. Or, la mise en

---

9 La note d'Engels sur la page 29 de l'*Histoire de la Commune*, reproduite ci-après, p. 53-57, illustre tout à fait cette position.

œuvre de cette puissante machine de guerre, avec ses inépuisables ressources en énergie, impliquait de toute nécessité que la vieille armée permanente de l'État de classe bourgeois soit entièrement remplacée par la nouvelle armée du peuple, d'où la nécessité de détruire le pouvoir réel de la bourgeoisie à plus ou moins brève échéance. C'est dire que la guerre devait prendre un caractère toujours plus révolutionnaire, et la classe la plus active et la plus résolue de la société - le prolétariat - grâce au phénomène de la décantation des forces politiques et sociales survenant dans tout [20] processus véritablement révolutionnaire, aurait fini par accaparer tout le pouvoir et l'aurait employé pour des buts sociaux, fixés par le parti, en favorisant son renforcement et sa discipline organisationnelle au fur et à mesure de l'élan donné par le cours même des événements [10].

La guerre serait donc bientôt devenue révolutionnaire, et n'eût pas été seulement un moyen de repousser l'envahisseur impérialiste. Elle aurait signifié - et elle signifiera - le développement et l'approfondissement de la révolution du 4 septembre, comme l'indique la journée du 30 octobre. L'intuition de cette désastreuse perspective, alimentée encore par le souvenir de juin 1848, était plus que suffisante pour remplir d'effroi le gouvernement bourgeois et l'engager dans la voie du pacte avec la bourgeoisie allemande. Après avoir énoncé qu'il eût été plus avantageux d'obtenir un arrêt des hostilités, Marx remarque : « Cependant, comment défendre Paris sans armer sa classe ouvrière, l'organiser en une force effective et instruire ses rangs par la guerre elle-même ? Mais Paris armé, c'était la révolution armée. Une victoire de Paris sur l'agresseur prussien aurait été une victoire de l'ouvrier français sur le capitaliste français et ses parasites d'État. *Dans ce conflit entre le devoir national et l'intérêt de classe, le gouvernement de la Défense nationale n'hésita pas un instant : il se changea en un gouvernement de la Défection nationale » (p. 23).*

Tout le secret du plan de Trochu, Favre et Cie, qui pactisent avec l'« ennemi » extérieur en vue d'obtenir la paix à l'intérieur entre les classes, vise donc en premier lieu à désarmer les ouvriers et à rendre le pouvoir effectif à la bourgeoisie. La bourgeoisie allemande aussi

---

10 La phase de la lutte armée de la Commune est longuement analysée dans le numéro 11 du *Fil du temps*, consacré à « La Question militaire dans la théorie marxiste ».

bien que française poussèrent - bien que de façon différente - dans la même direction, introduisant la révolution sur la scène historique. C'est le complot contre-révolutionnaire lui-même qui poussa à la guerre civile.

Et Marx de tirer la leçon de cet épisode héroïque du prolétariat français, leçon oubliée par les générations suivantes, trahies par les partis dits ouvriers au cours de deux guerres impérialistes qui ont provoqué une régression tranchant avec toutes les traditions révolutionnaires d'antan :

[21]

« Le plus haut effort d'héroïsme dont la vieille société soit encore capable est une guerre nationale. Or, il est MAINTENANT prouvé qu'elle est une pure mystification *des gouvernements, destinée à retarder la lutte des classes, et qui est jetée de côté aussitôt que cette lutte de classes éclate en guerre civile. La domination de classe ne peut plus se cacher sous un uniforme national,* les gouvernements nationaux ne font qu'un contre le prolétariat » (p. 62).

[23]

LE MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS.
TOME II. Efforts pour créer le parti de classe

I

L'INTERNATIONALE ET LES SECTIONS FRANÇAISES

Nos membres français [de l'Internationale] démontrent concrètement au gouvernement français la différence qu'il y a entre une société politique secrète et une association ouvrière réelle. A peine a-t-il jeté en prison tous les membres des comités de Paris, de Lyon, de Rouen, de Marseille, etc. (dont une partie a réussi à s'enfuir en Suisse et en Belgique) que des sections deux fois plus nombreuses s'affichent dans les journaux pour les remplacer, en faisant les déclarations les plus insolentes et les plus provocantes (en prenant soin même d'indiquer leurs adresses privées). Le gouvernement français a enfin fait ce que nous désirions depuis si longtemps : transformer la question politique : Empire ou république, en une question de vie ou de mort pour la classe ouvrière!

Marx à Engels, 18 mai 1870.

Retour à la table des matières

[24]

Le conflit au sein de la section parisienne

Retour à la table des matières

À Paris, il y a un différend tel entre nos propres délégués que nous avons envoyé Le Lubez à Paris pour nous éclairer sur la situation et arbitrer l'affaire [11]. Schily lui sert d'adjoint dans ses lettres de pouvoirs, et je lui ai transmis des instructions privées.

Nous aurions pu placer 20000 cartes d'adhésion à Paris, mais comme les uns accusaient les autres d'être de connivence avec Plon-Plon [12], il a fallu d'abord cesser de distribuer les cartes. Sous ce despotisme militaire, il règne naturellement la plus grande suspicion réciproque (il me semble que cette fois les deux parties se font du tort), et les gens sont incapables d'égaliser le différend et de s'entendre en se rencontrant ou en utilisant la presse. À cela s'ajoute ce fait : les ouvriers semblent se crisper sur cette demande : exclure tout homme qui soit capable d'écrire - ce qui est absurde, étant donné qu'ils en ont besoin dans la presse, mais on peut leur pardonner la chose étant donné la continuelle trahison de ces intellectuels. D'autre part, ces derniers se méfient de tout *mouvement ouvrier*, qui les suspecte eux-mêmes.

À propos de ces « intellectuels », il me revient à l'esprit que les ouvriers anglais d'ici ont proposé, lors de la transformation de l'hebdo-

---

11 Cf. Marx à Engels, 25 février 1865.

Pour cette période, nous disposons essentiellement des textes de Marx sur l'activité de l'Internationale en France. Nous en avons publié une partie (que nous ne reproduisons pas ici) dans MARX-ENGELS. *Le Parti de classe,* Maspero, 1973, t. II et III. Le lecteur trouvera d'autres textes sur le mouvement ouvrier français de cette période dans notre recueil : MARX-ENGELS, *La Commune de 1871*, 10/18, 1971. En ce qui concerne l'influence de la Première Internationale sur le mouvement ouvrier français, cf. J. Rougerie, « Les sections françaises de l'A.I.T. », *La Première Internationale. L'institution. L'implantation. Le rayonnement, Paris, 16-18 novembre 1964,* Éditions du CNRS, 15 quai Anatole France, Paris 7e, 1968, p. 93-127.

12 Il s'agit de Jérôme Bonaparte, dit le Prince rouge, qui menait une politique de « gauche » toute démagogique.

madaire *Bee-Hive* qui s'effectuera d'ici trois mois, que j'en devienne le *directeur* et m'en ont déjà informé...

1. Le Conseil central de Londres confirme la direction [25] actuelle de la section parisienne composée des citoyens Tolain, Fribourg et Limousin, et exprime en même temps à ceux-ci sa gratitude pour leur zèle et leur activité [13].

2. L'admission du citoyen Pierre Vinçard dans la direction de la section parisienne est considérée comme souhaitable [14].

---

13 Projet de résolution établi par Marx le 4 mars 1865.

Le conflit au sein de la section parisienne se rattache à la polémique sur la composition des délégations aux congrès surgie à Genève en septembre 1866.

Il peut sembler paradoxal que la classe ouvrière française éprouve les plus grandes difficultés à s'organiser en classe, donc en parti, alors qu'elle fait preuve de qualités révolutionnaires exceptionnelles, manifestées dans ses luttes pour la conquête du pouvoir et enregistrées par le marxisme comme des exemples classiques pour toutes les classes ouvrières du monde. En fait, dans ces années, le génie *politique* exceptionnel du prolétariat français n'est pas encore appuyé par des qualités *théoriques* correspondantes, ce qui, ajouté au développement *économique* relativement faible du milieu français, explique les difficultés auxquelles la classe ouvrière française s'est heurtée pour s'organiser en parti. Cette situation a duré au moins jusqu'au moment où l'Internationale communiste a dégénéré, le parti français étant constamment un sujet de préoccupations et de discussions pour le Komintern.

Quoi qu'il en soit, l'enseignement que l'on peut retenir de ces difficultés est que l'organisation d'un parti *politique* de classe exige non seulement des qualités politiques, mais encore des qualités théoriques. Autrement dit, les principes ont la primauté dans la conception marxiste de la lutte de classe révolutionnaire. C'est sans doute le développement économique du capitalisme qui contraindra le prolétariat français à élargir le champ de son action au champ économique (syndical) et théorique (organisationnel et internationaliste).

Le terrain sur lequel s'est porté le conflit au sein de la section parisienne de l'Internationale est le moins favorable à une solution, tant tout est embrouillé, personnalisé et inconsistant.

14 La section parisienne avait été créée fin 1864 à Paris par des ouvriers de tendance proudhonienne, Tolain et Limousin, qui avaient assisté à la séance inaugurale de St.Martin's Hall le 28 septembre. Face à cette tendance ouvriériste qui ne voulait admettre que des travailleurs manuels dans l'Internatio-

[26]

3. Le Conseil central de Londres remercie le citoyen Lefort pour sa participation à la fondation de l'Association internationale des travailleurs, et espère sincèrement qu'il continuera de collaborer comme *homme de conseil** à la direction de la section parisienne ; en même temps le Conseil ne se tient pas habilité à imposer le citoyen Lefort à un quelconque titre officiel dans la direction de la section parisienne.

4. Le citoyen Victor Schily est nommé représentant du Conseil central de Londres à Paris.

Il doit, à ce titre, collaborer avec la direction de la section parisienne. Il exercera ce *droit de surveillance** que la section parisienne a elle-même tenu pour juste dans l'actuelle situation politique et qu'elle reconnaît comme attribut nécessaire du Conseil central.

---

nale, il y avait la tendance de l'avocat Lefort, lié à Le Lubez, secrétaire correspondant pour la France, et aux cercles petits-bourgeois des émigrés français à Londres.

Le conflit avait commencé à la suite d'un article de Moses Hess dans le *Sozialdemokrat* accusant Tolain d'être lié aux milieux bonapartistes. (Marx-Engels avaient envoyé aussitôt un démenti publié par ce journal, dirigé lui-même par von Schweitzer qui « flirtait » avec Bismarck, avant de rompre définitivement avec cette tendance.) Marx chargea Victor Schily, un émigré allemand de Paris, de se renseigner sur l'origine des accusations lancées contre Tolain. Celles-ci émanaient de la revue l'Asso*ciation*, à la rédaction de laquelle participait Lefort. Schily informa Marx que Lefort et même Le Lubez se heurtaient à l'opposition des sections parisiennes.

Le 4 mars 1865, Marx écrivait à Engels : *« Les affaires françaises sont très embrouillées.* Tu recevras, dans la prochaine lettre, des renseignements à ce sujet, ainsi que le rapport de Schily (dont je dois aujourd'hui même traduire quelques passages au sous-comité). Qu'il me suffise de te dire, pour l'heure, que le conflit met aux prises nos agents ouvriers de la première heure et ces messieurs sociaux et politiques (y compris le chef de l'Association qui fait l'admiration de Moses Hess), pour savoir qui doit communiquer avec nous. En fait, les ouvriers français, surtout parisiens, considèrent le Conseil de Londres comme un gouvernement ouvrier "extérieur". »

* Signale les passages en français dans le texte original.

Résolutions du Conseil central sur le conflit de la section parisienne

Retour à la table des matières

Ire résolution : Considérant que le citoyen Tolain a offert sa démission à plusieurs reprises et que le Conseil central [27] l'a à chaque fois refusée, le Conseil central insiste maintenant auprès du citoyen Tolain et de la direction parisienne afin qu'ils établissent avec soin si, dans les conditions actuelles, cette démission a une utilité ou non. Le Conseil central confirme à l'avance la résolution, quelle qu'elle soit, que la direction parisienne prendra à ce sujet [15].

IIe résolution : À la suite du souhait exprimé par une assemblée de trente-deux membres de l'Association internationale des travailleurs tenue à Paris le 24 février [16], et conformément aux principes de la souveraineté et de l'autogouvernement du peuple, le Conseil central casse sa résolution de nommer un mandataire officiel pour la presse française. Le Conseil central profite de cette même occasion pour exprimer son estime au citoyen Lefort [17], en particulier pour avoir été l'un des fondateurs de l'Association internationale des travailleurs, et en général pour avoir fait preuve d'un caractère public éprouvé. En outre, le Conseil proteste contre le principe qu'il ne saurait admettre,

---

15 Ces résolutions, élaborées par Marx, furent adoptées par le Conseil central le 7 mars 1865.

Comme il ressort de la lettre de Schily à Marx du 25 février 1865 et des instructions privées de Marx à Schily, ce qui importait à Marx-Engels dans l'affaire parisienne, c'est que le Conseil central de l'Internationale maintienne le droit du Conseil central de diriger la vie des sections et d'empêcher que les conflits poussent les ouvriers à se retirer de l'Internationale.

16 Avant de rejoindre Londres pour exposer leur point de vue au Conseil central, Tolain et Limbourg avaient bénéficié du soutien de trente-deux membres parisiens réunis pour la circonstance.

17 Dans une lettre du 13 mars 1865 à Hermann Jung, Marx explique que les âpres discussions soulevées au Conseil central par Luigi Wolff et Le Lubez ont contribué à rendre imparfaite la forme de ces résolutions et à forcer certains aspects de l'affaire (par exemple, l'appui trop ferme du Conseil central à Henri Lefort).

selon lequel seul un ouvrier pourrait être admis à une fonction dans notre Association [18].

[28]

IIIe résolution : Le Conseil décide de confirmer dans ses fonctions l'actuelle direction à condition qu'elle s'adjoigne le citoyen Vinçard [19].

IVe résolution : Le Conseil central enjoint à la direction parisienne de rechercher avec sérieux une entente avec les citoyens Lefort et Béluze, afin qu'eux-mêmes, ainsi que le groupe d'ouvriers dont ils sont les délégués, soient représentés dans la direction, en faisant remarquer que le Conseil ne fait qu'exprimer un souhait, et n'a ni le pouvoir ni l'intention de dicter une décision.

Ve résolution : La direction parisienne ayant fait savoir qu'elle était disposée à reconnaître une représentation directe du Conseil central, il nomme le citoyen Schily pour le représenter auprès de ladite direction.

---

18 Au fond, la divergence au niveau des principes est qu'un parti politique, et en l'occurrence l'Internationale, ne peut refuser d'admettre dans ses rangs des hommes venus d'autres milieux que celui des travailleurs manuels. Sur ce plan, la conception marxiste s'opposera fermement à la conception proudhonienne, notamment au Congrès de Genève de 1866.

C'est sans doute ce qui explique que Marx ait soutenu le non-ouvrier Lefort, bien que les positions de celui-ci soient contestables, et c'est uniquement ce fait qui justifie les réserves de Marx à son sujet.

19 En soutenant ainsi Pierre Vinçard, un vétéran de la révolution de 1848, Marx espérait réaliser une liaison avec les traditions révolutionnaires et socialistes du mouvement ouvrier des années 1840, P. Vinçard ne put cependant accepter cette offre, en raison de la précarité de son état de santé.

Instruction privée à Schily

Retour à la table des matières

« Au cas où une entente ne pourrait se réaliser, le Conseil déclare que le groupe Lefort, *après* qu'il aura pris réception des cartes de membres [20], est justifié, conformément à nos statuts (cf. §7), à constituer une section locale distincte. »

Cela doit, mais confidentiellement et en guise de moyen de pression, être communiqué à Fribourg et Cie, afin de les inciter aux concessions nécessaires, à condition que Lefort et Béluze (le directeur de la *Banque du peuple* [21]) aient [29] sérieusement l'intention de faire adhérer leur groupe à notre Association.

---

20 Le 14 mars, plusieurs membres français du Conseil central protesteront contre l'annulation de la nomination de Lefort à la direction parisienne, et Marx s'associera encore à la proposition exhortant Lefort à revenir sur sa décision de quitter l'Internationale, et à œuvrer pour la formation de nouvelles sections en France.

21 Le socialiste petit-bourgeois Jean-Pierre Béluze avait fondé en 1863 à Paris la *Banque du peuple et de crédit au travail.*

Cette banque se fixa pour but de consentir des crédits aux coopératives de production et de consommation et drainait les économies des ouvriers pour le mouvement coopératif. Elle fonctionna jusqu'en 1868.

Au rédacteur de l'« Écho de Verviers »

Nous comptons sur votre esprit de justice et sur votre désir « de répandre la vérité, la lumière parmi les classes ouvrières » pour publier la lettre suivante, dont une copie a été envoyée au citoyen Vésinier [22].

---

[22] Lettre élaborée par Marx en réponse à un article anonyme paru dans *l'Écho de Verviers.* Cet article reprenait et entretenait les dissensions qui régnaient entre les membres français de l'Internationale, et présentait une image déformée des travaux de la conférence de Londres (1865). Marx découvrit bientôt quel en était l'auteur, un républicain petit-bourgeois, émigré en Belgique, qui se faisait le porte-parole des éléments de la section française de Londres hostiles à Marx et au Conseil central. Un article de Vésinier fut discuté au Conseil central, les 25 décembre 1865, 2 et 9 janvier 1866. Marx participa activement à la discussion et demanda au Conseil de mettre Vésinier en demeure de prouver ses accusations, sous peine d'être exclu de l'Internationale. Vésinier sera exclu au Congrès de Bruxelles, en septembre 1868, pour avoir calomnié le Conseil central.

Marx lui-même explique le sens de la polémique en ces termes « Il s'est formé une intrigue contre l'Association internationale, et j'aurais besoin de ton aide. Plus tard davantage de détails, pour le moment ceci : Le Lubez et Vésinier (ce dernier sachant qu'une enquête sur son passé est en cours, a regagné Bruxelles) ont ici une section française (en réalité une section d'opposition), en collaboration avec Longuet rédacteur de la *Rive gauche,* et à laquelle se rattache toute la clique proudhonienne de Bruxelles. Vésinier a commencé à publier contre nous un long factum dans *l'Écho de Verviers,* sous le voile de l'anonymat naturellement. Ensuite, dans *le même* journal, qui reproduit les ragots contre notre Association et fait passer mensongèrement pour bonapartistes jusqu'à Tolain et Fribourg, la section française de Londres publie un programme et un projet de futurs statuts qu'ils se proposent eux - les vrais - de présenter au congrès.

Le véritable nerf de la polémique est la *question polonaise.* Tous ces gens se sont ralliés aux théories moscovites de Proudhon et de Herzen. Pour t'en convaincre je t'enverrai les articles publiés par ces oracles dans *La Tribune du peuple* contre la Pologne, et tu écriras un article de réfutation, soit pour nos feuilles de Genève, soit pour le *Workman's Advocate* [de fait, Engels écrira une série d'articles intitulés « En quoi la classe ouvrière est-elle concernée par la Pologne » ? dans *The Commonwealth,* qui n'en publia qu'une partie, étant passé sous le contrôle de radicaux bourgeois]. C'est dans la fraction proudhonisée de la *Jeune France* que messieurs les Russes ont trouvé leurs derniers alliés. » (Marx à Engels, 5 janvier 1866.) Dans sa lettre à Engels du 15 janvier 1866, Marx donne de larges extraits de l'article de

Votre dévoué serviteur,

Jung.

[30]

Monsieur Vésinier,

Dans son no 293, en date du *16* décembre *1865, l'Écho de Verviers* a publié un article ayant prétendument pour but d'éclairer les travailleurs sur l'esprit qui anime les membres du Conseil central de *l'Association internationale des travailleurs* ; le citoyen Le Lubez qui l'a présenté au Conseil (comme il en avait été chargé) a reconnu que, quoiqu'anonyme, cet article était dû à votre plume.

Après avoir discuté de cet article, le Conseil central, dans sa séance du 9 janvier 1866, a adopté la résolution suivante : « Le citoyen Vésinier est sommé de fournir la preuve des faits qu'il rapporte ; s'il s'y refuse ou s'il en est incapable, il sera rayé de *l'Association internationale des travailleurs*. »

Comme votre article s'écarte entièrement de la vérité, le Conseil central a estimé de son devoir de rétablir les faits dans toute leur intégrité. Le Conseil central, ayant conscience de sa mission et du mandat qu'on lui a confié, il ne répondra pas à des calomnies par des calomnies, pas plus qu'il ne s'abaissera à des accusations personnelles ; au contraire, il laissera à ceux qui sont accusés le soin de se justifier eux-mêmes. Cependant il ne se laissera pas arrêter pas ses faux amis, même s'il n'entend laisser derrière lui ni tache ni souillure.

Entre autres, les passages suivants méritent principalement d'être signalés.

Vésinier (cf. *Correspondance K. Marx - Fr. Engels*, publiée par A. Bebel et Ed. Bernstein, éd. Costes, 1934, t. IX, p. 8-13).

[31]

I

« Bientôt tous les membres français et italiens [23] donnèrent leur démission motivée par la présence au sein du comité et par les intrigues de MM. Tolain et Fribourg » *(Écho de Verviers,* n° 293).

Or, sur neuf membres français, deux seulement se sont retirés, à savoir MM. Denoual et Le Lubez, et même ce dernier revint peu de temps après [24]. Quant aux Italiens, un seul - le citoyen Wolff - motiva sa démission, non « par la présence au sein du comité et les intrigues de MM. Tolain et Fribourg », mais à propos d'une résolution du Conseil central présentée par le sous-comité, concernant le citoyen Lefort, en faveur de laquelle il avait lui-même voté, quelques heures auparavant, comme membre du sous-comité [25].

II

« Le comité continua à fonctionner en leur absence jusqu'à aujourd'hui » (*Écho de Verviers,* n° 293).

---

[23] La première bataille d'envergure de Marx dans l'Internationale a été menée contre le major Luigi Wolff et, à l'arrière-plan, Mazzini, du fait que le gros de l'effectif de l'Association à ses débuts était formé par les éléments italiens qui avaient adhéré massivement ; par leur intermédiaire, les éléments bourgeois, notamment Mazzini, voulaient prendre la direction de l'Internationale pour la dévoyer à leurs fins.

[24] Le sous-comité et le Conseil central discutèrent les 6 et 9 mai 1865 la réadmission de Le Lubez.

[25] Il s'agit de la résolution sur le conflit dans la section parisienne reproduite ci-dessus. A ce propos, cf. la lettre de Marx à Engels, du 11 avril 1865, *Correspondance,* éd. Costes, tome VIII, p. 196. Marx y précise que « le Club des ouvriers italiens n'a pas quitté l'Association, mais n'a plus de représentant au Conseil ».

À propos de Mazzini, cf. *La Prise de position de Mazzini contre l'Internationale,* trad. fr. : MARX-ENGELS, *La Commune de 1871*, 10/18, 1971, p. 168-172.

Sur deux membres qui se retirèrent, le citoyen Le Lubez, ex-secrétaire pour la France, revint peu de temps après comme délégué de la section de Deptford. Le comité ne fonctionna donc pas longtemps en son absence.

[32]

III

« Il (le comité) publia un *Manifeste* et un règlement provisoire, le premier dû à la plume d'un publiciste éminent de race latine, etc. » (Écho *de Verviers,* n° 293).

Le *Manifeste* et le règlement furent publiés avant la retraite des deux membres français et des membres italiens [26]. Le *Manifeste* n'est pas dû à la plume d'un publiciste éminent de race latine [27], mais d'un écrivain de race teutonne [28]. Le *Manifeste* fut adopté unanimement par tous les membres du Conseil central, y compris les Français et les Italiens, avant même que le publiciste de race latine en eût connaissance ; loin d'en être l'auteur, s'il en avait eu connaissance, il aurait tout fait, étant donné ses tendances antibourgeoises, pour s'y opposer auprès des membres italiens. Mais, arrivé trop tard, il ne réussit qu'à empêcher que ces derniers n'en fissent la traduction en italien. Il est évident que vous n'avez jamais lu ce *Manifeste,* et le publiciste éminent de race latine ne vous saurait pas gré de ce que vous lui en avez attribué la paternité.

---

26 Les délégués italiens Lama et Fontana quittèrent le Conseil central en avril 1865.

27 Marx fait allusion à Giuseppe Mazzini.

28 Marx fait allusion à lui-même. On notera qu'il ne parle pas de son ascendance juive, mais bien plutôt de son rattachement politique de classe au socialisme allemand, contribution du prolétariat d'Allemagne au socialisme moderne, scientifique.

IV

« A-t-il (le comité) poursuivi le but qu'il s'était proposé - l'émancipation complète des travailleurs ? Non ! Au lieu de cela, il a perdu un an de temps précieux pour aboutir aux conférences et au programme du congrès qui doit avoir lieu à Genève, etc. » (*Écho de Verviers,* n° 293).

Le Conseil central ne commença guère à fonctionner que vers l'année 1865. Neuf mois s'écoulèrent donc avant la conférence. Il employa ces neuf mois de « temps précieux » à établir des relations internationales et à étendre son organisation en Angleterre. Plusieurs mois durant, des délégations composées de membres du Conseil furent envoyées chaque semaine auprès des différentes sociétés ouvrières [33] pour les engager à se joindre à l'Association. En voici le résultat : lors de la conférence, *l'Association internationale des travailleurs* comptait 14 000 adhérents en Angleterre. Entre autres, des sociétés aussi importantes que celles des cordonniers et des maçons s'étaient affiliées. Les hommes les plus influents et les plus éminents de ces immenses organisations ouvrières que sont les syndicats *(trade unions)* étaient membres du Conseil central. Un journal était fondé, dont le seul titre - *Workman's Advocate* - indique le but, un journal qui partout et toujours défend les intérêts de la classe ouvrière.

L'Association pour le suffrage universel *(Reform League)* était fondée en Angleterre, association qui compte des milliers de membres et dont le secrétaire et la majorité des membres du Conseil exécutif sont choisis dans notre sein.

En France, nous avons plusieurs milliers d'adhérents.

Il y a à Paris une organisation forte, active, à l'abri de tout reproche, avec plus de deux mille adhérents. Nous avons des sections à Lyon, Rouen, Nantes, Caen, Neufchâteau, Pont-l'Evêque, Pantin, Saint-Denis, Puteaux, Belleville, etc.

En Suisse, nous avons une organisation composée des meilleurs éléments à Genève, avec 500 adhérents, ainsi que des sections à Lausanne, Vevey, Montreux et dans le canton de Neufchâtel.

En Belgique, le mouvement se formait sous les meilleurs auspices, et le Comité central avait lieu de croire que l'Espagne ne tarderait pas à suivre.

V

« Non ! Il (le comité) n'a pas même fait voir à sa conférence de septembre 1865 un délégué de l'Allemagne, qui compte tant de sociétés d'ouvriers, pas un seul non plus des sociétés si nombreuses de l'Angleterre, pas un seul de celles d'Italie, si bien organisées, pas un seul de celles qui existent en France, car Tolain, Fribourg et Cie ne sont les délégués d'aucune société d'ouvriers français, ils se sont délégués eux-mêmes, ils n'ont fourni la preuve d'aucun mandat dont ils aient été revêtus. Loin d'être les délégués d'associations ouvrières françaises, leur présence a été la seule cause qui a empêché celles-ci d'envoyer des délégués à la Conférence de Londres. Nous pourrions citer plusieurs [34] d'entre elles qui ont refusé pour ce motif d'y adhérer, etc. p *(Écho de Verviers,* no 293).

En principe, seules les sections de *l'Association internationale des travailleurs* et les sociétés qui avaient adhéré à ses principes pouvaient être représentées à la conférence. L'état de nos finances nous enjoignait de limiter le nombre des délégués au plus bas minimum.

De l'Allemagne, « qui compte tant de sociétés d'ouvriers », les seules qui auraient pu être représentées sont les sociétés de consommation, fondées par Schulze-Delitzsch, et celles de Lassalle, l'A.G.O.A. Les premières, à l'insu de leurs membres, n'étaient que l'instrument de la bourgeoisie libérale de Prusse, dont Schulze-Delitzsch est un des matadors ; celles de Lassalle étaient, et sont encore aujourd'hui, en complète dissolution, une partie s'en était coalisée avec Bismarck, tandis que l'autre partie, qui ne s'était pas encore reconstituée, reconnaissait pour chef J.-Ph. Becker, délégué suisse à la conférence. Lors d'une séance de la conférence, ce dernier reçut un mandat de la part des ouvriers des fabriques de Solingen, tandis que *l'Association allemande de formation des ouvriers* (A.A.F.O.) était

représentée par lui, et la A.A.F.O. de Londres fut représentée par ses délégués auprès du Conseil central [29].

Outre les entraves qui empêchent les ouvriers de former des associations en Allemagne, la législation leur défend purement et simplement d'appartenir à des associations étrangères. Néanmoins, quelques sections furent formées dans le Nord et dans le Sud de l'Allemagne.

En présence de toutes ces difficultés, est-il extraordinaire que l'Allemagne n'ait pas été aussi bien représentée que le Conseil central aurait pu l'espérer ?

Les sociétés anglaises furent fort bien représentées par les membres du Conseil central : Odger, le président, est secrétaire du *trades council,* conseil suprême de tous les syndicats d'Angleterre ; Cremer, secrétaire général, est membre du conseil exécutif des charpentiers ; Howell, secrétaire de la *Reform League* et membre du conseil exécutif des maçons, et Coulson, secrétaire de cette dernière société, sont tous deux délégués par elle auprès du Conseil central ; Wheeler, dirigeant d'une assurance mutuelle sur la vie, est membre du Conseil central.

[35]

Les cordonniers (forts de 5 000 hommes) sont représentés par Odger, Morgan et Cope, tandis que Shaw représente les peintres en bâtiment, etc.

Le citoyen Wolff qui assista au Congrès des ouvriers italiens à Naples en 1865, et les autres membres italiens du Conseil, quoiqu'ils prissent une part très active aux travaux du Conseil central, ne réussirent cependant jamais à faire un seul adhérent en Italie ; c'est une source de regrets pour le Conseil central de voir que les membres italiens, même avant leur retraite, ne jouirent pas assez de la confiance « de ces sociétés si bien organisées de l'Italie » pour engager une seule d'entre elles à se joindre à l'Association internationale [30].

---

29 Par exemple, Marx, Eccarius, Lessner, Schapper, qui faisaient partie des deux organisations.

30 Ces tentatives d'usurpation du Conseil central par Wolff et Mazzini contribuèrent sans doute à retarder l'implantation de l'Internationale en Italie, comme il ressort de la lettre suivante d'Engels à Gennaro Bovio, 16 avril 1872 : « Nous reconnaissons volontiers qu'au moment où pour la première

« ... pas une seule de celles qui existent en France, car Tolain, Fribourg et Cie ne sont les délégués d'aucune société d'ouvriers français, ils se sont délégués eux-mêmes ».

Les membres de la section lyonnaise regrettaient que le manque de fonds les empêchât d'envoyer des délégués, mais, de même que ceux de la section de Caen et ceux de la section de Neufchâteau, ils envoyèrent un manifeste par lequel ils participaient aux travaux du Conseil central. Tolain, Fribourg, Limousin et Varlin, furent nommés au suffrage universel par la section de Paris. Cette section est composée d'ouvriers de tous les métiers et de plusieurs centaines de membres de l'Association du crédit au travail. Tous ont pris ou ont pu prendre part à l'élection des délégués. Limousin, l'un des quatre délégués de Paris, est secrétaire [36] de gérance du journal *L'Association,* l'organe international des sociétés coopératives.

M. Clariol fut délégué par la société des typographes de Paris ; sur invitation du Conseil central, MM. Schily, Dumesnil, Marigny et autres vinrent de Paris pour assister à la conférence à laquelle ils prirent une part active.

Quelles sont les autres sociétés auxquelles vous faites allusion qui furent empêchées par la présence de Tolain, Fribourg et Cie d'envoyer des délégués à la conférence ? Serait-ce la Société du Dix-Décembre, la seule qui soit autorisée sous le présent régime en France ?

Le compte rendu de la conférence parut dans tous les journaux libéraux de Paris, sans susciter une seule plainte ou une seule réclamation de la part des membres de l'Association internationale ou des sociétés coopératives de France. Le mandat dont les délégués étaient munis a été vérifié et approuvés par le sous-comité du Conseil central.

---

fois ici à Londres une liaison internationale des travailleurs fut établie, vous avez repris la même idée dans la lointaine Apulie et l'avez défendue avec force au Congrès de Naples. Nous vous remercions pour la communication de ce fait, car il apporte une nouvelle preuve de ce que l'unification des ouvriers de tout le monde civilisé était déjà reconnue dès 1864 comme une nécessité historique, et ce jusque dans les pays où nous n'avons pas pu nouer de liaison à ce moment-là, parce que nous ne savions pas à qui nous adresser. Nous regrettons sincèrement que les sociétés ouvrières italiennes, du fait qu'elles n'ont pas repris vos idées en 1864, aient gravement ralenti le développement du mouvement prolétarien en Italie. »

Dès le début de la conférence, les délégués parisiens rendirent un compte détaillé et fidèle de leur administration et de la gestion de leurs finances, à l'appui duquel ils mirent leurs livres et toute leur correspondance à la disposition du Conseil central. Celui-ci peut se féliciter de l'efficacité des moyens employés par l'administration de Paris pour la fondation et la propagation de *l'Association internationale des travailleurs.*

VI

« La Belgique en a envoyé un très capable, le citoyen De Paepe, mais c'est le seul pour ce pays qui compte beaucoup d'associations » (*Écho de Verviers,* n°, 293).

Il est à regretter que la Belgique n'ait envoyé qu'un seul délégué, et que celui-ci soit celui qui représentât le moins de mandataires. Néanmoins, ce pays a été noblement représenté par la personne de César De Paepe.

VII

« La Suisse, ou plutôt Genève, en a envoyé deux, qui ne sont pas Suisses, savoir un réfugié français et un réfugié badois qui sont venus à la conférence avec les deux soi-disant délégués français nommés plus haut ; soit au total [37] cinq ou six de la même valeur, et un seul véritable et sérieux, celui de la Belgique » (*Écho de Verviers,* n° 293).

Les délégués de la Suisse furent élus au suffrage universel par tous les membres des différentes sections de l'Association internationale en Suisse. La société de Grütli, entièrement composée de Suisses, et *l'Association allemande pour la formation des ouvriers* prirent aussi une part aux élections, par le truchement de leurs délégués, auprès de l'Association internationale en Suisse. Par le choix de leurs délégués, les membres de l'Association suisse se sont acquis une place honorable dans l'histoire de l'Association internationale.

Les délégués suisses vinrent à la conférence, non « avec les deux soi-disant délégués français », mais avec les quatre délégués parisiens.

Le citoyen Becker, l'un des délégués à la conférence est naturalisé suisse depuis plus de vingt ans. Les droits de citoyenneté de la ville de Bienne lui furent accordés en reconnaissance des services qu'il rendit à la cause démocratique universelle ; en outre, il s'est distingué comme agitateur, soldat, administrateur et écrivain. Ses talents si multiples ont toujours été employés pour la cause des travailleurs. Il est ridicule de voir des pygmées s'attaquer à de pareils géants, et il est certain que leur valeur ne saurait être mise en question que par des hommes d'une probité et d'un désintéressement connus.

VIII

« Nous le demandons, est-ce là un résultat satisfaisant ? » (*Écho de Verviers*, n° 293).

Le Conseil central est presque exclusivement composé d'ouvriers habitués à manier le marteau et la lime, et ce n'est qu'au prix de sacrifices personnels qu'ils peuvent les remplacer par la plume. Quand ils ont recours à la plume, c'est toujours pour défendre ou propager une noble cause, non pour la vendre au bonapartisme. Si le résultat n'est pas aussi satisfaisant que les ouvriers en général auraient pu l'espérer, nous sommes convaincus qu'ils prendront en considération les veilles passées après une longue journée d'un travail fatigant, et les souffrances que leurs frères ont endurées avant de pouvoir en arriver à ce point.

[38]

IX

« Cédant à des influences fâcheuses, il a inscrit dans le programme du Congrès de Genève des questions en dehors du but de l'Association, telle que celle d'anéantir l'influence russe en Europe » (*Écho de Verviers*, n° 293).

Quelles sont les influences fâcheuses auxquelles le Conseil central a cédé en inscrivant à son programme qu'il était nécessaire d'anéantir l'influence moscovite en Europe (non l'influence russe, ce qui veut dire tout autre chose) [31]. La nécessité « d'anéantir l'influence moscovite en Europe » est reconnue en principe dans notre *Manifeste* qui n'a certainement pas été publié sous des influences fâcheuses.

Quelles sont les autres questions inscrites du programme qui soient dues à des influences fâcheuses ?

X

« Cette faute énorme a déjà eu de fatales conséquences ; les Polonais ont demandé en masse à faire partie du comité et sous peu ils seront en immense majorité » (*Écho de Verviers*, n° 294).

Les Polonais n'ont pas demandé en masse à faire partie du Conseil central. Au lieu d'y être en immense majorité, ils n'en forment pas même la vingtième partie.

Comment raisonner avec quelqu'un qui écrit : « Le comité a élaboré et fait voter un programme de douze questions comprenant presque tous les problèmes les plus généraux de l'économie politique, mais sans émettre une question scientifique » et qui, quelques lignes plus bas, sans [39] même reprendre souffle, reconnaît « l'importance scientifique » de ces mêmes questions ?

Le Conseil central, loin d'être exclusif, a toujours cherché à s'entourer des lumières de tous les amis sincères de la cause des travail-

---

[31] Marx réfute à l'avance sa prétendue russophobie. Dans ce domaine, comme partout ailleurs, il savait fort bien distinguer entre peuple ou mieux prolétariat, et gouvernement. Certes, disait-il à Lassalle, on hait la Russie en Allemagne, « mais haïr et comprendre sont deux choses absolument différentes » (15 septembre 1860). A quoi, démagogiquement, Lassalle répondait dans sa lettre du 17 septembre 1860) : « Tu dis : notre peuple hait suffisamment la Russie, mais ne la comprend pas assez. Ce dernier point m'est parfaitement indifférent. Même en déployant les plus grands efforts, nous ne pourrions transformer notre peuple en analyste de la diplomatie. La haine suffit chez les masses, même si, dans le pays, nous ne sommes que cinq ou six à comprendre aussi. »

leurs. Il a cherché, par tous les moyens en son pouvoir, à propager ses grands principes et à unir les ouvriers de tous les pays. A cet effet, trois journaux ont été fondés en Suisse : Le *Journal de l'Association internationale des travailleurs* et *La Voix de l'Avenir*, publiés en langue française, et *Le Précurseur (Der Vorbote)* publié en langue allemande ; un en Angleterre *(The Workman's Advocate)*, le seul journal anglais qui, par l'application du droit qu'ont les peuples de disposer d'eux-mêmes, reconnaît que les Irlandais ont le droit de secouer le joug anglais.

Le Conseil central n'est pas juge de ses propres actions. Le Congrès de Genève décidera s'il est digne de la confiance dont il a été honoré ou s'il a abandonné délibérément le but sublime dont il avait été chargé.

Au nom du Conseil central de *l'Association internationale des travailleurs.*

15 février 1866.

Marx et l'Internationale

Retour à la table des matières

J'avais de vives appréhensions pour le Premier Congrès de l'Internationale à Genève [32]. Son effet en France, en Angleterre et en Amérique a été inespéré. Je ne pouvais ni ne voulais m'y rendre, mais j'ai élaboré le programme des délégués londoniens. A dessein, je l'ai limité aux points susceptibles d'un accord immédiat et d'une action commune des travailleurs, afin de donner un aliment et une impulsion directe aux exigences de la lutte des classes et de l'organisation des travailleurs en classe.

Messieurs les Parisiens avaient la tête pleine de phrases proudhoniennes les plus creuses : ils bavardaient sur la science, et ne savent rien eux-mêmes ; ils dédaignent toute action *révolutionnaire*, surgissant directement de la lutte des classes, tout mouvement social centralisé, donc réalisable aussi par des moyens *politiques* (par exemple, la

---

32 Marx à Kugelmann, 9 octobre 1866.

diminution [40] légale de la journée de travail [33]), sous prétexte de liberté, d'antigouvernementalisme ou d'individualisme antiautoritaire. Ces messieurs qui, depuis seize ans, ont supporté et supportent tranquillement le despotisme le plus vil, prônent en fait une vulgaire économie bourgeoise, mais enjolivée d'idéalisme proudhonien.

Proudhon a fait un mal énorme. Son semblant de critique et son simulacre d'opposition aux utopistes - il n'est lui-même qu'un utopiste petit-bourgeois, alors que les utopies d'un Fourier, Owen, etc., étaient l'intuition et l'expression imaginaire d'un monde nouveau - ont d'abord séduit et corrompu la *jeunesse brillante* *, les étudiants, puis les ouvriers, surtout parisiens qui, en qualité d'ouvriers de luxe, restent sans le savoir fortement attachés à toutes ces vieilleries. Ignorants, vaniteux, arrogants, bavards, emphatiques, ils étaient sur le point de tout gâcher, car ils étaient venus au congrès en un nombre qui ne correspond absolument pas à celui de leurs adhérents. Dans le rapport, je leur taperai sur les doigts, en sous-main.

Au prochain congrès de Bruxelles, je tordrai moi-même le cou à ces ânes de proudhoniens [34]. J'ai préparé toute l'affaire de manière diplomatique et je n'ai pas voulu paraître personnellement avant que mon livre [*Le Capital*] soit publié et que notre Internationale ait pris racine. Dans le rapport officiel du Conseil général (où, malgré leurs efforts, les bavards parisiens n'ont pu empêcher notre réélection), je ne manquerai pas de les fustiger comme il faut.

Dans l'intervalle, notre Association a fait de grands progrès. Le misérable *Star*, qui voulait nous ignorer totalement, a déclaré dans son éditorial d'hier que nous étions plus importants que le Congrès de la paix. A Berlin, Schulze-Delitzsch n'a pu empêcher sa « société ouvrière » d'adhérer à notre Association. Ces cochons d'Anglais des trade-unions, pour qui nous avions des positions trop avancées, courent maintenant après nous.

---

[33] En ce qui concerne les rapports de Marx-Engels avec le mouvement syndical français, cf. MARX-ENGELS, *Le Syndicalisme*, Maspero, 1972, vol. I, p. 113-170.

[34] Cf. Marx à Engels, 22 septembre 1867.

Outre *Le Courrier français, La Liberté* de Girardin, *Le Siècle, Le Monde, La Gazette de France,* etc., ont donné [41] des comptes rendus de notre congrès. *Les choses marchent bien* *. Et à la prochaine révolution - moins éloignée peut-être qu'on ne le croit - nous aurons (toi et moi) cette puissante organisation entre les mains. Compare nos résultats avec ceux que Mazzini a obtenus avec ses machinations depuis trente ans ! Et cela sans ressources financières ! Malgré les intrigues des Parisiens à Paris [35], de Mazzini en Italie, les velléités d'Odger, de Cremer, de Potter à Londres, les obstacles de Schulze-Delitzsch et des lassalliens en Allemagne, nous pouvons nous déclarer très satisfaits...

Déclaration du Conseil général de l'A.I.T. à propos de l'arrestation de membres des sections françaises

Retour à la table des matières

Le citoyen Marx attire l'attention du Conseil sur le fait que de nombreux membres de l'Association ont été arrêtés en France et que les journaux gouvernementaux s'efforcent de faire accroire que l'Internationale est impliquée dans un prétendu complot contre l'empereur [36]. Afin de réfuter ces insinuations, il propose la résolution suivante :

---

35 Dans sa lettre du 23 novembre 1871 à Bolte, Marx écrit : « Étant donné que les proudhoniens (mutuellistes) avaient participé à la fondation de l'Association internationale des travailleurs, ils tinrent tout naturellement la barre à Paris durant les premières années. Plus tard, des groupes collectivistes, positivistes, etc., commencèrent à se créer en opposition aux proudhoniens. »

36 Cf. Compte rendu de séance du Conseil général, 3 mai 1870.

Napoléon III organisa en mai 1870 un plébiscite afin de consolider les positions passablement ébranlées de l'Empire. Les questions en étaient formulées de façon à ce qu'un désaveu de la politique impériale signifiait en même temps un désaveu de toute espèce de réformes sociales. La fédération de l'A.I.T. et la chambre fédérale des associations ouvrières de Paris lancèrent un manifeste *le 24 avril 1870*, dans lequel elles dénonçaient cette manœuvre démagogique et appelaient les ouvriers à s'abstenir.

[42]

« À l'occasion du dernier prétendu complot, le gouvernement français n'a pas seulement arrêté de nombreux membres de nos sections parisiennes et lyonnaises, mais a encore insinué dans ses journaux que *l'Association internationale des travailleurs* était complice dans le prétendu complot.

« Selon les termes de nos statuts, il est certes du devoir particulier de toutes nos sections en Angleterre, sur le continent et aux États-Unis, d'agir, non seulement comme centre pour l'organisation de la classe ouvrière, mais encore comme point de soutien de tous les mouvements politiques qui, dans les différents pays, s'efforcent de réaliser notre but ultime, *l'émancipation économique de la classe ouvrière.* En même temps ces statuts obligent toutes les sections de notre Association à agir publiquement en pleine lumière. Même si nos statuts n'étaient pas formels sur ce point, la véritable nature d'une association qui s'identifie elle-même avec la classe ouvrière exclurait toute forme de société secrète. S'il y a conspiration de la part de la classe ouvrière, qui forme la grande masse des nations, crée toutes les richesses et au nom de laquelle tout pouvoir même usurpateur prétend régner, c'est en public que cela se passe, comme le soleil conspire contre les ténèbres, avec la pleine conscience qu'en dehors de son champ d'activité, il n'est aucun pouvoir légitime.

« Si les autres faits du complot que dénonce le gouvernement français sont aussi faux et infondés que ses insinuations contre *l'Association internationale des travailleurs*, ce dernier complot succédera dignement à ses deux prédécesseurs de grotesque mémoire. Les bruyantes mesures de force contre nos sections françaises visent exclusivement un seul but : la *manipulation du plébiscite*. »

À la veille du plébiscite, les membres de la fédération de Paris furent arrêtés, et accusés de préparer un complot visant à assassiner Napoléon III. Les sections de Lyon, Rouen, Marseille, etc., furent également poursuivies. Le troisième procès des membres parisiens de l'A.I.T. dura du 22 juin au 5 juillet 1870, et, l'accusation de complot s'étant effondrée, les accusés furent condamnés pour leur appartenance à l'Internationale.

[43]

Résolution du Conseil général concernant les statuts de la « Section française de 1871 »

Retour à la table des matières

Aux citoyens membres de la « Section française de 1871 »

Citoyens,

Considérant les articles suivants des résolutions organisationnelles votées par le Congrès de Bâle :

Article 4 : « Chaque nouvelle section ou société qui se forme et peut faire partie de l'Internationale doit annoncer immédiatement son adhésion au Conseil général [37]. »

Article 5 : « Le Conseil général a le droit d'admettre ou de refuser l'affiliation de toute nouvelle société, groupe, etc. »

le Conseil général confirme les statuts de la *Section française de 1871* avec les modifications suivantes :

I. Que dans l'article 2 soient rayés les mots suivants :

[37] Ce texte a été soumis par Marx, le 17 octobre 1871, au Conseil général et approuvé à l'unanimité. Le Conseil général, en tant que centre dirigeant de l'Internationale y exerce son contrôle sur les sections à admettre ou à exclure. D'un congrès à l'autre, les luttes de tendances devenant de plus en plus vives, Marx-Engels renforcèrent, comme il est normal, les conditions d'admission dans l'Internationale, de plus en plus radicale et militante.

La *Section française de 1871* fut créée à Londres par des réfugiés français. La direction établit une liaison étroite avec les bakouninistes de Suisse et s'opposa avec eux aux principes d'organisation de l'Internationale. Suivant la règle, les statuts de la *Section française de 1871* furent soumis au Conseil général pour ratification et examinés en commission. Marx s'occupa de ce rapport. Bientôt le Conseil général démasqua le mouchard Durand qui s'était introduit dans la *Section française de 1871*, Cf. MARX-ENGELS, *La Commune de 1871*, 10/18, 1971, p. 159.

« justifier de ses moyens d'existence », et qu'on mette simplement : « pour être reçu membre. Chaque branche est responsable de l'intégrité des membres qu'elle admet. »

En cas de doute, une section peut certes prendre des informations sur les moyens d'existence comme « garantie de moralité », mais sans oublier que dans bien des cas - celui des réfugiés, des ouvriers en grève, etc. - l'absence de justification des moyens d'existence est précisément une [44] garantie de moralité. Or donc, ce serait une innovation bourgeoise, contraire à la lettre et à l'esprit des statuts généraux, que de demander aux candidats de justifier de leurs moyens d'existence comme condition générale d'admission.

II. a) Considérant que l'article 4 des statuts généraux dit :

« Le congrès nommera les membres du Conseil général en laissant à ce dernier le soin de s'adjoindre de nouveaux membres » ; que, par conséquent, les statuts généraux ne reconnaissent que deux modes d'élection pour les membres du Conseil général, soit leur élection par le congrès, soit leur nomination par le Conseil général, le passage suivant de l'article 11 des statuts de la *Section française de 1871* « un ou plusieurs délégués seront envoyés au Conseil général » est donc contraire aux statuts généraux qui ne donnent à aucune branche, section, groupe ou fédération le *droit* d'envoyer des délégués au Conseil général.

Vu que l'article 12 des règlements d'organisation prescrit que chaque section a le droit de rédiger ses statuts particuliers et ses règlements conformément aux circonstances locales et aux lois du pays, *mais qu'ils ne doivent en rien être contraires aux Statuts généraux* [38].

Pour ces motifs,

le Conseil général ne peut admettre le paragraphe susdit des statuts de la *Section française de 1871*.

b) Il est bien vrai que les différentes sections existant à Londres avaient été invitées à envoyer des délégués au Conseil général qui,

---

[38] Cf. Règlements d'organisation, révisés en accord avec les décisions des congrès de 1866 à 1869, ainsi que de la conférence de Londres de 1871, *V. Sociétés locales, sections* et groupes, art. 1.

pour ne pas enfreindre les statuts généraux, a toujours procédé de la manière suivante. Il a d'abord déterminé le nombre des délégués à envoyer par chaque section au Conseil général, se réservant le droit de les accepter ou de les refuser suivant qu'il les jugeait aptes aux fonctions générales à remplir : les délégués devenaient membres du Conseil général non pas en vertu de la délégation qu'ils avaient reçue de leur section, mais en vertu du droit que les statuts généraux donnent au Conseil de s'adjoindre de nouveaux membres.

Comme le Conseil de Londres a fonctionné jusqu'à la [45] décision de la dernière conférence comme Conseil général de l'Association internationale des travailleurs aussi bien que comme Conseil central de l’Angleterre, il a trouvé utile d'admettre, outre les membres qu'il s'adjoignait directement, des membres délégués en premier lieu par leur section respective.

On se tromperait gravement si l'on voulait assimiler le mode d'élection du Conseil général de l'Association internationale des travailleurs avec celui du Conseil fédéral de Paris, qui n'est même pas un conseil national nommé par un congrès national comme c'est le cas du Conseil fédéral de Bruxelles et du Conseil fédéral de Madrid, par exemple.

Comme le Conseil fédéral de Paris n'est qu’une délégation des sections parisiennes, les délégués de ces sections pouvaient certes être investis d'un mandat impératif auprès d'un conseil où ils avaient à défendre les intérêts de leur section. Le mode d'élection du Conseil général est au contraire déterminé par les statuts généraux et ses membres ne sauraient accepter d'autre mandat impératif que celui des statuts et règlements généraux.

c) Le Conseil général est prêt à admettre deux délégués de la *Section française de 1871* dans les conditions prescrites par les statuts généraux, conditions jamais contestées par une quelconque des sections existant à Londres.

III. Dans l'article 11 des statuts de la *Section française de 1871* se trouve le paragraphe suivant : « Tout membre de la section s'engage à n'accepter aucune délégation au Conseil général autre que de sa section. »

Littéralement interprété, ce paragraphe pourrait être accepté dans la mesure où il dirait simplement qu'un membre de la *Section française de 1871* ne devra pas se présenter au Conseil général comme délégué d'une autre section.

Mais si l'on considère le paragraphe qui le précède, on constate qu'il n'a pas d'autre sens que de bouleverser entièrement la composition du Conseil général et d'en faire, contrairement à l'article 3 des statuts généraux, une délégation des sections de Londres, l'influence des groupes locaux se substituant alors à celle de l'ensemble de l'*Association internationale des travailleurs* [39].

[46]

Ce sens du paragraphe cité de l'article 11 des statuts de la *Section française de 1871* se trouve pleinement confirmé par l'obligation d'opter entre le titre de membre de la section et la fonction de membre du Conseil général.

Pour ces motifs, le Conseil général ne peut admettre le susdit paragraphe, étant donné qu'il est contraire aux statuts généraux et dépouille le Conseil général de son droit de s'adjoindre de partout les forces dont il a besoin dans l'intérêt général de l'Association internationale des travailleurs.

IV. Le Conseil général est convaincu que la *Section française de 1871* comprendra qu'il lui faut procéder aux modifications proposées, et n'hésitera pas à conformer ses statuts particuliers à la lettre et à l'esprit des statuts et règlements généraux, prévenant ainsi tout désaccord qui dans les circonstances actuelles ne pourrait qu'entraver le mouvement ascendant de l'Association internationale des travailleurs.

Salut et égalité.

Au nom et par ordre du Conseil général, le secrétaire correspondant pour la France.

---

39 Autrement dit d'un parti, d'une unité, l'Internationale deviendrait une fédération de libres et autonomes sections ou groupes, dont chacun serait particulier.

Résolutions du Conseil général sur la « Section française de 1871 », adoptées dans sa séance du 7 novembre 1871

Retour à la table des matières

I. Remarques préliminaires

Le Conseil général considère comme n'ayant nullement trait à la question sur laquelle il est appelé à se prononcer les idées émises par la *Section française de 1871* sur un changement radical à apporter aux articles des statuts généraux relatifs à la constitution du Conseil général [40].

[47]

Quant aux insultes lancées par ladite section contre le Conseil général, elles seront appréciées à leur juste valeur par les sections et comités fédéraux des divers pays.

Le Conseil remarque simplement :

Que depuis le Congrès de Bâle (tenu du 6 au 11 septembre 1869), il n'y a pas *trois* ans d'écoulés, comme l'affirme à dessein ladite section.

Qu'en 1870, à la veille de la guerre franco-allemande, le Conseil, dans une circulaire générale, adressée à toutes les fédérations, y com-

40 La précédente résolution du Conseil général sur la valeur des statuts de la *Section française de 1871* fit l'objet d'une réponse de ladite section qui rejeta les modifications proposées par le Conseil général à ses statuts, et s'en prit violemment au Conseil général.

La question fut donc une nouvelle fois discutée au Conseil général dans sa séance du 7 novembre 1871, qui adopta le projet de résolution ci-dessus de Marx.

Après le refus définitif du Conseil général, la *Section française de 1871* se désagrégea bientôt. Peu de temps après, des réfugiés français de Londres constituèrent une nouvelle section qui appuya l'activité du Conseil général.

pris le conseil fédéral de Paris, proposa d'éloigner de Londres le siège du Conseil général [41].

Que les réponses reçues furent unanimes pour maintenir le siège actuel du Conseil et pour proroger ses pouvoirs.

Qu'en 1871, aussitôt après que les événements l'ont permis, le Conseil général a convoqué une conférence de délégués, seule convocation possible dans les circonstances données.

Qu'à cette conférence tenue à Londres du 17 au 23 septembre 1871 comme ne l'ignorent point les membres de la section française, les délégués du continent ont déclaré que dans leurs pays respectifs on craignait de voir compromis le caractère international du Conseil général s'il s'adjoignait de trop nombreux réfugiés français.

Que la conférence (voir ses résolutions, etc., XV) a laissé à l'appréciation du Conseil général le soin de fixer, selon les événements, la date et le siège du prochain congrès ou de la conférence qui le remplacerait.

Quant à la prétention de la susdite section de représenter exclusivement « l'élément révolutionnaire français parce que parmi ses membres elle compte des ex-présidents de sociétés ouvrières parisiennes », le Conseil fait remarquer que le fait d'avoir été président d'une société ouvrière peut bien être une considération pour le Conseil général, mais dans aucun cas cela ne saurait être un titre d'admission « de droit » à y représenter « l'élément révolutionnaire ». Car, s'il en était ainsi, le Conseil aurait dû admettre comme membre le sieur Gustave Durand, qui fut président de la société des bijoutiers de Paris et secrétaire à Londres de la section [48] française [42]. Au reste, les membres du Conseil général ont plutôt pour mission de représenter les principes de l'Association internationale des travailleurs que les opinions et les intérêts de telle ou telle corporation.

---

41 Cf. « Communication confidentielle du Conseil général », *La Première Internationale,* Genève, E. Droz, 1962, t. II, p. 139.

42 Durand qui avait touché 725 F de la police française pour moucharder le Conseil général et les anciens communards réfugiés à Londres fut exclu de l'Internationale et stigmatisé comme traître par le Conseil général le 9 octobre 1871.

II. Objections présentées par la « Section française de 1871 » contre les résolutions du Conseil général du 17 octobre prises dans sa séance du 30 octobre

1. À propos du passage suivant de l'article 2 de ses statuts –« pour être reçu membre de la section, il faut justifier ses moyens d'existence, présenter des garanties de moralité, etc. » - la section française remarque « que les statuts généraux rendent les sections responsables de la moralité de leurs membres et leur reconnaissent par conséquent le droit de prendre, *comme elles l'entendent*, leurs garanties ».

Si l'on adoptait un tel point de vue, une section internationale, fondée par des abstinents, pourrait insérer dans ses statuts particuliers un article disant : « Pour être reçu membre de la section, il faut jurer de s'abstenir de toute boisson alcoolique. » En un mot, les conditions d'admission dans l'Internationale les plus absurdes et les plus disparates pourraient être imposées par les statuts particuliers des diverses sections, toujours sous le prétexte qu'elles « entendent de cette manière » couvrir leur responsabilité en ce qui concerne l'intégrité de leurs membres.

Le Conseil général a dit dans sa résolution 1 du 17 octobre qu'il y a des « cas où l'absence de moyens d'existence peut bien être une garantie de moralité ». Il croit que la section aurait pu se dispenser de répéter cette sentence, en disant que « les réfugiés » sont « défendus contre tout soupçon par l'éloquent témoignage de leur misère ».

À la phrase que « les moyens d'existence » des grévistes consistent dans la « caisse de grève », on peut répondre d'abord que cette « caisse » est souvent fictive et que ce [49] n'est bien souvent qu'aux privations et aux souffrances des grévistes que sont dus les résultats constatés : ce que paraît ignorer la Section de 1871.

D'ailleurs, les enquêtes officielles anglaises ont prouvé que la majorité des ouvriers anglais qui, généralement parlant, sont pourtant mieux lotis que leurs frères du continent, sont forcés - soit à la suite de grèves, soit par suite des délais de paiement et bien d'autres causes - d'avoir recours aux monts-de-piété et aux *dettes, « moyens* d'exis-

tence » dont on ne saurait exiger la justification sans s'immiscer d'une manière inqualifiable dans la vie privée des citoyens.

De deux choses l'une : ou bien la section ne cherche dans « les moyens d'existence » que des « garanties de moralité » pour couvrir sa responsabilité, et alors la formule du Conseil général selon laquelle « pour être reçu membre de la section, il faut présenter des garanties de moralité » remplit ce but puisqu'elle implique (voir la résolution I du 17 octobre) que « dans des cas douteux une section pourra bien prendre des informations sur les moyens d'existence comme *garantie de moralité*. Ou bien la section, dans l'article 2 de ses statuts, a intentionnellement parlé de la justification des « moyens d'existence » comme condition d'admission en outre des « garanties de moralité » qu'elle a le droit d'exiger, et dans ce cas le Conseil général affirme que « c'est une innovation bourgeoise, contraire à la lettre et à l'esprit des statuts généraux ».

2. Au rejet par le Conseil général du paragraphe Il des statuts selon lequel « un ou plusieurs délégués seront envoyés au Conseil général », la Section de 1871 répond : « Nous n'ignorons point... que la lettre des statuts généraux lui (au Conseil général) donne le droit d'accepter ou de ne pas accepter les délégués. »

C'est prouver à l'évidence, sur ce point comme sur beaucoup d'autres, que la lettre des statuts généraux n'est pas familière à la section.

En effet, les statuts généraux, ne reconnaissant que *deux* modes d'élection pour le Conseil général - soit la nomination du congrès, soit l'adjonction par le Conseil lui-même - il n'y est parlé nulle part de l'admission ou de la non-admission des délégués de sections ou de groupes. L'admission de délégués, proposés en premier lieu par les sections de Londres, n'a jamais été qu'une mesure *administrative* [50] du Conseil général qui, en cela, a fait une application particulière de son droit d'adjonction (voir résolutions 11, 2 du Conseil général du 17 octobre). Les circonstances exceptionnelles qui ont fait accepter au Conseil général ce mode d'adjonction ont été suffisamment expliquées dans ses résolutions du 17 octobre.

Dans ces mêmes résolutions (II, 3), le Conseil se déclare prêt à admettre des délégués de la *Section française de 1871* sous les mêmes conditions que les autres délégués des sections de Londres. Mais il ne saurait considérer comme sérieuse une demande constituant un privilège pour cette section au mépris des statuts généraux.

En introduisant dans l'article 11 de ses statuts le paragraphe selon lequel « un ou plusieurs délégués *seront envoyés* au Conseil général », la *Section française de 1871* revendique la délégation au Conseil général comme un droit fondé sur les statuts généraux. Elle affectait si bien d'être convaincue de ce droit imaginaire que même avant d'être reconnue par le Conseil général (voir l'art. VI des résolutions administratives du Congrès de Bâle), elle n'hésita point à envoyer « comme de droit », le 17 octobre, au milieu du Conseil général, deux délégués avec « mandats impératifs » sanctionnés par vingt votants. Enfin, dans sa dernière missive, elle insiste sur « le devoir et le pouvoir d'envoyer des délégués au Conseil général ».

La section cherche dans la position du citoyen Herman au Conseil général un précédent pour justifier ses prétentions. Elle feint d'ignorer que le citoyen Herman, sur la recommandation d'un congrès belge, a été adjoint au Conseil général et n'y représente nullement une section liégeoise quoiqu'il en soit membre.

3. Au refus par le Conseil général d'admettre le passage des statuts selon lequel « tout membre de la section s'engage à n'accepter aucune délégation du Conseil général autre que de sa section », la section répond : « Nous nous bornerons à répondre que notre règlement nous est particulier ; nos conventions ne concernant et ne regardant que nous, et cette prétention ne contredit en rien aux statuts généraux qui sont muets à cet égard. »

Il semble difficile de comprendre comment des statuts qui sont muets sur le droit de délégation du Conseil général pourraient être éloquents sur les conditions de cette admission. En revanche. il est plus facile de comprendre que les règlements particuliers d'une section lui soient particuliers.

[51]

Néanmoins on ne saurait admettre que les règlements particuliers d'une section « ne concernent et ne regardent qu'elle ». Un tel raisonnement serait, en premier lieu, la négation de l'homogénéité et du principe de solidarité et, en deuxième lieu, une entrave jetée aussi bien aux conseils fédéraux qu'au Conseil général. En effet, si par exemple le Conseil général admettait l'article 11 du règlement de la *Section française de 1871*, il serait forcé de l'admettre dans les règlements de toute autre section et, en se généralisant, cet article annulerait complètement le droit d'adjonction conféré au Conseil par les statuts généraux. Enfin les conseils fédéraux, voire même les congrès nationaux, si cet article était admis, se trouveraient en présence d'une mesure au plus haut point restrictive par suite de l'option où seraient placés les délégués proposés entre le titre de membre d'une section et la délégation. Tel eût été le cas du congrès national belge et de la section liégeoise à laquelle appartient le citoyen Herman, si cet article s'était trouvé inclus dans ses règlements comme paraît l'exiger la *Section française de 1871*.

Par ces raisons :

1. Le Conseil général maintient purement et simplement ses résolutions du 17 octobre 1871.

2. Dans le cas où ces résolutions ne seraient pas acceptées, lors de la séance du Conseil du 21 novembre, ses secrétaires correspondants seront chargés de communiquer aux conseils ou comités fédéraux des différents pays, etc., à leur défaut, aux groupes locaux, les statuts de la *Section française de 1871*, la réponse communiquée au Conseil général dans sa séance du 31 octobre, et ces résolutions finales du Conseil général du 7 novembre.

Londres, le 7 novembre 1871.

Rôle de Marx-Engels dans la Commune

Retour à la table des matières

En ce qui concerne votre précédente question sur la citation [43] de la préface du *Manifeste* extraite de *La Guerre* [52] *civile en France*, vous serez sans doute d'accord avec la réponse que j'en donne dans l'original *(Guerre civile*, p. 19 et s.) [44]. Je vous en envoie un exemplaire pour le cas où vous n'en auriez pas. Il s'agit simplement de démontrer que le prolétariat victorieux ne peut se contenter de prendre telle quelle la machine de l'État et de la faire fonctionner pour son propre compte. En effet, il doit d'abord donner une forme nouvelle à l'ancien pouvoir d'État bureaucratique, administratif et centralisé, avant qu'il puisse utiliser l'État pour ses propres buts. Depuis 1848, *tous* les républicains bourgeois ont attaqué cette machine, mais dès qu'ils étaient au gouvernement, ils l'ont reprise sans modification pour l'utiliser soit contre la réaction, soit davantage encore contre le prolétariat.

Si, dans *l'Adresse* de *La Guerre civile en France*, nous avons porté au compte de la Commune des plans plus ou moins conscients, ce n'est pas seulement parce que les circonstances le justifiaient, mais encore parce que c'est ainsi qu'il fallait procéder [45]. Les Russes, avec

---

43 Cf. Engels à Eduard Bernstein, 1° janvier 1884.
Dans la préface de la réédition allemande de 1872 du *Manifeste*, Marx-Engels, tirant la leçon principale de la Commune de Paris, avaient écrit que celle-ci avait démontré que la « classe ouvrière ne peut pas simplement prendre possession de la machine d'État telle quelle et l'utiliser à ses propres fins ». Engels profite de sa position dans le mouvement international pour insister auprès des dirigeants de la social-démocratie allemande sur cette conquête historique de la Commune.

44 Cf. MARX-ENGELS, *La Guerre civile en France (1871)*, Ed. sociales, 1953, p. 38.

45 Engels explique, en d'autres termes, que le rôle du parti est d'intervenir dans l'histoire - notamment au moment de la révolution - comme un facteur historique, en anticipant les événements et les intentions des masses révolutionnaires, ce qui permet d'agir plus énergiquement plus directement et plus rapidement, cf. ENGELS-MARX, *Le Parti de classe*, t. I, p. 46-48. Il exprime en même temps quelle fut l'action dirigeante concrète de Marx-Engels pour

un instinct tout à fait juste, ont mis cette citation de la *Guerre civile* en annexe à leur traduction du *Manifeste.* Si l'expédition n'avait pas été aussi hâtive à l'époque, on aurait pu, nous aussi, faire quelque chose.

À propos, vous parlez toujours du passé de Guesde comme mal famé ou quelque chose d'approchant. J'en ignore absolument tout. Il ne s'agit certainement que de [53] perfidies de Malon, mais j'aimerais que vous m'aidiez à tirer cette affaire au clair...

Pour le cas où un monsieur von Mark ou quelqu'un d'autre devrait encore dire que nous faisons des « concessions » aux anarchistes, les citations suivantes démontrent que nous avons proclamé la disparition de l'État avant même qu'existent les anarchistes : cf. la *Misère de la philosophie* :

« La classe laborieuse substituera, dans son développement, à l'ancienne société civile une association qui exclura les classes et leur antagonisme, *et il n'y aura plus de pouvoir politique proprement dit, puisque le pouvoir politique est précisément le résumé officiel de l'antagonisme dans la société civile*. »

Et dans le *Manifeste*, fin de la seconde section :

« Lorsque, dans le cours du développement, les antagonismes de classe auront disparu..., *le pouvoir public perdra son caractère politique. Au sens strict du terme, le pouvoir politique est le pouvoir organisé d'une classe pour l'oppression d'une autre*. »

---

la Commune, tant durant la période de lutte que durant celle du repli ; cf. MARX-ENGELS, *La Commune de 1871*, 10/18, p. 85-202.

Note à la page 29 de l'« Histoire de la Commune ». (L'armistice du 30 octobre 1870 de monsieur Thiers)

Retour à la table des matières

Il faut toute la stupidité et toute l'hypocrisie des hommes du 4 septembre pour appeler la nouvelle de cet armistice « une bonne nouvelle » [46]. Bonne - elle l'est en fait pour les Prussiens.

La capitulation de Metz avait redonné leur liberté d'action à six corps d'armée prussiens, soit 120 000 hommes. Il faut vraiment s'appeler Trochu et Jules Favre pour ne pas voir que l'inévitable arrivée de cette nouvelle armée au centre [54] de la France rendra pratiquement impossible toute tentative pour dégager Paris, et que ce n'est pas du tout le moment de conclure un armistice, mais de faire les plus grands efforts militaires. Pour cela il ne restait plus qu'une quinzaine de jours, or ces quinze jours étaient précieux et représentaient le moment critique de la guerre.

La situation était la suivante.

Les Allemands avaient dû rassembler toutes leurs forces, exception faite de trois divisions d'infanterie, pour le blocus de Paris. Ils n'avaient plus *aucune réserve*, ces trois divisions ayant perdu ce caractère depuis qu'elles occupaient Orléans et Châteaudun et étaient tenues en échec par l'armée de la Loire. A l'Ouest, au Nord et à l'Est, il n'y a que de la cavalerie devant contrôler et parcourir un vaste territoire, sans être en mesure de s'affirmer face à l'infanterie. Fin octobre, la ligne allemande qui cernait Paris était déjà puissamment fortifiée du

---

46 Engels a écrit cette note à l'ouvrage de Lissagaray sur la Commune (cf. *Histoire de la Commune de 1871*, Maspero, 1969) en février 1877. Ce texte décrit un important tournant dans la crise des années 1870-71 : à partir de l'armistice du 30 octobre 1870 s'achève la phase de la guerre franco-prussienne et s'ouvre celle où Paris va glisser vers le drame de la Commune, la Prusse ayant transformé sa guerre de défense en guerre impérialiste avec l'assentiment de la bourgeoisie française.

côté donnant sur la ville, mais toute attaque venant de l'extérieur aurait immanquablement frappé les Prussiens en rase campagne. L'arrivée de 50 000 hommes, même s'il s'était agi de troupes jeunes, dont la France disposait alors, eût suffi à percer le blocus et à rétablir la liaison entre Paris et la province. Or, nous avons dit qu'il fallait agir avec célérité. Or voici ce qui s'est produit :

Le gouvernement de Paris accepta un armistice qui, bien que de courte durée, procura un allègement aux troupes allemandes épuisées par leurs efforts et les veillées de nuit lors du blocus (30 octobre).

D'Aurelle de Paladines, pour sa part, concentre son armée le 2 novembre près de Vierzon dans l'intention de marcher sur Beaugency, y franchir la Loire et poursuivre son avance entre les Prussiens de la 22° division qui occupent Châteaudun et les Bavarois qui tiennent Orléans. La marche de Vierzon à Beaugency comporte environ 45 km, et pouvait fort bien être exécutée en deux jours. Mais à en croire une source allemande *(Militärische Gedanken und Betrachtungen,* etc.), Gambetta eut la naïveté de croire qu'une armée de 40 000 hommes voyage aussi rapidement qu'une personne privée. Il ordonna donc au général de transporter son armée par chemin de fer de Vierzon à Tours et de là à Beaugency, au lieu de la faire marcher. Le général protesta, mais Gambetta demeura sur sa position. Au lieu d'une marche de *deux* jours et de 45 km, l'armée de la Loire [55] effectua un trajet en chemin de fer long de 180 km, qui coûta *cinq jours,* et, de plus, ne pouvait rester caché à l'ennemi. C'est le 7 seulement qu'elle fut de nouveau concentrée à Beaugency et prête au combat. Mais trois jours précieux avaient été perdus, et l'ennemi fut au courant de la manœuvre qui se préparait.

De quelle importance étaient ces journées ! Le 3 novembre était la plus critique : la cavalerie prussienne, toute une brigade, dut évacuer Mantes et se retirer sur Vert devant dix fortes unités de francs-tireurs ; en outre, de fortes concentrations de troupes militaires françaises étaient observées ; elles se composaient de toutes les armes et marchaient de Courville en direction de Chartres. Si l'armée de la Loire avait attaqué le 4 - ce dont elle était parfaitement capable - au lieu de se promener dans des wagons de chemin de fer ; si elle avait avancé entre les Bavarois et la 22° division prussienne - ce qui n'était pas bien difficile - et avait utilisé sa supériorité numérique pour les battre sépa-

rément, les uns après les autres, puis pour progresser sur Paris, alors Paris eût été pratiquement assuré d'être libéré.

Moltke ne méconnaissait pas du tout le danger. Aussi était-il résolu d'agir le cas échéant comme Napoléon à Mantoue : lever le blocus, sacrifier le parc de siège formé à Villacoublay, concentrer son armée pour une action en rase campagne et reprendre le siège après la victoire seulement, c'est-à-dire après l'arrivée de l'armée de Metz. Le matériel du quartier-général de Versailles était déjà chargé, tout était prêt pour le départ : il suffisait d'atteler les chevaux - à en croire un témoin oculaire, le commandant suisse von Erlach.

Si les Prussiens avaient été obligés de lever le blocus de Paris, cela eût pu favoriser une pression de la part de l'Europe en vue de la conclusion d'une paix honorable. Dans tous les cas, l'effet moral d'un tel événement d'abord sur l'Europe, ensuite -surtout - sur la France, et enfin dans un sens négatif sur les Allemands, eût été énorme. Sans parler de ses effets matériels ! Paris eût disposé d'au moins quinze à vingt jours de temps pour se ravitailler grâce aux chemins de fer allant au Sud et à l'Ouest - ce qui eût rendu possible la continuation de la défense pour un ou deux mois. En outre, un temps égal eût été gagné pour l'organisation des armées de province, de sorte que l'on n'aurait plus eu à les lancer à l'avenir contre l'ennemi [56] sans discipline, sans préparation, sans équipement et presque sans armes. Il fallait simplement un peu de temps pour redonner à la France des perspectives de succès : l'occasion s'en offrait les 3 et 4 novembre. Nous avons vu comment elle a été manquée.

Suivons cependant les événements !

Paris n'entreprit même pas une tentative de sortie. Pendant toute une semaine, les forces qui s'approchaient de l'Ouest en direction de Paris ne firent pas la moindre tentative d'attaque. Il ne faut pas s'en étonner. Ces forces devaient être assez faibles ; le décret de Gambetta chargeant monsieur de Kératry de l'organisation de l'armée de l'Ouest ne porte-t-il pas la date du 22 octobre ?

Il restait l'armée de la Loire, qui était déployée en ligne à Beaugency le 7 novembre. Mais ce n'est que le 9 que d’Aurelle attaqua les Bavarois près de Coulmiers ; dès que ceux-ci virent que la retraite de la 22° division prussienne était assurée et que cette dernière marchait à leur rencontre vers Chartres, ils se retirèrent sur Toury, au nord d'Or-

léans, où ils opérèrent leur jonction avec les Prussiens, le jour suivant, le 10. D'Aurelle *ne bougea plus.* Dans l'intervalle, les trois corps - 60 000 hommes - de l'armée de Metz se dirigèrent à marches forcées en direction de la Seine. Deux autres divisions prussiennes (les 3° et 4°), qui avaient été transportées par chemin de fer, étaient déjà arrivées près de Paris. Moltke se trouva alors en mesure de diriger la 17° division prussienne sur Toury, où elle arriva le 12. Quatre divisions allemandes, soit environ 35 000 hommes - se déployèrent donc en ligne face à l'armée de la Loire, qui cessait dès lors de les inquiéter.

Pendant ce temps, de fortes concentrations de troupes françaises se déplaçaient de Dreux vers Houdan qui est éloigné de deux jours de marche de Versailles. Moltke, qui pour l'heure ne disposait que de sa cavalerie dans cette direction, n'était même pas en mesure de rassembler assez de troupes de reconnaissance pour déterminer quelles forces se trouvaient derrière cette avant-garde. Ce jour-là tout était de nouveau prévu pour abandonner Versailles et lever le blocus (cf. Blume).

Mais cette fois, ce ne furent plus des journées, mais des heures, qui décidèrent. Le premier corps d'armée de Metz (le 91) arrivait ce jour-là à Fontainebleau ; le 31 devait être à Nemours entre le 16 et le 18, et le 10° le 19 à Joigny sur l'Yonne. Moltke dirigea la 17° division sur Rambouillet, [57] la 22° sur Chartres, les Bavarois sur Auneau, c'est-à-dire entre l'armée de la Loire (à qui il laissait le chemin ouvert sur Paris) et les troupes qui menaçaient Versailles à partir du côté ouest. Cette fois d'Aurelle fut sauvé par son inactivité : s'il avait avancé dans la voie laissée ouverte, il eût été écrasé entre les deux colonnes allemandes, toutes prêtes à l'attaquer des deux côtés. Le 19 novembre, les trois corps de la II° armée prussienne occupèrent Fontainebleau et Nemours avec leurs réserves de l'Yonne ; le 20 novembre, ce fut la jonction avec la I° armée sous Manteuffel sur la ligne de l'Oise de Compiègne à Noyon ; l'armée de Metz protégea le blocus de Paris, du Nord au Sud : la dernière chance de la briser avait été manquée grâce à Trochu, à Gambetta et à d'Aurelle, dont les fautes respectives se complétaient - pourrait-on dire - avec la précision si célèbre des bataillons prussiens.

La formation de la Commune et le Comité central

Retour à la table des matières

Après Sedan, la Commune fut proclamée à Lyon, puis à Marseille, Toulouse, etc. Gambetta fit de son mieux pour l'écraser [47].

A Paris, les différentes actions de début octobre visaient à instaurer la Commune en tant que mesure de défense contre l'invasion étrangère, concrétisant véritablement l'insurrection du 4 septembre. Si l'action du 31 octobre n'aboutit pas à l'instauration de la Commune, c'est que Blanqui, Flourens et les autres chefs du mouvement firent confiance aux *gens de parole* * qui avaient donné leur *parole d'honneur* * de démissionner et de céder la place à une Commune librement élue par tous les arrondissements de Paris. Elle échoua parce que ses chefs sauvèrent la vie de gens qui ne [58] cherchaient qu'à tuer leurs sauveurs. Ils laissèrent Trochu et Ferry s'échapper, mais ceux-ci les assaillirent avec les Bretons de Trochu. Il importe de rappeler que, le 31 octobre, le « gouvernement de la Défense », nommé par lui-même, n'existait que parce qu'on voulait bien le supporter. Encore n'avait-il pas décidé d'entreprendre la farce du plébiscite [48].

Dans ces conditions, rien n'était plus facile que de donner une image fausse de la nature du mouvement, de le dénoncer comme une conspiration nouée avec les Prussiens, d'utiliser la démission du seul

---

[47] Cf. Marx, *Première ébauche de « La Guerre civile en France ».*

Ce texte montre l'importance de la *spontanéité* dans la formation de la Commune, qui, selon Marx, eut pu surgir dès octobre 1870 si le prolétariat français avait disposé d'un parti organisé et conscient. Il montre en outre que, le 18 mars, ce n'est pas par initiative du parti révolutionnaire que fut proclamée la Commune, mais par réaction à un coup de force de Thiers, qui voulait désarmer les ouvriers de Paris en faisant enlever les canons des forts.

[48] Le 3 novembre, le gouvernement de la Défense nationale, fortement ébranlé par les actions révolutionnaires du 31 octobre, organisa en toute hâte, dans Paris assiégé, au milieu d'un climat de peur et de contrainte et sous l'action d'une intense propagande démagogique, un véritable plébiscite sur la question de savoir si la population acceptait - « oui ou non »- de maintenir les pouvoirs du gouvernement.

de ces hommes [Rochefort] qui ne voulût point manquer à sa parole, afin de renforcer les Bretons de Trochu (qui furent pour le gouvernement de la Défense ce que les spadassins corses avaient été pour L. Bonaparte), en nommant Clément Tomas commandant de la Garde nationale. Rien n'était plus facile à ces fauteurs de panique éprouvés que de solliciter les lâches frayeurs qu'éprouvaient les classes moyennes à l'égard des bataillons ouvriers qui venaient de prendre l'initiative, que de semer la suspicion et la dissension au sein même des bataillons ouvriers en en appelant au patriotisme, afin de préparer les conditions d'une de ces journées de réaction aveugle et d'équivoques fatales, grâce auxquelles les usurpateurs ont toujours su se maintenir au pouvoir. Tout comme ils s'étaient glissés furtivement à ce pouvoir, ils étaient maintenant en mesure de lui donner une justification fallacieuse grâce à un plébiscite de pur style bonapartiste dans un climat de terreur réactionnaire.

Si la Commune avait remporté la victoire au début de novembre 1870 à Paris (à un moment où elle était déjà instaurée dans les grandes villes du pays [49]), elle aurait [59] sûrement trouvé un écho et se serait étendue à toute la France. Non seulement elle aurait arraché la défense des mains des traîtres et lui aurait insufflé l'enthousiasme, comme le démontre l'héroïque guerre que Paris mène actuellement, mais encore *elle aurait changé complètement la nature de la guerre.*

Elle serait devenue la guerre de la France républicaine, hissant l'étendard de la révolution sociale du XIXe siècle contre la Prusse, porte-drapeau de la conquête et de la contre-révolution. Au lieu d'envoyer le vieil intrigant usé (Jules Favre) mendigoter dans toutes les cours d'Europe, on aurait électrisé la masse des producteurs de l'Ancien et du Nouveau Monde. En escamotant la Commune le 31 octobre, les Jules Favre et Cie ont assuré la capitulation de la France devant la Prusse et suscité l'actuelle guerre civile.

---

49 Des organes du pouvoir - communes - s'étaient créés à Lyon, Marseille et Toulouse notamment. Le gouvernement de la Défense nationale ne put tolérer cet État rival et entreprit de le réprimer par tous les moyens. Dans la province, les communes instaurèrent, malgré leur brève existence, une série de mesures révolutionnaires importantes , remplacement de l'appareil administratif et policier, libération des prisonniers politiques, introduction de l'instruction laïque, forte imposition des grandes fortunes, restitution des objets - au-dessous d'une certaine valeur - mis en gage aux monts-de-piété.

Mais la preuve est faite : la révolution du 4 septembre n'a pas simplement rétabli la république, du fait que la place de l'usurpateur était devenue vacante à la suite de la capitulation de Sedan, ni conquis cette république sur l'envahisseur étranger grâce à la résistance prolongée de Paris, qui luttait pourtant sous la direction de ses ennemis, cette révolution s'est frayé un chemin jusqu'au cœur des classes ouvrières. La république avait cessé d'être un nom pour une cause du passé : elle était grosse d'un monde nouveau. Sa tendance véritable fut marquée aux yeux du monde par les supercheries, les mensonges et les platitudes d'une bande d'avocats intrigants et de phraseurs impénitents, mais elle ne cessait de reparaître à la surface au cours des actions spasmodiques de la classe ouvrière de Paris et du Midi de la France, dont le mot d'ordre fut toujours le même : la *Commune* [50].

La Commune, forme positive de la révolution contre l'Empire et les conditions de son existence, fut d'abord instaurée dans les villes du Midi de la France et fut sans [60] cesse proclamée au cours des actions spasmodiques durant le siège de Paris. Mais elle fut tenue en échec et brisée par les agissements du gouvernement de la Défense et par les Bretons de Trochu, le héros du « plan de capitulation ». Elle finit par triompher le 26 mars, mais elle n'est pas née brusquement ce jour-là. C'était l'invariable but de la révolution ouvrière.

La capitulation de Paris, la conspiration ouverte à Bordeaux contre la république, le coup d'État déclenché par l'attaque nocturne sur Montmartre ont rallié autour d'elle tous les Parisiens ouverts à la vie : les hommes de la Défense n'étaient plus en mesure de la réduire à des tentatives isolées des éléments révolutionnaires les plus conscients de la classe ouvrière de Paris.

Le gouvernement de la Défense n'avait été toléré que comme un *pis-aller* *, né de la première surprise, une sorte de nécessité de la guerre. La vraie réponse du peuple de Paris au Second Empire, règne du mensonge, ce fut la Commune.

Aussi le soulèvement de tout le Paris ouvert à la vie - à l'exclusion des piliers du bonapartisme et de son opposition officielle, des grands

---

50 La *Ligue du Midi* fédéra les mouvements des départements du Sud-est qui s'efforcèrent d'épurer le personnel bonapartiste, de lutter contre l'envahisseur et d'instaurer la république sociale. Elle subsista du 18 septembre à novembre 1870.

capitalistes, des boursicoteurs, des escrocs, des oisifs, des traditionnels parasites de l'État - contre le gouvernement de la Défense ne date-t-il pas du 18 mars, bien qu'il ait remporté ce jour-là sa première victoire sur la conjuration. Il date du 31 janvier, du jour même de la capitulation.

La Garde nationale - c'est-à-dire tous les Parisiens armés - s'est organisée et a vraiment gouverné Paris à partir de ce jour-là, indépendamment du gouvernement usurpateur des *capitulards* * mis en place par la grâce de Bismarck [51]. Elle a refusé de livrer les armes et son artillerie, qui lui appartenaient et qui lui avaient été laissées à la capitulation, parce qu'elles étaient sa propriété. Ce n'est pas la magnanimité de Jules Favre qui a sauvé ces armes [61] des mains de Bismarck, c'est la promptitude des combattants parisiens à lutter pour les arracher à Jules Favre et à Bismarck [52]. Face à l'envahisseur étranger et aux négociations de paix, Paris ne voulait pas compliquer la situation. Paris craignait la guerre civile...

La Commune : les proudhoniens et les blanquistes

Retour à la table des matières

Mais ce qu'il y a de plus merveilleux encore, c'est la somme de choses justes qui furent tout de même entreprises par la Commune composée de blanquistes et de proudhoniens [53]. Il est clair que la responsabilité des décrets *économiques* de la Commune - de leurs côtés glorieux ou peu glorieux - incombe *en première ligne* aux proudho-

---

51 Dès le 7 septembre 1870, Engels écrivait à Marx : « Les Prussiens ont fait cadeau à la France d'une république, mais laquelle ! » en renversant le bonapartisme. Cf. LÉNINE, « Sur la dualité du pouvoir », *La Commune de Paris*, Moscou p. 22-26, écrit entre la révolution de février et d'octobre 1917, soit à un moment où se réalisait la prévision de Marx selon laquelle la Commune et tous ses problèmes ressurgiront de nouveau jusqu'à ce que ses principes se réalisent.

52 Engels décrit cet épisode dans *Le Rôle de la violence dans l'histoire*, trad. fr. : MARX-ENGELS, *Écrits militaires*, p. 573-574.

53 Cf. Engels, introduction de 1891 à *La Guerre civile en France (1871)*, *Werke*, t. 22, p. 196-197.

niens, comme incombe aux blanquistes celle de ses actes et de ses carences *politiques.* Dans les deux cas, l'ironie de l'histoire a voulu - comme toujours quand les doctrinaires arrivent au pouvoir - que les uns comme les autres entreprennent le contraire de ce que leur prescrivait leur doctrine d'école.

Proudhon, le socialiste des petits paysans et maîtres artisans, haïssait littéralement *l'association.* Il disait qu'elle comportait plus d'inconvénients que d'avantages, qu'elle était stérile par nature, voire nuisible, parce que mettant entrave à la liberté du travailleur ; qu'elle était dogme pur et simple, improductif et encombrant, en contradiction aussi bien avec la liberté du travailleur qu'avec l'économie du travail, et que ses désavantages croîtraient plus vite que ses avantages ; face à elle, la concurrence, la division du travail, la propriété privée seraient des forces économiques. C'est seulement pour les cas d'exception - comme Proudhon les appelle - de la grande industrie et des vastes entreprises, par exemple les chemins de fer, que l'association des travailleurs serait adaptée (voir : *Idée générale de la révolution,* 3° étude).

En 1871, même à Paris - ce centre de l'artisanat d'art – [62] la grande industrie avait déjà cessé à ce point d'être une exception que le décret de loin le plus important de la Commune institua une organisation de la grande industrie et même de la manufacture, qui devait non seulement reposer sur l'association des travailleurs dans chaque fabrique, mais encore réunir toutes ces associations en une grande fédération ; bref, une organisation, qui - comme Marx le dit très justement dans *La Guerre civile* - devait aboutir au communisme, c'est-à-dire *à l'exact opposé de la doctrine de Proudhon. C'est aussi pourquoi la Commune fut le tombeau de l'école proudhonienne du socialisme.* Cette école a aujourd'hui disparu des milieux ouvriers français ; c'est maintenant la théorie de Marx qui y règne sans conteste - chez les possibilistes non moins que chez les « marxistes ». C'est uniquement dans la bourgeoisie radicale qu'on trouve encore des proudhoniens [54].

54 Le lecteur trouvera une illustration de l'évolution des proudhoniens et des blanquistes dans la biographie de certains militants ; cf. à la fin du second tome l'*Index des noms cités :* pour les blanquistes, par exemple, Vaillant, pour les proudhoniens, Tolain et Varlin.

Les choses n'évoluèrent pas mieux chez les blanquistes. Élevés à l'école de la conspiration, liés par la stricte discipline correspondante, ils partaient de l'idée qu'un effectif relativement faible d'hommes résolus et bien organisés était capable, le moment venu, non seulement de s'emparer du pouvoir, mais encore, en déployant une grande énergie et de l'audace, de s'y maintenir assez longtemps pour parvenir à entraîner la masse du peuple dans la révolution et à la rassembler autour de la petite troupe dirigeante. Pour cela, il fallait avant tout la plus stricte centralisation dictatoriale de tout le pouvoir entre les mains du nouveau gouvernement révolutionnaire. Or que fit la Commune qui, en majorité, se composait précisément de blanquistes ? Dans toutes ses proclamations aux Français de la province, elle les convia à une libre confédération de toutes les communes françaises avec Paris, à une organisation nationale qui, pour la première fois, devait être effectivement créée par la nation elle-même.

[63]

La Commune et le raffermissement de la conscience politique

Le Congrès de La Haye de l'Internationale et la contribution des délégués français aux problèmes théoriques et pratiques de l'organisation.

Défense du parti et de l'Internationale

Retour à la table des matières

Marx (appuyé par tous les blanquistes et tous les Allemands) dit que ce mode de votation (par fédérations) est contraire aux statuts de l'Association ; chaque section, dit-il, a le droit de se faire représenter, et son délégué a le droit de voter [55].

---

[55] Cf. *Le Congrès de La Haye de la Première Internationale. 2-7 septembre 1872. Procès-verbaux et documents*, Moscou, Ed. du Progrès, 1972, p. 116.

Longuet déclare que, quoique membre du Conseil général, il représente une section du midi de la France ; elle se trouve isolée, mais son représentant n'en a pas moins le droit de voter : « Je viens ici pour défendre le Conseil [64] général, pour demander augmentation de ses pouvoirs. Les adversaires du Conseil général ont mandat de voter contre ; c'est leur affaire - mais les fédérations ne peuvent pas empêcher à une section isolée de produire sa manière de voir et de voter. »

Johannard soutient Longuet.

Aussitôt après la discussion des deux propositions sur la mission du Conseil général de veiller en tous pays à l'observation des principes fondamentaux de l'Association et sur les rapports du Conseil général et des fédérations, nous demandons que l'introduction de la résolution de la Conférence sur l'action politique de la classe ouvrière dans les statuts généraux et la question des cotisations à payer au Conseil général viennent immédiatement à l'ordre du jour [56].

Les actions de masses innombrables, intervenant de manière violente et radicale dans les rapports sociaux et économiques, déterminent les grandes idées et leur donnent corps. Les principes du communisme, revendiqués par la grandiose révolution de la Commune de Paris, seront repris et défendus par l'Internationale et le parti ouvrier, non plus comme « idées abstraites », mais comme tâche pratique, qui a ses lois irréfragables que prône et défend l'avant-garde qui sait tirer les leçons de l'histoire. Après la défaite, il faut reprendre la tâche par le commencement, par la racine, en organisant les masses prolétariennes en un corps politique propre, distinct de tous les autres, pour en faire une seule force unitaire, aux moyens concentrés en vue d'un seul et même but - le parti de classe.

Les passages que nous reproduisons ci-après complètent ceux que nous avons déjà publiés soit dans MARX-ENGELS, *Le Parti de classe*, Maspero, 1973 (cf. notamment t. III, sur la conférence de Londres de l'A.I.T., p. 23-38, et le Congrès de La Haye, p. 62-86), soit dans MARX-ENGELS, *La Commune de 1871*, 10/18, 1971 (cf. notamment les « Prolongements historiques et théoriques de la Commune », p. 203-269).

56 Cf. *Le Congrès de La Haye.... op. cit*., p. 101.

Il s'agit d'une proposition soumise par Ed. Vaillant, Ant. Arnaud et F. Coumet à la dixième séance du Congrès de la Haye.

Devant une répression aussi sauvage qu'imbécile de la part de la bourgeoisie victorieuse contre le prolétariat vaincu [57],

Devant la nécessité d'organiser les forces du prolétariat, désorganisées par la défaite - en vue d'une action plus énergique,

En présence de la faiblesse qu'ont montrée vis-à-vis des pouvoirs bourgeois certains groupes de l'Association internationale abritant leur défection de la cause populaire sous la doctrine pernicieuse de l'abstention en matière politique ou reniant cette cause par alliance ou compromis avec des partis bourgeois de quelque nom qu'ils se nomment,

Considérant que la révolution sociale ne se laisse pas plus enfermer dans des formules que résoudre par des moyens de détails et que c'est dans son ensemble et sa totalité qu'il faut l'aborder si l'on veut obtenir sa réalisation,

Que la destruction de tout régime propriétaire capitaliste,

Que l'abolition des classes, la révolution sociale ne peuvent être réalisées qu'en faisant appel à toutes les énergies de la force révolutionnaire,

[65]

Que l'abstention de l'action politique est la négation du premier devoir de la classe ouvrière : la *conquête du pouvoir politique ayant pour but de faire table rase de l'ancienne société et de créer les éléments de la nouvelle par la dictature révolutionnaire du prolétariat* [58],

---

57 Cf. « Au congrès général de l'A.I.T. siégeant à la Haye, proposition présentée par Ant. Arnaud, F. Cournet, Le Moussu, Ranvier, Ed. Vaillant », ibid., p. 96-97.

58 La similitude entre l'enseignement théorique de Marx et les propositions des délégués français, blanquistes et communards, est flagrante. On retrouve ici le langage utilisé par Marx-Engels et les blanquistes dans les statuts de la *Société universelle des communistes révolutionnaires* d'avril 1850. Plus exactement encore, ce sont les thèses de Marx-Engels qui, sous la pression des bouleversements révolutionnaires, sont reprises par les principaux représentants du mouvement ouvrier français, ceux-là même qui joueront un rôle de premier plan dans la fondation d'un parti ouvrier moderne en France.

Que toute alliance avec un parti bourgeois, à quelque nuance qu'il appartienne, sous quelque prétexte que ce soit [59], est une défection de la cause du prolétariat pour tout individu ou groupe qui s'en rendrait coupable,

Que si la formation de sociétés de résistance (syndicats), leur fédération, en commençant l'organisation de la classe ouvrière, lui fournit des armes pour combattre l'oppression capitaliste [60],

Que si la grève est un moyen d'action révolutionnaire, la barricade en est un autre et le plus puissant de tous,

Le Congrès déclare :

1. L'organisation des forces révolutionnaires du prolétariat et la lutte politique sont mises à l'ordre du jour du prochain congrès.

[66]

Le Conseil général est chargé de présenter un projet sur cette organisation.

2. Tout individu ou groupe se disant appartenir à l'Internationale qui serait convaincu d'avoir par faiblesse, lâcheté ou imbécilité doctrinaire déserté la cause du prolétariat révolutionnaire ne pourra plus faire partie de l'Association internationale.

---

[59] A propos de la position de Marx-Engels sur l'alliance avec d'autres partis politiques, cf. notamment MARX-ENGELS, *Le Parti de classe*, t. IV, p. 16-20. Engels a une position infiniment dialectique : tant que ces partis petits-bourgeois, etc., sont historiquement progressifs, le « parti peut utiliser momentanément à ses fins d'autres partis » (p. 17).

[60] Ce point met particulièrement en évidence l'influence de la théorie de Marx-Engels sur les blanquistes qui ont signé cette proposition : l'organisation du prolétariat en parti politique s'effectue aussi en partant de la base économique, à savoir, d'une part, les revendications économiques du prolétariat laborieux, d'autre part, les organisations économiques qui sont issues du heurt élémentaire entre ouvriers et capitalistes. Ces idées ont été répandues dans le mouvement ouvrier français, notamment par l'action du Conseil général de la Première Internationale ; cf. MARX-ENGELS, *Le Syndicalisme*, Maspero, 1972.

Le Conseil général pourra éloigner de l'Internationale ces individus ou groupes jusqu'à ce qu'intervienne une décision définitive du congrès.

Lafargue expose l'ensemble des vœux exprimés dans ses mandats : Abolition des classes - Le travail est la base de la société nouvelle - Propriété commune - Tous les instruments de travail mis aux mains des sociétés ouvrières - Instruction. Moyens : constitution de la classe ouvrière en parti en se séparant de ses ennemis, du trône et de l'autel et du Capital [61].

Substitution aux luttes métaphysiques, politiques et religieuses, de la grande lutte de l'abolition des classes.

Le Conseil général doit unir tous les ouvriers, tous les sociétaires de tous les pays - ses attributions doivent être maintenues, mais le Conseil fédéral est responsable de ses sections devant le Conseil général qui est lui-même responsable devant le congrès.

Son mandat de Lisbonne est dans le même sens, ils jugent le Conseil autoritaire indispensable, c'est l'unique lien entre [67] toutes les fédérations, et, sans lui, les barrières établies par les bourgeois pour nous séparer resteraient debout. Si le Conseil général n'existait pas, nous le créerions.

---

61 Cf. *Le Congrès de La Haye.... op. cit.*, p. 47-48.

Dans cette intervention, Lafargue donne une synthèse remarquable de deux séries de faits différents : d'une part, toute l'expérience des révolutions de 1794, 1848 et de la Commune aboutissent au programme de principe tracé ici ; d'autre part, toute la théorie du socialisme moderne de Marx-Engels débouche dans ces conclusions révolutionnaires.

Cette remarquable synthèse de principes constitue le programme aussi bien de la révolution socialiste dans son action pratique que du parti politique de classe que se forgera l'avant-garde ouvrière. En somme, elle reprend l'expérience historique du prolétariat français au cours de ses tentatives de s'ériger en classe dominante, et, après la défaite, elle devient le programme politique du parti révolutionnaire de classe. Ce double mouvement dialectique de renversement de la praxis permet au parti d'avoir son programme avant la révolution. Ainsi la théorie peut précéder l'action, le programme politique devenant prévision de la praxis de la future révolution.

Nous demandons avant la fin de la séance de ce soir la clôture de la discussion et le vote sur la proposition demandant l'introduction dans les statuts généraux de la résolution de la conférence sur l'action politique de la classe ouvrière comme article de ces statuts [62].

Le congrès aborde alors la discussion des nouveaux paragraphes des statuts relatifs à l'action politique de la classe ouvrière. La motion insère entre les paragraphes 7 et 8 des statuts généraux [63] :

« Dans la lutte contre les forces conjuguées des classes possédantes, le prolétariat, en tant que classe, ne peut jouer un rôle actif qu'en constituant un parti politique distinct, opposé à tous les anciens partis politiques formés par les classes possédantes. Cette organisation du prolétariat en parti politique est indispensable au triomphe de la révolution sociale et à la réalisation de son objectif suprême, l'abolition des classes.

L'union des forces ouvrières qui est déjà réalisée dans la lutte économique, doit aussi être l'instrument du prolétariat dans la lutte contre la puissance politique de ceux qui l'exploitent.

Puisque les propriétaires fonciers et les capitalistes font toujours usage de leurs privilèges politiques pour défendre et perpétuer leurs monopoles économiques et maintenir le travail sous leur joug, la conquête du pouvoir politique devient le devoir et la tâche suprême du prolétariat. »

Vaillant se prononce en faveur de l'introduction de ces résolutions dans les statuts. « On emploie la force contre nous, et la force ne peut être vaincue que par la force. La lutte économique et la lutte politique doivent être unies et, par la dictature du prolétariat, réaliser, dans la révolution, l'abolition des classes. Nous avons contre nous les [68] abstentionnistes, divisés en deux groupes, les abstentionnistes par ignorance et les abstentionnistes par politique, qui vivent de la politique, crient et hurlent et, aujourd'hui, siègent à Versailles. Mais il y a des Versailles partout, et pas seulement en France. Nous devons for-

---

[62] Cf. *ibid.*, p. 103. Cette proposition est signée F. Cournet, Ed. Vaillant et S. Dereure ; elle fut soumise au congrès le 6 septembre.

[63] Cf. *La Première Internationale*, recueil de documents établis sous la direction de Jacques Freymond, Genève, librairie E. Droz, 1962, t. II, p. 358.

mer un parti qui soit le nôtre, opposé à tous les partis des classes possédantes et dominatrices, sans aucun lien avec les classes bourgeoises. Déjà dans *l'Adresse inaugurale,* l'action politique de la classe ouvrière a été préconisée, et le Conseil général n'a jamais manqué à ce devoir. La Conférence de Londres comprit aussi parfaitement cette vérité, assuma la responsabilité de la Commune et les prolétaires de partout y adhérèrent... »

Longuet dit que Guillaume n'a jamais lu Proudhon ni beaucoup d'autres auteurs socialistes auxquels il s'en prend quotidiennement ; il décrit la situation du prolétariat telle que Proudhon la trouva en revenant à Paris. « Le prolétariat n'avait tout simplement aucune organisation politique, il était à la remorque des intrigants bourgeois. C'est pourquoi, le 4 septembre 1870, le pouvoir tomba entre les mains des bourreaux de Juin, les bourgeois les plus incorrigibles. C'est pour cela, qu'en 1863 Proudhon devait prêcher aux travailleurs de ne pas faire de politique, car la seule politique possible eût été celle des armes. Plus tard, l'A.I.T. nous donna les moyens de discuter la question économique. Si nous avions mieux été organisés en tant que parti politique, J. Favre et consorts ne seraient jamais arrivés au gouvernail et la Commune victorieuse aurait été proclamée, non seulement à Paris, mais aussi à Berlin et ailleurs. Hepner fait erreur quand il attribue la chute de la Commune à un manque d'autorité : la Commune est tombée faute d'organisation, d'organisation politique. Que deviendrait le collectivisme sans une certaine concentration des forces ? Pour la lutte économique, les travailleurs doivent s'organiser en parti politique, sinon il ne restera plus rien de l'Internationale, et Guillaume, dont le maître est Bakounine, ne peut appartenir à l'A.I.T. s'il a de telles conceptions [64]. »

---

64 Dans *Le Congrès de La Haye de la Première Internationale,* cité ci-dessus, nous trouvons, p. 66-67, la variante suivante qui complète le passage ci-dessus en précisant des points importants de l'intervention de Longuet :
Longuet : « Guillaume dit qu'il y a malentendu - ce malentendu est dans son esprit. Guillaume ajoute que j'ai été quelquefois partisan de l'abstention proudhonienne, mais il n'a lu ni compris Proudhon et autres socialistes contre lesquels il s'escrime tous les jours. Voici comment nous avons été quelquefois abstentionnistes.

L'Empire avait refait une popularité aux massacres de Juin, le danger était dans ces hommes que le prolétariat ignorant en politique appuyait. Proudhon crut naïvement qu'il fallait s'abstenir de lutter sur le terrain du

[69]

Divergence entre blanquistes et Marx-Engels

Engels : Cette proposition [de transfert du Conseil général de Londres à New York, soit sa mise en veilleuse, et partant l'extinction progressive de la Ie Internationale] est basée sur ces deux raisons :

1. le caractère international du Conseil : il y entrerait des membres de dix nationalités ;

2. elle nous offrirait toutes nos garanties pour nos papiers [65].

---

vote, que la seule politique possible était de se constituer en parti politique et de lutter le fusil à la main. Nous n'avons pas eu de candidatures ouvrières, comme le disait Guillaume.

Si nous avions eu l'organisation politique ouvrière le 4 septembre 1870 [jour de la proclamation de la république], l'Internationale constituée à la Corderie le 5 septembre était le noyau de la Commune [ce jour-là 500 membres de l'Internationale et des chambres syndicales décidèrent la création dans tous les arrondissements de Paris de comités républicains de vigilance]. Avec l'organisation, la Commune triomphait, l'invasion était repoussée et la Commune s'étendait de Paris à Berlin. La Commune est tombée faute de l'organisation dont j'ai parlé. Si nous avions eu dans notre programme l'article 9 (en discussion présentement), nous aurions été armés pour la lutte. [...] Nous voulons l'organisation des forces économiques et du parti politique sans quoi la centralisation politique l'écraserait.

Il faut aussi que la classe ouvrière se débarrasse de quelques meneurs sans tête ni boussole, et dont les bonnes intentions seraient fatales à la cause des ouvriers qu'ils prétendent servir. »

Les principes de l'organisation étant énoncés, il s'ensuit tout logiquement une lutte contre les dirigeants ouvriers ayant d'autres principes, en manquant ou n'en ayant pas de ferme. Cela est particulièrement important à partir du moment où la bourgeoisie est solidement au pouvoir et qu'elle corrompt une fraction de la classe ouvrière. Des luttes intestines se produisent donc à l'intérieur de la classe ouvrière, dans ses organisations syndicales et jusque dans son parti politique de classe, à moins d'établir un solide cordon sanitaire autour du parti.

65 Cf. *le Congrès de La Haye.... op. cit*., p. 59-60.

La proposition de transfert du Conseil général de Londres à New York pour l'écarter des querelles intestines de parti, surgies à la suite de la défaite de la Commune sous forme de la polémique entre « marxistes » et anar-

En 1870, lorsque la guerre rendit le congrès impossible, le Conseil proposa à toutes les fédérations Bruxelles, ce fut unanimement refusé et Londres maintenu. À New York nous aurons deux Français, deux Allemands, un Suédois, un Anglais, deux Italiens, etc., donc la question de représentation par nationalités est résolue ; la question de sécurité pour les papiers y existera. Quant à la limitation du nombre des membres à quinze au plus, elle résulte de l'inconvénient que présente une nombreuse assemblée, ainsi que nous l'avons éprouvé au Conseil de Londres.

Il faut douze secrétaires correspondants, un trésorier et deux pour parer à l'inconvénient des absences.

On a tant fait de reproches au Conseil général que la plupart de ses membres n'accepteraient plus de mandat, et, le siège étant maintenu à Londres, il faudrait le composer d'hommes inconnus et n'offrant pas les mêmes garanties que les citoyens proposés pour la composition du Conseil général à New York.

[71]

Il ajoute que c'est un avantage que New York soit éloigné de l'Europe, que les fédérations se développeront librement et quant à l'inconvénient qui résulte du temps pour nos correspondances, le Conseil pourra y parer en donnant des délégations en Europe.

---

chistes, est liée à toute la vision d'ensemble de Marx-Engels. Or, celle-ci s'oppose finalement aux prémisses théoriques du blanquisme. Si Vaillant et ses compagnons (même Longuet participe de cette conception, comme on l'a vu) pensent « qu'il faut d'abord agir, ensuite faire des discours », et qu'il suffit d'avoir organisé le parti pour mener à bien la révolution, Marx-Engels lient le processus de formation du parti et le cours de la révolution aux facteurs *généraux* de crise dans la société, bref ils relient le « facteur subjectif » aux facteurs objectifs.

Les faits ont amplement donné raison à Marx-Engels : 1. l'Internationale ne pouvait subsister sous sa forme première après le reflux général de la vague révolutionnaire, qui suivait lui-même la montée révolutionnaire *(de 1863 à 1871)* des mouvements d'unité nationale bourgeois révolutionnaires et la Commune) ; 2. la création du parti de classe est une tâche infiniment difficile, complexe, ingrate, le premier pas dans le processus révolutionnaire (l'organisation du prolétariat en classe) étant non seulement le plus ardu, mais le plus décisif pour le cours ultérieur de la révolution. Ce n'est donc nullement une simple question de bonne volonté.

Vaillant dit que cette proposition est impossible. Certes il y a le point de vue de la liberté, mais l'Internationale est divisée, des intrigues bourgeoises se sont manifestées dans son sein. Il y aura rivalité entre les conseils fédéraux et le Conseil général.

Il ne comprend pas qu'on transporte le Conseil si loin du corps d'armée qui est en Europe. Celle-ci serait obligée de prendre une autre tête et l'on verra un conseil fédéral prendre sa place en Europe.

On a dit que les meilleurs champs de l'Internationale étaient dans les pays où elle est persécutée [66], il faut donc que le Conseil en soit proche : il faut qu'il soit à Londres. Il est regrettable que les membres du Conseil qui ont rendu des services s'en retirent ; mais il ne faut pas moins maintenir le siège du Conseil général à Londres.

---

66 Marx-Engels ont affirmé à plusieurs reprises que le parti de classe se développe mieux lorsqu'il est en butte aux attaques *ouvertes* de l'adversaire ; cf. par exemple, le développement du parti allemand avant 1843 sous la répression prussienne (ENGELS, « Progrès de la réforme sociale sur le continent », in : *Écrits militaires*, p. 120) et la formation du parti social-démocrate allemand sous le régime de la loi antisocialiste (MARX-ENGELS, *Le Parti de classe*, t. III, p. 156).

Encore à la Conférence de Londres, appuyé par les blanquistes, « Marx demande si le moment n'est pas encore venu de déclarer la guerre ouverte au gouvernement et de braver la loi Dufaure et les persécutions. Sous Bonaparte, jamais l'Internationale n'a existé ouvertement en France. On a donné mandat aux blanquistes qui étaient dans nos principes d'organiser des sections, alors que Tolain n'y était plus. Ils continueront dans cette voie. » La position de Marx est cohérente : tant que l'on peut agir, il faut agir ; cependant on dissout l'organisation lorsque les conditions générales s'avèrent si mauvaises que les principes et l'action seraient inévitablement tronqués, l'action se retournant contre le mouvement révolutionnaire. La différence entre marxistes et blanquistes se trouve dans l'appréciation générale du cours des événements : le socialisme scientifique sera introduit finalement en France par la social-démocratie allemande.

[72]

Le Programme des réfugiés blanquistes de la Commune

Retour à la table des matières

Au cours de la contre-révolution qui suit toute révolution vaincue, les réfugiés qui ont pu en réchapper, développent une activité fiévreuse [67]. Les différentes tendances de parti se regroupent, s'accusent mutuellement d'avoir fait échouer le navire sur l'écueil, d'avoir trahi ou commis toutes les vilenies possibles et imaginables. Par ailleurs, on maintient avec son pays une liaison étroite, on organise, on conspire, on lance des tracts et des journaux, on jure que le mouvement va se déclencher une nouvelle fois dans les quarante-huit heures, que la victoire est assurée et, dans cette perspective, on distribue déjà les postes gouvernementaux. C'est évidemment aller de déception en déception. Or, comme on attribue tous les déboires à des erreurs contingentes, et non à des circonstances historiques inévitables que l'on ne veut pas regarder en face pour les comprendre, on n'en finit pas de s'accuser mutuellement, et tout cela débouche dans des lamentations générales. C'est le sort de toute émigration, depuis celle des royalistes de 1792 à celle des réfugiés politiques d'aujourd'hui. Ceux parmi les réfugiés qui

67 Cf. ENGELS, *Der Volksstaat,* 26 juin 1874.

Ce texte reste pratiquement toujours ignoré, même des spécialistes qui ont traité des rapports entre marxisme et blanquisme. Comme tous les autres, il ne fut pas suivi d'effets tangibles spectaculaires. Pourtant, il marque une évolution cruciale du mouvement ouvrier français, et ce doublement : premièrement, il relie la lutte engagée côte à côte par les marxistes et les blanquistes dans la Commune, à la collaboration de Marx-Engels avec les blanquistes au Conseil général de l'A.I.T. et notamment au Congrès de la Haye, en un rapprochement qui annonce la formation du parti ouvrier de classe au sens moderne du terme. Deuxièmement, il marque un tournant crucial du mouvement ouvrier français. La dernière tendance révolutionnaire historiquement justifiée du mouvement ouvrier français se rapproche du marxisme, ou mieux s'y convertit et y adhère : désormais le mouvement ouvrier ne peut plus être qu'unitaire, sur la base du socialisme scientifique, dit allemand, de Marx-Engels. Cependant, ce résultat, théoriquement si simple, ne pourra être obtenu sans de rudes et longues luttes.

ont une vision et une conscience claires de la situation se tiennent à l'écart des chamailleries stériles ou s'en retirent dès qu'ils peuvent le faire décemment, et se consacrent à des tâches meilleures.

[73]

L'émigration française de la Commune n'a pas échappé à ce sort fatal. Le Conseil général de l'Internationale a été contraint pendant les deux premières années, d'escamoter, du moins aux yeux du monde, les dissensions internes qui le déchiraient, parce que toute l'Europe officielle avait lancé une campagne de diffamation contre toutes les tendances quelles qu'elles soient, mais surtout contre le point central commun que représentait Londres en particulier. Cependant, au cours de ces deux dernières années, le Conseil général ne fut plus en mesure de dissimuler le processus de décomposition qui s'étendait de plus en plus rapidement. La polémique ouverte éclatait de tous côtés. En Suisse, une fraction, influencée essentiellement par Malon, l'un des fondateurs de l'Alliance secrète [68], se joignit aux bakouninistes. Ce furent, ensuite, les prétendus blanquistes de Londres qui se retirèrent de l'Internationale et constituèrent un groupe à part sous l'appellation : La *Commune révolutionnaire.*

À côté de cela, il se forme toute une kyrielle d'autres groupes qui sont en voie de formation et de réorganisation constantes et n'ont pas fait grand-chose, même dans leurs proclamations. Cependant, les blanquistes viennent de porter à la connaissance du monde leur programme dans un manifeste aux « communeux ».

Ces blanquistes ne portent pas ce nom parce qu'ils forment un groupe fondé par Blanqui ; seuls quelques-uns des trente-trois signataires de ce programme ont peut-être eu l'occasion de parler avec Blanqui. Ils prétendent bien plutôt vouloir agir dans son esprit et dans sa tradition.

Blanqui est essentiellement un révolutionnaire politique. Socialiste simplement de sentiment, sympathisant avec les souffrances du peuple, il ne possède pas de théorie socialiste, ni de solutions pratiques bien déterminées pour remédier aux maux sociaux. De par son activité politique, c'est essentiellement un « homme d'action », étant

68 Engels fait allusion *à l'Alliance internationale de la démocratie socialiste,* fondée en octobre 1868 sous les auspices de Bakounine.

persuadé qu'une petite minorité bien organisée doit, au bon moment, tenter un coup de main révolutionnaire et réussir, à la suite de ce premier succès, à entraîner les masses populaires et assurer ainsi le triomphe de la révolution.

Sous Louis-Philippe, il ne put évidemment constituer ce noyau que sous la forme d'une société secrète, et c'est alors [74] que se produisit ce qui arrive habituellement lors des conjurations : excédés d'être sans cesse sous le collier en s'entendant promettre sans résultat que le moment était tout proche de passer à l'action, ses partisans finirent par perdre patience et se rebiffèrent, si bien qu'il ne resta qu'une alternative : ou bien laisser tomber la conjuration, ou bien déclencher une action sans les prémisses nécessaires. On passa à l'action (le 12 mai 1839), et l'on fut écrasé en un clin d'œil. Au reste, ce fut la seule conspiration blanquiste dans laquelle la police ne réussit pas à prendre pied, ayant été surprise comme par la foudre éclatant dans un ciel serein.

Étant donné que Blanqui conçoit toute révolution comme un coup de main, il s'ensuit de toute nécessité l'instauration d'une dictature après son triomphe, j'entends bien, non pas une dictature de la classe révolutionnaire - la dictature du prolétariat - mais la dictature de la poignée de ceux qui ont réalisé le coup de main et qui eux-mêmes étaient déjà, auparavant, organisés sous la dictature d'un seul homme ou de plusieurs.

Comme on le voit, Blanqui est un révolutionnaire de la génération précédente. Ses idées sur le cours des événements révolutionnaires sont depuis longtemps dépassées, du moins pour le parti ouvrier allemand, et même en France elles ne peuvent plus guère avoir de résonance qu'auprès des ouvriers, peu nombreux, qui ne sont pas très formés et ne savent contenir leur impatience. Qui plus est, nous allons voir que ces conceptions ne sont pas reprises sans quelques restrictions dans le programme en question. Chez nos blanquistes de Londres circule aussi le principe selon lequel les révolutions en général ne se font pas toutes seules, mais doivent être faites : cependant, selon eux, elles doivent être faites par une minorité relativement restreinte d'après un plan conçu au préalable et ils pensent qu'elle peut « éclater » à n'importe quel moment.

Il va de soi qu'avec de tels principes on est livré, pieds et poings liés, à toutes les déceptions personnelles de la vie de réfugié, étant voué à se précipiter d'une folie dans une autre. On veut avant tout, jouer à être Blanqui, l'« homme d'action ». Mais, ici, la bonne volonté n'est pas d'un grand secours : chacun n'a pas l'instinct révolutionnaire, l'énergie et l'esprit de décision rapide de Blanqui, et Hamlet peut parler d'énergie à perdre haleine, il n'en reste pas moins Hamlet. Or, lorsque nos trente-trois hommes d'action ne [75] trouvent absolument rien à faire au niveau de ce qu'ils appellent l'action, nos trente-trois Brutus entrent avec eux-mêmes dans une contradiction plus comique que tragique, contradiction dont le tragique n'est nullement accru par les mines sombres qu'ils affichent, comme s'ils étaient tous des « Meuros cachant le poignard sous son manteau [69] », ce qu'ils n'ont pas l'intention de faire, soit dit en passant.

Que faire dès lors ? Ils préparent le « prochain grand coup », en dressant des listes de proscription pour l'avenir, afin que les rangs de ceux qui ont participé à la Commune soient épurés, ce pour quoi ils sont appelés les « purs » parmi les autres réfugiés. Je ne suis pas en mesure de dire s'ils se sont affublés eux-mêmes de ce titre qui, au reste, irait assez mal à un certain nombre d'entre eux. Leurs réunions se passent à huis clos, et leurs décisions doivent être tenues secrètes, ce qui n'empêche nullement que l'écho s'en répercute le lendemain dans toute la colonie française.

Il arrive à ces sérieux hommes d'action ce qui arrive toujours lorsqu'il n'est pas possible d'agir : ils commencent par s'engager dans une polémique d'abord personnelle, puis littéraire, avec un digne adversaire, l'un des plus malpropres personnages de la « petite presse » parisienne, un certain Vermersch, qui publia, sous la Commune, le *Père Duchêne*, une lamentable caricature du journal d'Hébert de 1793. Ce noble personnage répond à leur indignation morale, en les traitant de « voyous et de complices de voyous », et les inonde d'un flot épais d'injures ordurières :

---

69 Meuros, personnage de la ballade *Die Bürgschatt* de Schiller.

Chaque mot
Est un pot de chambre,
Et qui n'est pas vide [70].

C'est avec un pareil adversaire que nos trente-trois Brutus jugent nécessaire de se mesurer devant le public.

Si une chose est certaine, c'est que le prolétariat parisien - après une guerre épuisante, après la famine de Paris, et surtout l'atroce saignée des journées de mai 1871 - a besoin de toute une période de repos, afin de rassembler de nouveau ses forces, toute tentative prématurée de soulèvement ne pouvant avoir pour conséquence qu'une défaite [76] nouvelle, si possible encore plus terrible. Nos blanquistes ne sont pas de cet avis. La désagrégation de la majorité monarchiste à Versailles leur annonce « la chute de Versailles et la revanche de la Commune. En effet, nous arrivons à ce grand moment historique, cette grave crise, où le peuple, qui semble noyé dans la misère et voué à la mort, va reprendre sa marche révolutionnaire avec une force nouvelle. »

Donc cela va de nouveau barder, et bientôt. Or, cet espoir d'une imminente « revanche de la Commune » n'est pas seulement une illusion de réfugié, c'est un acte de foi nécessaire de gens qui se sont mis de toute force en tête qu'ils doivent jouer aux « hommes d'action », à un moment où il n'y a absolument rien qui permette de faire quoi que ce soit dans ce sens -celui d'un coup de main révolutionnaire. Mais que leur importe ! Si le mouvement est déclenché, ils estimeront « que le moment est venu, que tout ce qui, parmi les réfugiés, a encore en soi de la vie, va se manifester Ainsi donc, les Trente-trois nous déclarent qu'ils sont 1. athées ; 2. communistes ; 3. révolutionnaires.

Nos blanquistes ont en commun avec les bakouninistes qu'ils veulent représenter la tendance la plus avancée et la plus extrémiste. C'est pour cela que, soit dit en passant, ils marchent souvent de concert pour ce qui est des moyens employés, bien que leurs buts soient opposés. Il s'agit donc, pour ce qui est de l'athéisme, d'être plus radicaux que tous les autres. Par bonheur, il est très facile aujourd'hui d'être athée. En

---

70 Cf. Heine, *Romancero*, vol. 3 : « Mélodies hébraïques ».

général, l'athéisme est à peu près une évidence pour les partis ouvriers européens, encore que, dans certains pays, il puisse subsister un parti comme celui des bakouninistes espagnols qui proclame : croire à Dieu est contraire à tout socialisme, mais croire en la Vierge Marie, c'est tout autre chose, et il va de soi qu'un socialiste moyen y croit ! Chez la plupart des ouvriers social-démocrates allemands, on peut même dire que le problème de l'athéisme est dépassé, ce terme purement négatif n'ayant plus d'effet sur eux, puisqu'ils n'ont plus vis-à-vis de la croyance en Dieu une opposition théorique, mais pratique : ils en ont *tout simplement fini avec Dieu*, car ils vivent et pensent dans un monde réel et sont, de ce fait, des matérialistes.

C'est certainement aussi le cas en France. Mais, s'il n'en était pas ainsi, rien ne serait plus simple que de s'attacher à diffuser massivement parmi les ouvriers la brillante littérature [77] matérialiste française du siècle dernier. L'esprit français, tant du point de vue de la forme que du contenu, y a atteint ses plus hauts sommets. Même si l'on considère le niveau scientifique actuel, cette littérature dépasse de très loin la substance des écrits d'aujourd'hui ; pour ce qui est de la forme, elle n'a jamais plus été atteinte. Mais cela ne convient pas à nos blanquistes. Afin de démontrer qu'ils sont plus radicaux que quiconque, ils abolissent Dieu par décret, comme en 1793 :

« La Commune doit avoir libéré l'humanité de ce fantôme de la misère d'autrefois [Dieu] et de cette cause [Dieu qui n'existe pas devient une cause !!!] de sa misère présente. Il n'y a pas de place pour les curés dans la Commune ; toute manifestation religieuse, toute organisation religieuse doit être interdite. »

Cette revendication, à savoir la transformation des gens en athées par ordre du grand mufti, est signée par deux membres de la Commune qui ont pourtant eu l'occasion d'apprendre par l'expérience : 1. que l'on peut ordonner tout ce que l'on veut sur le papier, sans que pour autant cela soit appliqué, et 2. que les persécutions sont le meilleur moyen pour faire naître des croyants inopportuns. Une chose est sûre : le seul service que l'on puisse rendre aujourd'hui à Dieu, c'est de déclarer que l'athéisme est un acte de foi obligatoire, et de surenchérir

sur les lois anticléricales du *Kulturkampf* [71] en interdisant la religion en général.

Le second point du programme, c'est le communisme. Nous nous sentons ici plus chez nous, car le navire sur lequel nous voguons s'appelle : le *Manifeste du parti communiste*, publié en février 1848. Dès l'automne 1872, les cinq blanquistes sortis de l'Internationale ont professé un programme socialiste qui, dans tous ses points essentiels, était celui-là même de l'actuel communisme allemand, et motivé leur départ uniquement par le fait que l'Internationale [78] refusait de jouer à la révolution, comme ils l'entendaient [72]. À présent, le comité des Trente-trois a adopté ce programme avec toute la conception matérialiste de l'histoire qu'il implique, encore que sa traduction en français blanquiste laisse à désirer sur bien des points dès lors que le *Manifeste* n'est pas reproduit pour ainsi dire littéralement. C'est ce que montre, par exemple, le passage suivant :

« Comme expression ultime de toutes les formes d'asservissement, la bourgeoisie a dépouillé l'exploitation du travail de son voile mystique, qui l'enveloppait autrefois : les gouvernements, religions, familles, lois, institutions du passé comme du présent se réduisent enfin, dans cette société, au simple antagonisme entre capitalistes et ouvriers salariés, en étant les instruments de l'oppression, grâce auxquels la bourgeoisie maintient sa domination et assujettit le prolétariat. »

Que l'on compare à ce passage le texte du *Manifeste communiste* suivant : « En un mot, à la place de l'exploitation voilée par des illu-

---

71 Au cours des années 1870, Bismarck inaugura une campagne anticléricale, appelée *Kulturkampf* par les libéraux. En attaquant l'Église catholique, Bismarck visait en réalité le parti du centre qui représentait les survivances et nostalgies des petits États antiprussiens du centre et du sud de l'Allemagne. Cette campagne anticatholique masquait aussi la répression dans les territoires polonais occupés par la Prusse et, dans une mesure moindre, en Alsace-Lorraine. Enfin, Bismarck dévoyait la lutte de classes au moyen de querelles religieuses artificielles.

72 Engels fait allusion au groupe de blanquistes, parmi lesquels figuraient Arnould, Vaillant et Cournet, qui quitta l'Internationale après le Congrès de la Haye en septembre 1872 et publia ensuite à Londres la brochure intitulée *Internationale et révolution. À propos du Congrès de la Haye, par des réfugiés de la Commune, ex-membres du Conseil général de l'Internationale ; cf.* réédition dans *Cahiers de l'Institut de science appliquée,* série M, n° 7, août 1964, p. 162-176.

sions religieuses et politiques, la bourgeoise a mis l'exploitation franche, éhontée, directe, dans toute sa sécheresse. Elle a dépouillé de leur sainte auréole toutes les activités jusqu'alors vénérables et considérées avec un pieux respect. Elle a changé en salariés à ses gages le médecin, le juriste, le curé, le poète, l'homme de science. Elle a arraché aux relations familiales leur voile de touchante sentimentalité et les a transformées en un simple rapport d'argent, etc. »

Mais à mesure qu'ils descendent de la théorie à la pratique, les Trente-trois affirment de plus en plus leur originalité : « Nous sommes communistes parce que nous voulons arriver à notre but sans nous arrêter à des stades intermédiaires, à des compromis qui ne font que différer la victoire et prolonger l'esclavage. »

Les communistes allemands sont communistes parce qu'ils [79] passent par tous les stades intermédiaires et compromis - qui ne sont pas faits par eux, mais par le développement historique - en ayant toujours clairement devant les yeux le but final qu'ils poursuivent sans cesse : l'abolition des classes et l'instauration d'une société où n'existe plus de propriété privée du sol et des moyens de production.

Les Trente-trois sont communistes, parce qu'ils s'imaginent que l'affaire est réglée, pourvu qu'ils aient la bonne volonté de sauter les stades intermédiaires et les compromis : comme il est convenu, s'ils « passent tel jour à l'attaque » et arrivent au pouvoir, le « communisme est instauré » le surlendemain. Si cela n'est pas possible tout de suite, alors nous ne sommes pas des communistes. Il est puéril et naïf d'ériger l'impatience en fondement de la conviction théorique !

Enfin, nos Trente-trois sont des « révolutionnaires ». Comme on le sait, dans ce domaine, les bakouninistes ont déjà battu tous les records possibles, pour ce qui est des formules creuses et enflées. Toutefois, les blanquistes se font un devoir de les surpasser encore. Et comment ? Ainsi qu'on le sait, tout le prolétariat socialiste - de Lisbonne et New York à Pest et Belgrade - a tout de suite assumé en bloc la responsabilité des actes de la Commune de Paris. Mais ce n'est pas assez pour nos blanquistes :

« En ce qui nous concerne, nous revendiquons notre part de responsabilité dans les exécutions qui [sous la Commune] ont frappé les ennemis du peuple » [suit la liste des fusillés] ; « nous revendiquons notre part de responsabilité dans les incendies qui ont anéanti les ins-

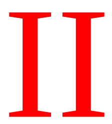
truments de l'oppression monarchiste ou bourgeoise, ou qui ont protégé les combattants ».

Dans toute révolution, il arrive inévitablement toutes sortes de bêtises, comme d'ailleurs dans toute autre période, et lorsqu'on a enfin de nouveau repris un peu son calme, on en vient nécessairement à la conclusion : nous avons fait beaucoup de choses que nous eussions mieux fait de ne pas faire, et nous avons omis d'en faire beaucoup d'autres que nous eussions dû faire, et c'est pourquoi nous avons essuyé un échec. Mais quel manque d'esprit critique que de sanctifier littéralement la Commune, de la déclarer infaillible, d'affirmer que chaque maison brûlée, chaque otage fusillé a subi, exactement et jusque dans le dernier détail, ce qui lui était dû. Cela ne revient-il pas à affirmer que, durant la semaine de mai, le peuple a fusillé exactement [80] les gens qui devaient être fusillés - et pas plus ni moins - et qu'il a incendié exactement les bâtiments qu'il fallait, et pas plus ni moins. Enfin, n'est-ce pas comme si l'on affirmait, à propos de la première révolution française, que tous ceux qui ont été guillotinés l'ont été à bon escient, aussi bien ceux que Robespierre a fait décapiter que ceux qui ont ensuite décapité Robespierre ? Voilà les enfantillages auxquels aboutissent des gens, au fond tout à fait débonnaires, qui veulent faire un effet terrible !

Mais il suffit. Malgré toutes les excentricités de réfugiés et toutes les tentatives - qui se changent en leur contraire - de vouloir faire apparaître Charles ou Edouard comme des terreurs, il y a incontestablement un progrès fondamental dans ce programme : c'est le premier manifeste par lequel *des ouvriers français professent l'actuel communisme allemand*. Qui plus est, des ouvriers de la tendance qui tient les Français pour la Jérusalem révolutionnaire. C'est le mérite incontesté de *Vaillant* - cosignataire du programme et excellent connaisseur de la langue allemande et de notre littérature socialiste - que de les avoir amenés à faire ce pas. Les ouvriers socialistes allemands, qui ont démontré qu'ils étaient totalement affranchis de tout chauvinisme national, peuvent considérer comme un symptôme de bon augure le fait que des ouvriers français adoptent des principes théoriques justes, bien qu'ils viennent d'Allemagne.

[81]

LE MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS.
TOME II. Efforts pour créer le parti de classe



FORMATION DU PARTI OUVRIER FRANÇAIS

Avec la Commune de Paris on crut le prolétariat militant définitivement enterré. C'est tout au contraire de la Commune et de la guerre franco-prussienne que date son essor le plus formidable. Le bouleversement complet de tout l'art de la guerre par l'enrôlement de toute la population susceptible de porter les armes dans les armées qu'il faut compter désormais par millions, les armes à feu, les obus et les explosifs d'une puissance inconnue jusque-là, d'une part, mirent une fin subite à la période des guerres bonapartistes et assurèrent un développement industriel pacifique, en rendant impossible toute guerre qui ne fût pas mondiale et dont l'issue était absolument imprévisible. D'autre part, les dépenses militaires croissant en proportion géométrique, les impôts atteignirent un montant vertigineux, jetant les classes populaires les plus pauvres dans les bras du socialisme.

ENGELS, Introduction de 1895 aux *Luttes de classes en France* de Marx.

Retour à la table des matières

[82]

Considérants du programme du Parti ouvrier français

Retour à la table des matières

Considérant

Que l'émancipation de la classe productive est celle de tous les êtres humains sans distinction de sexe ni de race [73] ;

Que les producteurs ne sauraient être libres qu'autant qu'ils seront en possession des moyens de production (terre, usines, navires, banques, crédits, etc.) ;

Qu'il n'y a que deux formes sous lesquelles les moyens de production peuvent leur appartenir :

---

73 Après le Congrès socialiste de Marseille (1879), un groupe de socialistes français, à la tête duquel se trouvait Guesde, décida de s'adresser, par l'intermédiaire de Lafargue, à Marx-Engels, afin de leur demander aide et conseil dans la rédaction du programme du parti ouvrier. Ceux-ci acceptèrent de bonne grâce. En mai 1880, Guesde leur rendit visite et élabora ce programme avec Marx, Engels et Lafargue.

Le programme était composé d'une partie théorique et d'une autre pratique (ou programme minimum). Marx dicta à Guesde la partie théorique reproduite ci-dessus. En ce qui concerne la suite du programme, cf. la lettre de Jenny Marx à Ch. Longuet, p. 85, note 5, ainsi que la lettre du 25 octobre 1881 d'Engels à Bernstein.

La méthode de Marx est toujours la même (cf. celle qu'il a élaborée lors de la rédaction des statuts de la Ligue des communistes, in MARX-ENGELS, *Le Parti de classe*, Maspero, 1973, t. I, p. 112) : il définit pour commencer le but du mouvement, auquel se rattachent tous les points particuliers des articles des statuts. C'est ainsi que le mouvement réel devient synthèse des efforts révolutionnaires et acquiert une unité orientée dans le même sens.

En ce sens, la contribution de Marx au parti ouvrier français est essentielle. Elle n'a rien à voir avec les futurs programmes minimalistes ou maximalistes des partis réformistes, puisque dans ce programme les principes sont énoncés d'emblée et que les revendications, dictées par les conditions immédiates, se groupent et s'articulent en fonction du but suprême, la conquête du pouvoir par le parti ouvrier.

1. la forme individuelle qui n'a jamais existé à l'état de fait général et qui est éliminée de plus en plus par le progrès industriel ;

2. la forme collective, dont les éléments matériels et intellectuels sont constitués par le développement même de la classe capitaliste ;

[83]

Considérant

Que cette appropriation collective ne peut sortir que de l'action révolutionnaire de la classe productive - ou prolétariat -organisée en parti politique distinct ;

Qu'une pareille organisation doit être poursuivie par tous les moyens dont dispose le prolétariat, y compris le suffrage universel, transformé ainsi d'instrument de duperie qu'il a été jusqu'ici en instrument d'émancipation ;

Les travailleurs socialistes français, en donnant pour but à leurs efforts dans l'ordre économique le retour à la collectivité de tous les moyens de production, ont décidé, comme moyen d'organisation et de lutte, d'entrer dans les élections avec le programme minimum suivant...

Influence de Marx sur le Parti ouvrier français

Retour à la table des matières

... En effet, tout ce que vous exprimez dans votre lettre, je le pense aussi et je l'ai toujours pensé [74].

---

74 Lettre de Jules Guesde - fondateur avec Lafargue, le gendre de Marx, du Parti ouvrier français - à Marx, écrite fin 1878-début 1879, cf. *Le Combat marxiste*, Paris, n° 19, mai 1935. La lettre de Marx à Guesde qui précède la réponse ci-dessus, n'a pas été retrouvée.

Dans le recueil MARX-ENGELS, *Le Parti de classe*, nous avons souligné le rôle primordial de Marx-Engels pour le programme et l'organisation des ouvriers d'Allemagne, de Russie, etc., notamment par le truchement de la Ier Internationale. Nous ne pouvons entrer ici dans le détail ni déterminer tous les aspects du rôle de Marx-Engels dans la création du parti de classe

Si je suis révolutionnaire, si - comme vous - je crois à la nécessité de la violence pour résoudre la question sociale dans le sens collectiviste ou communiste, je suis de plus, comme vous, résolument hostile à des mouvements à la Cafiero qui - peut-être utiles en Russie - ne correspondent à aucune espèce d'exigence de la situation, ni en France, ni en Allemagne, ni en Italie.

[84]

Comme vous, je suis convaincu qu'avant que l'on puisse penser à une action, il faut avoir créé, au moyen d'une propagande aussi active que continuelle, un parti, une armée consciente.

Comme vous, je conteste finalement que la simple destruction de ce qui existe soit suffisant pour instaurer ce que nous voulons, et je pense qu'à terme plus ou moins long l'impulsion, la direction, doit venir du haut, de ceux qui en « savent plus ».

Dans ces conditions, je me suis attaché depuis mon retour à créer ce « parti ouvrier indépendant et militant » qui - comme vous le proclamez si justement - est « de la plus haute importance » face aux événements qui se préparent...

Création du Parti ouvrier français

Retour à la table des matières

Comme tu as dû le voir dans les journaux, la bande anticommuniste, composée des fractions les plus hétérogènes, a finalement été battue au Congrès de Marseille [75].

du prolétariat français. En effet, notre intention n'est nullement de préparer un dossier complet afin de démontrer et de convaincre, mais plus simplement de retracer dans ses grandes lignes la position de Marx-Engels vis-à-vis du mouvement ouvrier français, afin d'en tirer toutes les leçons pour une pratique s'inscrivant dans la continuité du mouvement révolutionnaire de toujours.

75 Cf. Marx à F. A. Sorge, 14 novembre 1879.

C'est à travers les textes de Marx-Engels dont nous disposons que nous considérons dans cette partie la formation du parti ouvrier français. En octobre 1879, au Congrès de Marseille des travailleurs socialistes de France, les forces marxistes se regroupèrent finalement autour de Jules Guesde - qui

Tu as sans doute remarqué que surtout *l'Égalité* (grâce en première instance au passage de Guesde à nos côtés et aux travaux de mon gendre Lafargue) offre en France pour la première fois l'image d'une *feuille ouvrière* au sens véritable du terme [76]. Même Malon, dans la *Revue socialiste* [85] - bien qu'avec les inconséquences découlant de sa nature éclectique - a été contraint (puisque nous étions ennemis après qu'il a été à l'origine de la création de l'Alliance bakouniniste) de se reconnaître au socialisme moderne scientifique, c'est-à-dire *allemand*. J'ai préparé pour lui le *Questionnaire* qui fut publié d'abord dans la *Revue socialiste* et puis distribué en un nombre considérable d'exemplaires dans toute la France. Peu de temps après, Guesde est venu à Londres afin d'élaborer avec nous (Engels, Lafargue et moi-même) un programme électoral à l'adresse des ouvriers pour les prochaines élections. Certes, il a fallu y incorporer quelques incongruités auxquelles Guesde tenait absolument malgré nos protestations, par exemple le *minimum de salaire* fixé par la loi (je lui dis : si le prolétariat français est assez puéril pour avoir besoin de telles carottes, alors il ne vaut plus la peine d'établir de programme quelconque [77]). Cepen-

---

était absent de ce congrès - après de vives polémiques avec les possibilistes, et elles décidèrent de créer la *Fédération du parti des travailleurs socialistes de France.*

76 Cf. Marx à F. A. Sorge, 5 novembre 1880.

Le *Questionnaire* sur les conditions de vie et de travail des ouvriers en France, élaboré par Marx à la demande de la Ier Internationale, devait non seulement renseigner les organisations ouvrières et les travailleurs eux-mêmes sur leur situation dans la société et la production à l'échelle locale et nationale, mais encore permettre de connaître le terrain où se déroulait la lutte et s'effectuaient les revendications afin de coordonner et de systématiser l'action ouvrière, C'est-à-dire unifier sa nature de classe : nous avons reproduit ce long questionnaire dans MARX-ENGELS, *Le Syndicalisme*, t. II, « Contenu et signification des revendications », Maspero, 1972, p. 181-190.

77 Dans sa lettre du 23 novembre 1880, Jenny, la fille de Marx, écrivait à Charles Longuet pour lui éclaircir ce point : « Tu verras dans *Le Capital* que la lutte de la classe ouvrière anglaise a pris plus d'une fois un caractère révolutionnaire et que les classes dominantes n'ont jamais accordé que ce qu'elles n'osaient pas refuser. Si Massard et Cie ont soif de lutte, ils seront très satisfaits à l'étude de l'histoire de la limitation de la journée de travail en Angleterre ! Pour ce qui concerne, en outre, la question de la fixation d'un salaire minimum, tu apprendras sans doute avec intérêt que papa a tout fait pour pousser Guesde à ne pas l'introduire dans leur programme ; il lui a déclaré qu'une telle revendication, si elle était réalisée, ne conduirait d'après

dant, ce très bref document - exception faite du préambule qui définit en quelques lignes le but communiste - ne renferme dans sa partie économique que des revendications qui surgissent spontanément et réellement du mouvement ouvrier. C'est un pas énorme que de ramener les ouvriers français de leur brouillard phraséologique sur le terrain de la réalité, et c'est ce qui explique qu'il suscita [86] une vive répulsion parmi tous ceux qui en France vivent de leurs escroqueries en « faisant du brouillard ». Après une violente opposition des anarchistes, le programme fut d'abord adopté dans la *région centrale*, c'est-à-dire Paris et tout ce qui dépend de près et de loin de cette ville, puis dans tous les autres centres ouvriers. La formation simultanée de groupes ouvriers mutuellistes qui cependant (sauf les anarchistes qui ne sont pas composés de véritables ouvriers, mais de déclassés, ainsi que de quelques ouvriers dupés qui forment la troupe ordinaire) ont adopté la plus grande partie des revendications « pratiques » du programme, de même que le fait qu'on y trouve les points de vue les plus différenciés, cela prouve à mes yeux qu'il s'agit là du *premier mouvement ouvrier réel* en France. Jusqu'à présent on n'y trouvait que des sectes, qui ne recevaient naturellement leurs mots d'ordre que de fondateurs de sectes, cependant que la masse du prolétariat suivait les bourgeois radicaux ou ceux qui faisaient mine d'être radicaux, et elle se battait pour eux le jour de la décision, pour être, le lendemain, massacrée, déportée, etc., par les gaillards qu'elle avait hissés au pouvoir.

L'Émancipation, publiée il y a quelques jours à Lyon, sera l'organe du parti ouvrier, surgi sur la base du socialisme allemand.

En attendant, nous avons aussi des hommes qui luttent pour nous dans le camp de nos adversaires eux-mêmes, c'est-à-dire dans le camp radical. Theisz a pris la rubrique du travail dans *L'Intransigeant*, l'organe de Rochefort ; après la défaite de la Commune, comme tous les socialistes français « pensants », il est arrivé comme proudhonien à Londres, où il s'est totalement transformé en me fréquentant et en étudiant scrupuleusement Le *Capital*. En outre, mon gendre a abandonné sa place au King's College pour retourner à Paris (par chance sa fa-

---

les lois économiques qu'au résultat suivant : le minimum ainsi fixé deviendrait le maximum. Mais Guesde ne voulut pas en démordre sous le prétexte qu'ils gagneraient de l'influence dans la classe ouvrière par ce moyen, même si l'on n'obtenait rien d'autre. Connue tu le vois, Guesde est un opportuniste. »

mille est demeurée ici pour le moment) où il devint l'un des journalistes les plus influents de *La Justice* de Clemenceau. Il a si bien œuvré que Clemenceau, qui en avril dernier encore s'est élevé contre le socialisme au nom d'une conception américano-démocratico-républicaine est passé de notre côté, dans son récent discours à Marseille contre Gambetta, tant pour ce qui est de la tendance générale que de ce qui est des points essentiels de notre *programme minimum*. Peu importe qu'il tienne ce qu'il promet. En tout cas, il a introduit notre élément dans le parti radical, dont l'organe, maintenant [87] qu'il est dans la bouche de Clemenceau, est écouté avec ébahissement, alors que l'on ignorait, voire raillait, la même parole tant qu'elle venait du parti ouvrier.

Ai-je besoin de te dire - car tu connais bien le chauvinisme français - quels sont les fils secrets qui mettent en mouvement les chefs de Guesde-Malon jusqu'à Clemenceau ? Cela entre nous, car il ne faut pas en parler. Quand on agit pour Messieurs les Français, il faut *le faire* anonymement, pour ne pas choquer le sentiment *national* *. Déjà les anarchistes dénoncent nos collaborateurs comme des *agents* prussiens aux ordres du dictateur et « notoire » agent prussien - Karl Marx.

En France aussi, les choses progressent bien [78]. Notre conception communiste s'y fraye un passage partout, et les meilleurs parmi ceux qui la prêchent, ce ne sont rien d'autre que les anciens anarchistes qui sont venus nous rejoindre sans que nous ayons remué le petit doigt. De la sorte, l'unité de vue est réalisée entre les socialistes européens ; ce qui est encore à la traîne ça et là ne vaut même pas d'être mentionné depuis que la dernière secte - celle des anarchistes - s'est décomposée elle-même. Là aussi tout glisse de plus en plus à gauche chez les bourgeois et les paysans, comme vous l'avez remarqué vous-même déjà. Mais il y a un hic : ce glissement à gauche agit d'abord dans le sens d'une guerre de revanche, et cela doit être évité.

Je te renvoie *Le Prolétaire* [79]. Il est difficile de démêler entre Lafargue, qui verse ses inspirations d'oracle dans le sein de Malon et

---

78 Cf. Engels à F. A. Sorge, début mai 1880.

79 Cf. Marx à Engels, 11 novembre 1882.

Brousse, et ces derniers héros, cette étoile double, qui non seulement mentent en toute connaissance de cause, mais encore se mentent à eux-mêmes, comme si le monde extérieur n'avait rien d'autre à faire que d' « intriguer » [88] contre eux, tout le monde ayant un crâne de la même conformation que cette noble paire.

Lafargue a le grave défaut des Noirs : aucun sentiment de pudeur, je veux dire par là de sentiment de gêne devant le ridicule.

Cependant il serait temps, si l'on ne veut pas volontairement ruiner le journal [*l'Égalité*], si l'on n'a pas l'intention - ce qui est impensable - qu'il soit enterré à la suite de tout un processus de la part du gouvernement, alors il est temps que Lafargue mette fin à ses rodomontades sur les violences épouvantables de la révolution à venir. Cette fois-ci il a été joliment dupé par lui-même : il a été naturellement effrayé de ce qu'un journal de mouchards ait reproduit les horribles extraits anarcho-policiers de *L'Étendard,* qui va encore plus loin que Paul Lafargue, l'oracle patenté du *socialisme scientifique* * ; puis choqué d'une telle rivalité révolutionnaire, si bien que Lafargue (et ces derniers temps il a pris la belle habitude, non seulement de répandre dans le monde ses oracles, mais encore de les « fixer » en se citant lui-même) se cite lui-même pour preuve que *l'Étendard,* c'est-à-dire *l'anarchisme,* ne fait que copier Lafargue et Cie, et ce, d'une part, à contretemps, d'autre part, sans être capable de réalisations. C'est ce qui arrive si souvent aux oracles : ce qu'ils croient être leur propre inspiration n'est en fait que réminiscence enfouie au fond des mémoires. Or ce que Lafargue a écrit et ce à quoi il renvoie lui-même dans ses « citations », ce n'est en fait qu’une réminiscence d'une recette bakouninienne. Et effectivement Lafargue est le dernier disciple de Bakounine qui croit sérieusement au maître. Il devrait relire le pamphlet que tu as écrit sur l'*Alliance* [80] et il s'apercevrait d'où il a tiré ses munitions les

---

Avec cette lettre, nous entrons dans les querelles personnelles qui déchirent le Parti ouvrier français dont ils rendent obscures toutes les finalités et les activités, au point que ceux-là même qui en parlent - Marx-Engels - semblent eux aussi sombrer dans les zizanies et les commérages, tant il est vrai que la maladie qui frappe le Parti ouvrier français est grave. En fait, sous ces aspects « subjectifs », il est facile de trouver les raisons objectives des difficultés qui assaillent le Parti ouvrier français.

80 Marx fait allusion au texte rédigé en collaboration avec Engels et Lafargue par ordre du Congrès de La Haye (1871), sous le titre *l'Alliance de la démo-*

plus récentes. Il lui a fallu beaucoup de temps pour saisir Bakounine, et voilà qu'il le comprend de travers.

[89]

Longuet comme dernier proudhonien, et Lafargue comme dernier bakouniniste ! Que le diable les emporte [81] !

La population ouvrière de Belleville a perdu environ 20 000 personnes à la suite des événements de la Commune, et des petits-bourgeois les ont remplacés en majeure partie [82]. Et pourtant la population ouvrière qui est demeurée à Belleville (les deux arrondissements) ou s'y est nouvellement installée est relativement arriérée, son idéal, s'il dépasse Gambetta, s'arrête à Rochefort : tous deux y furent élus députés en 1869.

En ce qui concerne la situation du parti ouvrier à Paris, quelqu'un de tout à fait impartial, à savoir Lissagaray, a reconnu devant moi que, bien qu'il n'existe qu'en *germe* *, c'est le seul parti qui compte en face des partis bourgeois de toutes les nuances. Son organisation, quoique encore très mince et plus ou moins fictive, est cependant assez disciplinée pour qu'il lui soit possible de nommer des candidats dans tous les arrondissements, de se faire remarquer dans les meetings et d'en-

---

cratie socialiste et l'Association internationale des travailleurs (1873), en langue française ; cf. *La Première Internationale*, recueil de documents publiés sous la direction de Jacques Freymond, Genève, librairie E. Droz, 1962, t. II, p. 383-478. Ce texte parut en allemand en 1874 sous le titre *Un complot contre l'Association internationale des travailleurs.*

81 Parmi les raisons objectives de la faiblesse manifeste du Parti ouvrier français figure l'immaturité générale des conditions du prolétariat moderne en France de cette époque déterminée, celle-ci se manifestant, entre autres par la confusion extrême jusque dans les esprits des meilleurs éléments dirigeants de ce parti, les Lafargue, Guesde et Longuet, ce qui enrage Marx.

Au reste, il arrive bien souvent que ceux qui concentrent leur activité sur la polémique et la réfutation des positions des autres sont eux-mêmes en proie aux mêmes problèmes que leurs « adversaires » et ne les ont guère mieux résolus. Cette tendance polémique - considérée comme hautement politique - a souvent été encouragée en France, car on croit volontiers que polémiquer est lutte militante par excellence, la seule forme de théorisation possible pour un homme de parti.

82 Cf. Marx à Engels, 18 août 1881.

nuyer les gens de la société officielle. J'ai moi-même vérifié cela dans les journaux parisiens de toutes les tendances, et il n'en est pas un qui n'enrage contre cette plaie publique - le parti ouvrier collectiviste [83].

Il vaut mieux que je te rende compte verbalement des dernières scissions des chefs du parti ouvrier.

[90] Si le gouvernement français - représenté par l'escroc financier Duclerc - était au courant de ma présence [en France], surtout pendant les vacances parlementaires, il m'enverrait sans doute en voyage sans l'autorisation du Dr Dourlen, étant donné que tous deux, « marxistes » et « antimarxistes », aux congrès socialistes respectifs de Roanne et de Saint-Etienne, ont fait leur possible pour m'empoisonner mon séjour en France [84]. Dans tout cela, je trouve néanmoins une certaine compensation dans le fait que la bande des alliancistes - les Malon, Brousse, etc. - s'est fameusement trompée dans son espoir. En effet, c'est *comme si* (la tournure favorite de Bruno Bauer) leur « tacite » insinuation (Marx est un Allemand, alias « Prussien », donc les « marxistes » français sont des traîtres à la patrie) ne voulait plus prendre chez personne, voire ne pouvait à aucun moment être utilisée publiquement. *C'est un progrès* *.

---

83 Dans le mouvement ouvrier français des années 1870 et 1880, on appelait collectivistes les partisans du marxisme, qui revendiquaient l'abolition de la propriété privée des moyens de production et prônaient la participation active de la classe ouvrière à la lutte politique. Précisons ici un point de principe essentiel. Au fond du désaccord entre marxisme et anarchisme, il n'y a pas la question électorale, la conquête de mandats électoraux ; il y a la question de la conquête du pouvoir politique, du maniement de l'État de la dictature du prolétariat. La question parlementaire apparaît bien mince en face de la question fondamentale de la destruction de l'État bourgeois et de l'érection du prolétariat en classe dirigeante avec l'instauration de l'État de la dictature du prolétariat, condition sine qua non, aux yeux de Marx-Engels, du socialisme.

Dès la fondation du parti ouvrier (1879), une dure lutte se déroula dans ses rangs. Elle aboutit en 1882 à la scission entre marxistes (appelés aussi guesdistes) et possibilistes (partisans de Malon et Brousse).

84 Cf. Marx à Engels, 30 septembre 1882.

Je ne partage pas les idées de Bernstein sur l'extension de l'organisation des Malon et Brousse [85]. L'analyse donnée à l'époque par Guesde sur les « nombreuses » (!) délégations au Congrès de Saint-Etienne n'ont pas été démenties ; cependant ce serait une dispute pour les beaux yeux de la princesse. La première organisation d'un véritable parti ouvrier en France date du congrès de Marseille. Or, à ce moment-là, Malon se promenait en Suisse ; Brousse n'était nulle part, et *Le Prolétaire* - y compris ses syndicats - se tenait sur la défensive.

[91]

Cassure dans le Parti ouvrier français

Retour à la table des matières

Nos amis français viennent de récolter ce qu'ils ont semé [86]. Ce que nous leur avions prédit s'est littéralement réalisé. Avec leur impatience, ils ont gâché une position remarquable que l'on ne pouvait exploiter qu'en étant discrets et en sachant attendre. Ils sont tombés dans le piège que leur ont tendu, dans la bonne vieille manière allianciste [87], les Malon et Brousse, qui utilisent la calomnie purement allusive, ne citant jamais des noms et complétant en secret, verbalement. Ils y sont tombés comme des gamins (et Lafargue en tête), en répondant par des attaques *nominales et ouvertes*, si bien qu'ils sont décriés comme ayant rompu la paix. Par-dessus le marché, leur polémique est puérile : c'est ce qui apparaît dès qu'on lit la réponse de leurs adversaires. Ainsi Guesde escamote des passages notoires et essentiels de Joffrin, parce qu'ils sont incommodes pour lui, et il *passe sous silence* le fait que malgré son opposition le *Comité national* [88] a décidé que le

85 Cf. Marx à Engels, 22 novembre 1882.

86 Cf. Engels à Marx, 13 janvier 1882.

87 Engels fait allusion aux méthodes employées par les bakouninistes et autres anarchistes de la Ie Internationale dans leur lutte contre le Conseil général, dirigé par Marx-Engels.

88 Le *Comité national* du Parti ouvrier français fut créé à l'initiative des chefs de l'aile droite, Benoît Malon et Paul Brousse, mi-octobre 1881 à la veille du Congrès de Reims qui ratifia la décision, les 44 délégués appartenant en majeure partie à l'aile possibiliste. En même temps, *Le Prolétaire* (dirigé par les possibilistes) fut déclaré l'organe officiel du parti. Une résolution ambiguë

programme de Joffrin était plus radical que le programme minimum, de sorte que celui de Joffrin était autorisé par le [92] parti [89]. Ce que, bien sûr, Joffrin exhibe triomphalement vis-à-vis de Guesde [90]. Et Lafargue, de son côté, rédige ses articles de sorte que Malon puisse lui répondre : Mais qu'avons-nous dit d'autre sinon que les luttes des communiers du moyen âge contre la noblesse féodale étaient des *luttes de classes* - et c'est ce que vous, monsieur Lafargue, vous contestez ?

À présent, je reçois de Paris une lettre de lamentations sur l'autre : ils seraient battus sans espoir et, dans une prochaine séance du Comité national, ils recevraient même des coups ; Guesde est tout aussi désespéré qu'il était euphorique il y a un mois, et il ne voit pas d'autre salut que de faire sécession avec sa minorité. À présent qu'ils s'aperçoivent avec étonnement qu'ils doivent manger le brouet qu'ils ont

---

fut prise à propos du programme minimum, dont le congrès décida qu'il ne correspondait pas pleinement aux volontés ouvrières, si bien que les organisations locales étaient « libres » d'élaborer leurs propres programmes. En même temps, le congrès affirmait que le programme minimum était valable aussi longtemps qu'il ne serait pas remplacé.

Avec la création du Comité national, les chefs possibilistes cherchèrent à chasser les marxistes de la direction du parti. Pour cela, ils composèrent le Comité national avec cinq délégués nommés par chacune des six fédérations. Les marxistes ne disposèrent que de cinq délégués de la fédération du Nord, si bien que la direction se trouva aux mains de la droite.

89 Lors d'une élection complémentaire en 1881, le métallurgiste Jules Joffrin, partisan notoire de Brousse et Malon, se présenta à une élection complémentaire, en revendiquant non pas le programme officiel du parti, mais les thèses de la Ier Internationale qui, comme on le sait, avaient également Marx pour auteur. Mais ce faisant, il ne voulait pas suivre la ligne marxiste, mais opérait plutôt une manœuvre antimarxiste. En effet, en revendiquant - comme possibiliste d'aujourd'hui - le programme de la Ier Internationale, il prétendait se rattacher aux alliancistes ou bakouninistes de l'A.I.T. et, par ce tour de passe-passe, s'opposer à la ligne marxiste... avec le propre programme des marxistes. Ceux qui étaient trompés dans cette manœuvre, c'étaient les ouvriers qui, dans tous les cas, aspiraient au programme marxiste.

90 Dans une lettre au rédacteur de *L'Égalité* (Jules Guesde), Joffrin accusa celui-ci d'avoir rompu la discipline de parti, tandis que lui-même, contrairement à Guesde, avait défendu lors des élections à Montmartre le programme ratifié par le Comité national. Cette lettre fut publiée par *Le Prolétaire* du 7 janvier 1882.

préparé eux-mêmes, ils en arrivent à la décision louable de laisser de côté toutes les questions de personnes.

Parti ouvrier français et syndicats

Retour à la table des matières

Ci-inclus une lettre de Lafargue que tu voudras bien me renvoyer, étant donné que je ne l'ai reçue qu'aujourd'hui [91]. Il devra donc faire un tour en prison d'ici quelques jours.

[93]

Ce sont des fous incurables. Si Guesde et Lafargue sont au cachot à Montluçon, le journal (*l'Égalité*) est à peu près sûrement fichu. Le gouvernement n'ose pas les traîner devant les tribunaux de Paris, mais il peut se permettre de les rendre l'un après l'autre inoffensifs, en douce. Ils auraient dû éviter tout prétexte, et non se lancer dans ces bêtises bakouninistes, tant que le journal n'était pas consolidé.

J'ai prié Lafargue de m'informer de la force relative des deux partis, ainsi que de l'histoire Maret-Godard [92]. Tu vois sa réponse [93]. Il est

91 Cf. Engels à Marx, 23 novembre 1882.

92 Engels fait allusion à une querelle surgie entre le journaliste anarchiste Godard et un groupe de guesdistes lors d'une réunion aux Batignolles. Les guesdistes avaient accusé le député radical Henri Maret d'être payé par une société de gaz. Godard qui s'était fait le défenseur de Maret (bien que son confrère anarchiste Crié ait confirmé la vénalité de Maret) crut pouvoir se tirer de la polémique par un duel. Engels et Marx voyaient avec dépit leurs partisans se laisser entraîner dans des polémiques aussi peu socialistes.

93 Cf. la lettre du 13 novembre 1882 de Lafargue à Engels. On y lit notamment : « L'influence des possibilistes baisse tous les jours ; en province où ils n'ont pu intriguer avec des personnalités, elle est presque nulle. Il n'y a que quelques malcontents, rejetés de nos rangs, qui se rallient à eux ; à Paris, ils conservent encore une certaine force, grâce au caractère mixte de la classe ouvrière parisienne. Cependant ils baissent dans l'opinion publique ; on commence à comprendre qu'ils ne sont que des radicaux affublés d'un faux titre et que toutes leurs querelles avec les Clémenceau et les autres radicaux ne sont que des querelles de personnes : ils ambitionnent leur situation politique. » (Cf. Fr. ENGELS/Paul et Laura LAFARGUE, *Correspondance,* t. 1, 1868-1886, Ed. sociales, 1956, p. 92.)

manifeste que c'est précisément pour l'amour des chambres syndicales que Malon et Cie ont sacrifié le programme et tout le passé du mouvement depuis le Congrès de Marseille. Sa force apparente est donc sa véritable faiblesse : si l'on dégrade son programme au niveau des syndicats les plus ordinaires, on obtient certes très facilement « un grand public » [94].

[94]

Masses et dirigeants

Retour à la table des matières

En France, les candidats ouvriers ont obtenu 20 000 voix à Paris et 40 000 en province [95], et si les dirigeants n'avaient pas fait bêtise sur bêtise depuis la fondation du parti ouvrier collectiviste, les résultats eussent encore été meilleurs. Mais là aussi les masses sont meilleures que la plupart des dirigeants. Certains candidats parisiens ont perdu des milliers de voix parce qu'ils se sont lancés en province dans les

94 Dans sa réponse du 27 novembre 1882 à Engels, Marx précise le point suivant : « En ce qui concerne les " syndicats " parisiens, je sais aussi par mes informateurs impartiaux de Paris (que j'ai rencontrés lors de mon récent séjour à Argenteuil) qu'ils sont, si possible, encore pire que les syndicats londoniens. »

Pans cette lettre, Engels fait allusion à une manœuvre désormais classique des réformistes : chercher à transformer le parti politique du prolétariat en une organisation floue, sans principes affirmés, ouverte à tout le monde, en assimilant le parti aux syndicats (dont il est normal qu'ils ne réclament pas une idéologie, ni une position politique unique, puisqu'ils sont ouverts à tous les travailleurs sans distinction en vue de la défense de leurs intérêts économiques immédiats). C'est dans cet esprit que Lénine combattit les dirigeants du Parti communiste ouvrier d'Allemagne (K.A.P.D.) qui voulaient ramener le parti politique aux organisations économiques (conseils) de classe.

La réponse marxiste à ces manœuvres de subordination du parti aux syndicats est, tout au contraire, la direction politique des syndicats par le parti dans la lutte pour le socialisme. Elle n'est, en aucun cas, dans l'indépendance des organisations ouvrières les unes par rapport aux autres - comme une certaine direction de la social-démocratie l'a prônée après la mort de Marx-Engels entre parti et syndicats.

95 Cf. Engels à Bebel, 25 août 1881.

phrases révolutionnaires creuses (qui font partie certes des coutumes de Paris, comme la criée chez les camelots), mais là-bas ils ont été pris au sérieux, et les gens se sont dit : faire une révolution avec quoi, puisque nous n'avons ni armes ni organisation ? Au reste, le développement français suit son cours régulier, normal et tout à fait nécessaire sous forme pacifique, et cela est en ce moment très utile, parce que sans cela la province ne pourra être entraînée sérieusement dans le mouvement... [96].

[95]

Nos amis français semblent encore ne pas en avoir assez de toutes les bêtises qu'ils ont commises depuis deux ans avec leur zèle intempestif, leur copinage, leur besoin de déclamation, etc. [97]. *Le Citoyen* a été vendu, semble-t-il, aux bonapartistes qui, certes, n'ont pas mis carrément les nôtres à la porte, mais ne les paient plus et, pour le reste, les traitent en canaille, comme s'ils voulaient les forcer à faire grève pour s'en débarrasser ensuite. Par-dessus le marché, tous les nôtres se chamaillent entre eux, comme cela se passe si souvent quand les choses tourment mal. L'un des plus malheureux est Brousse, un très brave garçon, mais d'une confusion la plus extrême : pour dire les choses sans détour, il tient pour le premier devoir de tout le mouvement de convertir tous ses ex-amis anarchistes. C'est lui aussi qui à l'époque a conçu la folle résolution de refuser de faire acte de candidature [98]. Au reste, le cours régulier et pacifique de mouvement en

96 Dans la suite de cette lettre, Engels explique à Bebel comment le prolétariat allemand devient, au cours des années 1880, une véritable classe au sens moderne, le centre de gravité de l'industrie se déplaçant de la Saxe des artisans tisseurs vers les grandes villes minières et industrielles. Cf. MARX-ENGELS, *Le Parti de classe*, t. III, p. 171-175.

La France prend manifestement à cette époque du retard par rapport à l'Allemagne.

97 Cf. Engels à Karl Kautsky, 27 août 1881.

98 Engels fait allusion à la candidature de membres du Parti ouvrier français aux élections pour l'Assemblée nationale.

L'Émancipation du 31 octobre au 24 novembre 1880, paraissant à Lyon, préconisait, notamment sous la plume de Paul Brousse, Jules Guesde et Benoît Malon, l'abstention dans les élections, étant donné que « l'organe du parti ouvrier ne peut en aucune façon servir à établir des candidatures ». Lorsque le journal cessa de paraître, l'engagement pris par la rédaction devint caduc, et Guesde fit acte de candidature à Roubaix lors des élections lé-

France n'est, en fin de compte, que favorable pour nous. C'est seulement si la province - comme c'est le cas depuis 1871 - est de plus en plus entraînée dans le mouvement et apparaît comme une puissance dans l'État, sous forme normale, légalement, que la forme de développement par à-coups que nous avons connue jusqu'ici en France, avec une action partant de Paris et une réaction de la province qui rejette le mouvement en arrière, peut prendre fin dans notre intérêt à tous. Si le moment vient alors pour Paris d'agir, la capitale n'aura pas la province contre elle, mais avec elle pour l'appuyer.

[96]

La polémique dans le mouvement socialiste des années 1880

Retour à la table des matières

Je vous suis très reconnaissant de m'avoir écrit pour cette affaire de *L'Égalité* [99]. De plus, le point spécial dont il s'agit me fournit l'occa-

---

gislatives du 21 août 1881, tandis que Malon et Brousse l'attaquèrent violemment pour avoir rompu sa promesse.

C'est en août 1881 que le Parti ouvrier français présenta pour la première fois des candidats aux élections.

99 Cf. Engels à Eduard Bernstein, 25 octobre 1881.

Toute la partie qui suit forme un tout dans lequel Marx-Engels ne donnent pas tant des conseils aux dirigeants ouvriers français (pour cela le lecteur se référera notamment à la *Correspondance* avec Lafargue déjà citée). En effet, on y trouve spécialement l'appréciation générale du mouvement ouvrier français, ainsi que ses rapports avec le reste du mouvement socialiste européen.

Le lecteur, au travers de mille épisodes - parfois ridicules, souvent odieux - et des chamailleries de personnes, devra cependant y découvrir l'effort pour forger pour la première fois un parti de classe, au sens moderne du terme, du prolétariat français. C'est assurément la tâche la plus rude des révolutionnaires.

Dans ces textes, le lecteur devra en outre savoir lire, par exemple dans les passages sur les mérites et le génie de Marx, l'effort de Marx-Engels d'introduire dans le mouvement ouvrier français la théorie dite du socialisme allemand, qui, pour la première fois, donnera aux prolétaires français une vision du processus international de la révolution et les soudera aux organisa-

sion de vous expliquer quelle est la position de Marx et, en second lieu, quelle est aussi la mienne vis-à-vis du mouvement français. Et par cet exemple, vous aurez la règle de notre attitude vis-à-vis des autres mouvements non-allemands dans la mesure où ils nous sont sympathiques, et nous à eux.

[97]

Je suis bien aise que vous ne soyez pas en mesure de donner actuellement une aide financière à *L'Égalité*. La lettre de Lafargue a été encore un de ces *coups de tête* * dont les Français - notamment ceux qui sont nés au sud de la ligne Bordeaux-Lyon - ne peuvent se passer de temps à autre. Il était si sûr de faire un coup de génie en même temps qu'une gaffe, qu'il n'en a parlé qu'après coup à sa femme (qui lui en évite pas mal). À l'exception de Lafargue, qui est toujours pour que l'« on fasse quelque chose » - *n'importe quoi* * - nous étions unanimes ici contre une *Égalité* n° 3. Avec leurs 5 000 francs - s'ils les avaient vraiment ! - je leur avais promis une durée de 32 numéros. Si Guesde et Lafargue veulent à toute force se faire une réputation de *tueurs de journaux* * à Paris, nous ne pouvons pas les en empêcher, mais nous ne ferons rien de plus. Si le journal réussit contre toute at-

---

tions ouvrières de tous les autres pays. Bref, le lecteur devra lire entre les lignes comment Marx-Engels s'efforceront de combler, dans le domaine théorique et organisationnel, les lacunes dont souffrent traditionnellement les ouvriers français, afin de hausser leur parti au niveau des tâches grandioses de la révolution et du socialisme modernes.

Il est symptomatique que Bernstein ait publié - en partie, naturellement - cette correspondance, d'abord en français dans *Le Mouvement social*, n° 45, 1° novembre 1900, avec une courte présentation, puis en allemand dans *Die Briefe von Friedrich Engels an Eduard Bernstein. Mit Briefen von Karl Kautsky an ebendenselben. Herausgegeben von Eduard Bernstein*, Berlin, J. H. W. Dietz, 1925, 217 p.

Bernstein remarque pour commencer, et c'est caractéristique de son système de pensée : « On verra, d'après notre correspondance ultérieure, que dans l'appréciation de la polémique des socialistes français, dont Engels raconte ici le début, il y avait entre nous - malgré notre accord fondamental - une divergence de vues qui, par moments, prenait un caractère aigu. »

Bernstein explique le point de départ de cette correspondance : il avait écrit à Engels pour l'informer que Lafargue s'était adressé à lui pour demander à Karl Höchberg - dont il était le secrétaire - une somme importante pour publier un nouvel hebdomadaire, *L'Égalité*. Engels lui répondit en lui décrivant en gros la situation dans le mouvement ouvrier français.

tente, et devient véritablement bon, nous pourrons toujours, s'il traverse une passe difficile, voir ce que nous pourrons faire. Mais il est absolument nécessaire que ces messieurs apprennent enfin à gérer convenablement les fonds dont ils disposent.

Le fait est que nos amis français, qui veulent fonder le parti ouvrier, ont depuis 12-15 mois commis bévue sur bévue, et cela se rapporte à tous sans exception. La première, c'est Guesde qui l'a faite, lorsque - par purisme absurde - il empêcha Malon d'accepter le poste qui lui était offert comme rédacteur à la rubrique du mouvement ouvrier dans le journal *L'Intransigeant*, avec un appointement de 12 000 francs. *Ce fut le point de départ de toute la querelle.* Vint ensuite la bêtise impardonnable de *l'Émancipation*, où Malon s'est laissé duper par de fausses promesses que lui avaient faites les Lyonnais (les plus mauvais ouvriers de France), mais où Guesde brûlait au même degré d'avoir *à tout prix* * un journal. À cette affaire succéda la [98] vaine dispute à propos de l'abstention aux élections, où il est possible que Guesde ait commis la faute de forme que vous lui reprochez ; mais il est clair aussi, pour moi, que Malon cherchait l'occasion d'une querelle [100]. Enfin, l'entrée de nos amis au *Citoyen français* de M. Bourbeau - alias Secondigné, aventurier notoire - puis leur sortie, qui fut causée non par une raison politique mais par une question purement privée de non-paiement d'honoraires. Ensuite l'entrée de Guesde dans cette société très mélangée qu'est le *Citoyen* dans sa formule la plus récente, et celle de Malon et de Brousse dans ce pitoyable *Prolétaire*

[100] Dans son commentaire, Bernstein affirme « qu'Engels, induit en erreur par des lettres tendancieuses qu'on lui envoyait de France, a trop mal jugé Benoit Malon ». A l'en croire, « ce n'était ni l'envie ni le chauvinisme qui ont inspiré les critiques qu'il adressait à Marx ». Et Bernstein d'affirmer : « Marx voyait toujours en Malon l'ancien collaborateur de Bakounine à *l'Alliance de la démocratie socialiste*, fondée par ce dernier. » Au reste, lui, Bernstein, « ne juge pas aussi sévèrement que Marx les procédés de Bakounine dans cette affaire. Pourtant, je reconnais, sans réserve, que Marx, en tant que socialiste, défendait vis-à-vis de Bakounine la cause supérieure. » Bref, aux yeux de Bernstein, « dans toute son attitude, Malon est resté un modeste ouvrier, bien qu'il ait cessé de travailler manuellement pour se vouer à des tâches intellectuelles. Tout en faisant ces constatations, je suis loin d'insinuer que j'approuvais alors tous ses actes. » Bref, en étant l'ami de tout le monde, Bernstein n'est l'ami de personne, ce qui lui permet de planer au-dessus du parti en étant toujours opportuniste.

qu'ils avaient toujours - Malon du moins - combattu en sous-main comme étant une vulgaire feuille de chou.

Le Prolétaire était le journal de la clique la plus bornée de tous les ouvriers parisiens avides d'écrire. Il avait pour règle que seuls les authentiques travailleurs manuels pouvaient y participer aux discussions et y écrire. La haine la plus bornée - à la Weitling - contre les « intellectuels » y était à l'ordre du jour. Aussi ce journal était-il absolument creux. Il n'en avait pas moins la prétention d'être *la plus pure expression* * du prolétariat de Paris. D'où, en dépit de toutes les apparences d'amitié, une sournoise haine mortelle et d'incessantes intrigues contre les journaux du même genre, y compris les deux *Égalité*.

Quand Malon vient maintenant prétendre que le Parti ouvrier français tente de se donner un organe avec *Le* [99] *Prolétaire*, à quoi bon alors une *Égalité* rivale ? Malon sait mieux que quiconque : 1° que les deux premières *Égalité* existaient également à côté du *Prolétaire*, du simple fait 2° que l'on ne pouvait rien faire du *Prolétaire* (et Malon connaît aussi bien les gens du *Prolétaire* que Guesde), et 3° que la couple de benêts du *Prolétaire* ajoutés à Malon et Brousse sont loin de constituer le Parti ouvrier français. Il sait donc que ce sont là de mauvais prétextes et qu'il veut tout simplement avoir un organe *à lui* avec *Le Prolétaire*, parce qu'il est brûlé partout ailleurs.

Néanmoins ce qui attache Malon et Brousse à cette feuille de chou, c'est leur commune jalousie vis-à-vis de Marx. Pour la masse des socialistes français, c'est une abomination que la nation qui a gratifié le monde des *idées françaises*, qui a le monopole des idées, et Paris, *centre des lumières* *, doivent maintenant recevoir toutes prêtes les idées socialistes de l'Allemand Marx. Mais il s'agit bel et bien d'un fait. De plus Marx nous est si supérieur à tous par son génie, par sa conscience scientifique presque excessive, par son fabuleux savoir, que si quelqu'un s'avisait à critiquer ses découvertes, il ne ferait que se brûler les doigts : il faudra pour cela une époque plus avancée. Si donc les socialistes français (ou mieux la plupart d'entre eux) sont obligés, bon gré mal gré, de s'incliner devant l'inévitable, cela ne va pas sans quelques grincements de dents.

Ainsi donc, les gens du *Prolétaire* prétendent que Guesde et Lafargue sont les porte-parole de Marx - ce qui signifie dans la langue

des initiés : *ils veulent vendre les ouvriers français aux Prussiens et à Bismarck* [101].

[100]

Or, monsieur Malon laisse entendre très distinctement ce murmure dans tous ses écrits, et ce sous la forme la plus indigne : Malon s'efforce de trouver d'une manière ou d'une autre aux découvertes de Marx d'autres pères (Lassalle, Schaeffle, voire De Paepe !). Certes il est tout à fait normal qu'on ait un autre avis que les gens du parti, quels qu'ils soient, pour ce qui est de leur manière d'agir dans tel ou tel cas, ou bien que l'on diverge et discute sur un point de théorie. Mais contester à un homme comme Marx les conquêtes les plus personnelles avec autant d'acharnement décèle une mesquinerie dont seul est capable, est-on tenté de dire, un typographe, dont vous avez sans doute eu l'occasion vous-même d'expérimenter la fatuité. Il m'est tout à fait incompréhensible que l'on puisse envier un génie. C'est une chose d'espèce si particulière que nous, qui n'avons pas de génie, savons d'emblée que c'est quelque chose d'inaccessible ; mais pour être capable de l'envier, il faut vraiment être d'une mesquinerie maladive. Or la façon voilée dont Malon s'y prend n'arrange rien. En trahissant partout un manque de connaissance et d'esprit critique, il ne fait que se déshonorer lui-même en fin de compte, et si l'on devait un jour ou l'autre examiner le contenu réel de sa belle *Histoire du socialisme « depuis les temps les plus reculés » (sic)* et autres élucubrations de Malon, cela pourrait être très désagréable pour lui.

---

101 Bernstein, dont la vue est toujours courte, trouve évidemment qu'Engels exagère lorsqu'il décèle du chauvinisme dans l'attitude des « gens du *Prolétaire* » : « Ce n'étaient ni l'envie et la malveillance, ni le chauvinisme qui incitèrent Malon à chercher les thèses majeures de l'enseignement de Marx chez Vidal, Pecqueur et d'autres socialistes des années 1840 ou du siècle passé. C'est tout simplement (sic) parce que de prétendues autorités du marxisme ont fait passer pour des thèses importantes de la théorie de Marx des idées que l'on trouve déjà chez Vidal, Pecqueur, etc., et chez divers socialistes anglais » !

Bernstein ne peut évidemment lier le chauvinisme sournois des « socialistes » du Parti ouvrier français avec la trahison irrémédiable de l'union sacrée avec l'impérialisme français en 1914, à laquelle succomba même un Guesde - ce qui prouve combien le mal chauvin est profond.

Brousse est à vrai dire d'une confusion la plus désespérée que j'aie jamais vue. De l'anarchisme il a laissé tomber l'anarchie, c'est-à-dire la lutte contre l'action politique et les élections, mais il conserve toutes les autres phrases, et surtout la tactique. Ainsi il raffine actuellement dans *Le Prolétaire* dans des articles dirigés contre Guesde (sans le nommer) sur la question insoluble de savoir comment constituer une organisation excluant la possibilité d'une dictature (celle de Guesde ! [102]). C'est la faute commune [101] de Lafargue, Guesde et Malon que cette absolue incapacité littéraire et théorique, qui sait cependant à merveille couper les cheveux en quatre, puisse à nouveau jouer un rôle.

---

[102] Bernstein défend évidemment la thèse d'un parti de la liberté de pensée et d'action contre la discipline, la coordination et la centralisation. Ainsi, dans son commentaire, s'en prend-il à l'autoritarisme (sic) de Guesde et de Lafargue : « En revenant en France avec le projet de *programme minimum* du nouveau parti, élaboré à Londres [et non à Paris, ô scandale], Guesde et Lafargue s'apprêtaient à l'imposer en invoquant l'autorité de Marx... Au congrès constitutif du parti ouvrier, à la fin de l'été 1880, au Havre, le projet fut voté quasiment sous le fouet. Aussi suscita-t-il une hostilité dont les conséquences furent graves. Lors d'une élection complémentaire en 1881, le métallurgiste Jules Joffrin, candidat acquis à Brousse et Malon, se présenta devant les électeurs non pas avec le programme minimum, mais avec les thèses de la Ier Internationale qui, comme en le sait, avaient aussi Marx pour auteur. [Nous avons vu, plus haut, quel fut le sens réel de cette manœuvre qui n'avait rien d'un hommage à Marx.] L'hebdomadaire *L'Égalité,* dirigé par Guesde et Lafargue, refusa d'appuyer la candidature de Joffrin [Bernstein ne dit-il pas lui-même que c'est le « candidat acquis de Brousse et de Malon » ?]. La querelle qui s'ensuivit dans le parti devait être portée devant le Congrès de Saint-Etienne du printemps 1882. Lors du débat sur la validation des mandats, il y eut un vote hostile à la fraction de Guesde-Lafargue. Sans se concerter d'abord avec Guesde et les autres représentants qui en furent tout ébahis, Lafargue les exhorta à quitter le congrès. Il ne resta à la majorité de la fraction - y compris Guesde -qu'à suivre son appel. On alla à Roanne, ville industrielle proche de Saint-Etienne, et on y fonda son propre parti. [C'est ainsi que la « petite histoire » voit l'opposition entre marxistes et possibilistes.] Ainsi était consommée la scission dans le parti ouvrier qui venait à peine d'être fondé. » Et Bernstein de conclure par une véritable anticipation de l'actuelle théorie de l'autonomie des partis nationaux de Moscou, c'est-à-dire de la désagrégation de tout mouvement ouvrier : « Je déconseillais énergiquement à la social-démocratie allemande toute espèce d'immixtion dans la querelle et toute prise de position vis-à-vis des antagonistes. » (Les remarques entre crochets sont de nous.)

Venons-en enfin à Guesde. Au plan théorique, c'est, de tous les Parisiens, l'esprit le mieux formé ; c'est, en outre, l'un des rares qui ne prennent pas ombrage de l'origine allemande du socialisme actuel. *Hinc illae lacrimae* : D'où toutes les larmes ! C'est la raison pour laquelle ces messieurs du *Prolétaire* affirment que Guesde n'est que le truchement de Marx, ce que Malon et Brousse colportent avec des mines attristées. Nul n'y pense, en dehors de cette clique. Je reviendrai plus loin sur la part de vérité dans tout cela. On se plaît à dire qu'il a un appétit de domination. C'est bien possible. Chacun de nous aime dominer, en ce sens qu'il voudrait faire dominer ses idées. Que Guesde le recherche par la voie droite et Malon par l'oblique témoigne en faveur du caractère de Guesde et montre la plus grande habileté de Malon, surtout vis-à-vis d'un [102] peuple comme celui de Paris, qui ne veut pas se laisser commander en quoi que ce soit, mais ne se laisse pas moins conduire par le bout du nez avec volupté. Au demeurant, il arrive toujours un moment où l'on dit de quiconque vaut quelque chose qu'il aime dominer, et je n'en conclus jamais qu'une chose : il n'y a rien de réel à dire contre cet homme.

Guesde a de tout autres défauts. Premièrement, cette superstition parisienne selon laquelle il faut continuellement prodiguer le mot révolution, et deuxièmement son impatience sans limites. Il souffre des nerfs ; croyant qu'il n'en a plus pour longtemps à vivre, il veut à toute force être témoin d'un grand événement. C'est de là et de son excitation maladive qu'il tire ce besoin exagéré d'action, qui souvent gâte les choses [103].

---

103 Reprenant cette formule d'Engels, Trotsky esquisse magistralement le portrait de l'opportunisme dans son fameux *1905* :

« On prendra peut-être pour un paradoxe l'affirmation qui consisterait à dire que le trait psychologique de l'opportunisme, c'est SON INCAPACITÉ D'ATTENDRE. Il en est pourtant ainsi. Dans les périodes où les forces sociales alliées et adversaires, par leur antagonisme comme par leurs réactions mutuelles, amènent, en politique, le calme plat ; quand le travail moléculaire du développement économique ne fait que renforcer les contradictions sans rompre encore l'équilibre politique, et semble plutôt l'affermir provisoirement et lui assurer une sorte de pérennité, l'opportunisme, rongé d'impatience, cherche autour de lui de « nouvelles voies », de « nouveaux moyens » pour réaliser. Il s'épuise en plaintes sur l'insuffisance et l'incertitude de ses propres forces, et il recherche des " alliés ". Il se jette avidement sur le fumier du libéralisme. Il le conjure. Il invente pour l'usage du libéra-

[103]

Ajoutez à cela l'incapacité qu'ont les Français, et particulièrement les Parisiens, à concevoir les divergences autrement que sous un aspect personnel. Ainsi il vous deviendra clair qu'au premier petit succès ces messieurs ont cru être arrivés au but, et voulurent se partager la peau de l'ours avant de l'avoir abattu, d'où leur querelle.

Au demeurant, les brochures et les articles de Guesde sont les meilleurs qui aient paru en langue française ; c'est, en outre, l'un des meilleurs orateurs, qu'il y ait à Paris. Nous l'avons toujours trouvé franc et loyal.

À nous, maintenant. Nous, c'est-à-dire Marx et moi, n'entretenons même pas de correspondance avec Guesde. Nous ne lui avons écrit qu'à l'occasion d'affaires déterminées. Ce que Lafargue écrit à Guesde, nous ne le savons que d'une manière générale, et nous sommes loin d'avoir lu tout ce que Guesde écrit à Lafargue. Dieu sait quels projets ont été échangés entre eux, sans que nous n'en sachions absolument rien. Marx, comme moi, a donné de temps en temps un conseil à Guesde par l'intermédiaire de Lafargue, mais c'est à peine s’il a jamais été suivi.

---

lisme des formules spéciales d'action. Mais le fumier n'exhale que son odeur de décomposition politique. L’opportunisme, alors, picore dans le tas de fumier quelques perles de démocratie. Il a besoin d'alliés. Il court à droite, à gauche, et tâche de les retenir par le pan de leur habit à tous les carrefours. Il s'adresse à ses « fidèles » et les exhorte à montrer la plus grande prévenance à l'égard de tout allié possible : " Du tact, encore du tact, et toujours du tact ! " Il souffre d'une certaine maladie qui est la manie de la prudence à l'égard du libéralisme, LA RAGE DU TACT - et, dans sa fureur, il administre des soufflets et porte des blessures aux gens de son propre parti. »

Un exemple moderne qui crève les yeux de cet opportunisme est fourni par les programmes électoraux successifs, depuis les années 1920 à aujourd'hui, du parti qui se dit encore communiste : à force de faire à chaque élection nouvelle une concession à une classe non prolétarienne et à enlever un point du programme ouvrier de classe, il ne reste absolument plus rien de communiste au programme de ce parti, et ce, soi-disant, pour gagner une efficacité sans cesse accrue : c'est ainsi que l'on renie le programme et l'action de classe, et que l'on devient un parti non seulement petit-bourgeois, mais encore anti ouvrier, puisque l'on emploie toutes ses forces à contenir et à éliminer les revendications de classe des prolétaires. Il faut dire que le terrain électoral (c'est-à-dire parlementaire) favorise au maximum l'opportunisme.

Certes, Guesde est venu ici quand il s'est agi d'élaborer le *projet* de programme pour le Parti ouvrier français. En présence de Lafargue et de moi-même, Marx lui a dicté les *considérants* de ce programme, Guesde tenant la plume : le travailleur n'est libre que s'il est en possession de ses moyens de travail, sous forme soit individuelle, soit collective ; la forme de propriété individuelle étant chaque jour davantage dépassée par le développement économique - il ne reste donc que la forme de possession collective, etc. Bref, c'est un chef-d'œuvre de démonstration frappante, susceptible d'être exposée aux masses en quelques mots clairs, comme je n'en connais que peu, moi-même ayant été étonné par sa concision. Le contenu suivant de ce programme [104] fut ensuite discuté : certains points nous les avons introduits ou écartés, mais combien peu Guesde était le porte-parole de Marx ressort du fait qu'il y a introduit sa théorie insensée du « minimum de salaire ». Comme nous n'en n'avions pas la responsabilité, mais les Français, nous avons fini par le laisser faire, quoique Guesde lui-même en concédât l'absurdité théorique.

Au même moment Brousse était à Londres, et il aurait volontiers assisté à la réunion. Cependant Guesde n'avait que peu de temps et s'attendait de la part de Brousse à d'interminables discussions sur des formules anarchistes mal assimilées, si bien qu'il tint à ce que Brousse n'assistât pas à cette séance. C'était son affaire. Mais Brousse ne le lui a jamais pardonné, d'où ses chamailleries avec Guesde.

Ce programme fut ensuite discuté par les Français qui l'ont adopté avec quelques modifications, dont celles de Malon qui ne l'ont pas amélioré !

Ensuite j'ai écrit deux articles sur « Le Socialisme de monsieur Bismarck » pour *l'Égalité* n° 2 - telle est, que je sache, toute notre contribution active au mouvement français.

Mais ce qui fâche le plus les petits intrigants, qui ne sont rien mais voudraient être tout, c'est que Marx, par ses œuvres théoriques et pratiques, a conquis une position telle que les meilleurs éléments des mouvements ouvriers des différents pays lui font pleinement confiance. *Aux moments décisifs,* ils s'adressent à lui pour un conseil, et ils s'aperçoivent ensuite que son conseil est généralement le meilleur. Il s'est acquis une telle position en Allemagne, en France et en Russie, sans parler des pays plus petits. Ce n'est donc pas Marx qui impose

aux gens son opinion, et encore moins sa volonté, ce sont ces gens eux-mêmes qui s'adressent à lui. Et c'est sur quoi repose l'influence particulière de Marx, influence d'une importance extrême pour le mouvement.

Malon aurait voulu venir aussi, mais en recevant une invitation particulière de Marx par l'intermédiaire de Lafargue. Naturellement, il ne l'obtint pas. Nous étions disposés à traiter avec lui comme avec tout élément *de bonne volonté**, mais l'inviter ! Pourquoi ? A-t-on jamais invité qui que ce soit de cette façon ?

Marx - et moi en seconde ligne - avons la même position vis-à-vis des Français que vis-à-vis des autres mouvements nationaux. Nous sommes en relation constante avec [105] eux, pour autant que cela en vaut la peine et quand l'occasion se présente, mais toute tentative d'influencer les gens contre leur volonté ne pourrait que nous nuire et ruiner la vieille confiance qui date du temps de l'Internationale. Sans compter que nous avons trop d'expérience « des choses révolutionnaires » pour le faire.

Encore deux faits cependant :

1. Guesde et, avec lui, Lafargue, ont fait à Malon dans *L'Égalité* une réputation toute imméritée, pour ainsi dire une légende, et ce uniquement parce que l'écrivain Guesde, en vrai Français, croyait avoir besoin d'un *ouvrier* à ses côtés.

2. Je suis autorisé à vous faire savoir ce qui suit à l'usage du destinataire de votre lettre. Lissagaray, qui présidait la réunion dans laquelle Malon a dénoncé cette canaille de Lullier, m'écrit : alors que la réunion devait commencer, Lullier a prié Malon de s'entretenir brièvement avec lui. Malon y va et ne revient pas, jusqu'à ce qu'enfin son *comité* se mette à sa recherche (Lissagaray était le président du comité ainsi que de l'assemblée) et le trouve... dans un café très agréable en train de boire cordialement, commençant à s'entendre amicalement avec celui-là même qu'il accusait (avec raison) d'être la plus infâme canaille : Lullier. Si Malon n'avait pas dû partir à 9 h pour le Congrès de Zurich, la réconciliation risquait de s'accomplir. Et cela voudrait être un homme politique...

Pour ce qui est de *L'Égalité*, je pense qu'il vaut mieux pour le moment qu'on ne fonde *aucun* journal nouveau, du moins jusqu'à ce que

la situation à l'intérieur du parti se soit quelque peu éclaircie. S'ils veulent cependant sortir un nouveau journal, ni nous ni personne ne pouvons les en empêcher. Mais je ne vois pas comment on pourrait cette fois s'en tirer sans chamailleries entre *L'Égalité* et *Le Prolétaire.* Ce ne serait pas une catastrophe, mais tout de même une maladie infantile, dont on pourrait se passer.

... En ce qui concerne les Français, le mieux serait à présent d'abandonner à eux-mêmes MM. Malon et Brousse, et d'attendre tranquillement ce qu'ils sont capables de faire [104]. Mais ce n'est certainement pas ce qui va arriver. *L'Égalité* va paraître un de ces jours ; comme à l'accoutumée [106], dans *Le Prolétaire,* Brousse va calomnier en douce, attaquer les gens sans les nommer, et les autres manqueront assez de patience pour tomber dans le panneau, attaquer en disant les noms. Ils se feront alors traiter de trouble ménage, de sectaires, de diviseurs et d'aspirants dictateurs. Il est impossible de l'empêcher. Ces gens sont absolument incapables d'attendre que leurs adversaires s'enfoncent eux-mêmes dans le bourbier : ils ne peuvent s'empêcher de prolonger leur existence en polémiquant avec eux. Livrés à eux-mêmes, au bout de six mois, Malon et surtout Brousse se ruineraient eux-mêmes (et, probablement, mutuellement). Mais de la sorte cela peut durer encore longtemps.

Comme presque tous les congrès de ce genre, le Congrès de Reims a servi à en imposer au monde extérieur ; vu de près, c'est de la frime. Des « fédérations » représentées, seules existent réellement celles du Nord, du Centre et de l'Est, les autres n'existent que sur le papier. Celle de l'Algérie avait choisi comme délégué le *bourgeois* Henri Maret (député radical !!!). On voit là quels sont les alliés de Malon. Guesde avait demandé que les fédérations *réellement organisées* soient les seules à être représentées au Comité national : sa proposition fut rejetée. Cela fut falsifié, c'est-à-dire *escamoté* dans le compte rendu officiel du *Prolétaire.* La moitié des délégués du congrès et du *Comité national* ne représente donc *rien,* tout au plus une musique de l'avenir. La hâte avec laquelle Malon et Brousse ont déclaré « moniteur » *Le Prolétaire* sur lequel ils avaient fait main basse s'explique tout simplement du fait qu'ils voulaient à l'avance jouer un tour à

104 Cf. Engels à Eduard Bernstein, 30 novembre 1881.

L'Égalité attendue. Comme de coutume, toutes les décisions organisationnelles sont prises en fonction, non de leur utilité, mais de considérations d'opportunité des partis.

Le fait suivant caractérise la marxophobie de Malon lors du séjour de Lafargue à Paris au printemps dernier, Malon lui demanda de lui procurer une préface de Marx pour son *Histoire du socialisme*, nouvelle édition, Lafargue pouffa de rire et lui déclara que c'était mal connaître Marx que de supposer qu'il se prête à une telle comédie...

Tout compte fait, les gens de *L'Égalité* ont eu plus de chance qu'au fond ils n'en méritaient [105]. Malon et Brousse se sont profondément déconsidérés en affichant, à l'occasion [107] de la candidature de Joffrin, un programme édulcoré - en opposition aux décisions du Congrès de Reims - et en supprimant purement et simplement l'un des points mis en discussion à Reims, parce qu'il les dérangeait (cf. *Égalité*, n° 4, p. 7, Paris). Ils ont ainsi fourni à *L'Égalité* un argument juridique qui, dans les circonstances données, prouvait de manière irrécusable que les « autoritaires », les aspirants à la dictature, ce ne sont pas les Guesde et Cie, mais les Malon et Cie. A présent que la lutte est ouverte, nos sympathies vont naturellement à Guesde et ses amis. Au surplus, *L'Égalité* a depuis toujours un contenu infiniment supérieur à celui du *Prolétaire*. Une fois de plus, Malon et Brousse agissent en vrais bakouninistes ; ils reprochent à autrui des visées de dictature et, tout en portant aux nues l' « autonomie », ils veulent faire la loi, sans se préoccuper des décisions du parti.

En France, on a commis de grandes fautes de part et d'autre, mais en fin de compte, dans leur impatience de pousser à la crise et d'évincer *L'Égalité* (ce à quoi l'Union fédérative [106] n'a aucun droit), Malon

---

105 Cf. Engels à Eduard Bernstein, 6 janvier 1882.

106 *L'Union fédérative du Centre* - l'une des six fédérations composant le Parti ouvrier français - s'était créée en avril 1880 pour regrouper les organisations du parti de la région parisienne, soit environ 80 syndicats et groupes. Le bureau de cette union se trouvait aux mains des chefs de l'aile droite et opportuniste du parti - les possibilistes Paul Brousse, Benoît Malon et Jules Joffrin, autrement dit de la rédaction du *Prolétaire*.

et Brousse se sont si nettement mis dans leur tort que cela finira par mal tourner pour eux. De telles bévues seraient inexplicables chez des intrigants aussi fieffés que Malon et Brousse, s'ils n'étaient pas aux abois. Il semble, en effet, que *Le Prolétaire* soit à la dernière extrémité : s'il cesse de paraître, ils n'ont plus [108] de journal, et les autres en ont deux [107]. Aussi fallait-il que l'affaire se jouât pendant qu'ils avaient encore un organe pour répandre leurs desseins. Les infamies et les inventions pures et simples qu'ils propagent maintenant contre Guesde et Lafargue, etc., notamment le factum de Joffrin - élaboré non par celui-ci, mais par Malon et Brousse - sont tout à fait dans la manière de la vieille Alliance bakouniniste et éveillent en nous de vieux souvenirs. Le *Sozialdemokrat* a tout à fait raison de ne pas s'en mêler, tant que l'affaire n'est pas devenue plus claire ; je pense qu'il ne faudra pas attendre longtemps pour cela.

À Paris, c'est la scission dans le parti ouvrier [108]. Les gens de *L'Égalité* - nos meilleurs éléments, Guesde, Deville, Lafargue, etc. - ont été, sans autre forme de procès, mis dehors au dernier congrès du Centre de la France. Le *Sozialdemokrat* critique avec raison un tel procédé [109], et *L'Égalité* a traduit le passage en question. Sur quoi *Le*

Lors des réunions des 17 et 24 janvier 1882, la rédaction de *L'Égalité* et tous les groupes du parti sympathisant avec Guesde furent exclus de *l'Union fédérative du Centre.* Mais il n'y assistait que 48 groupes, sur les 80, représentés à ces réunions, et encore sur les 48 il se trouva 28 - soit à peine un peu plus du tiers de tous les groupes appartenant à *l'Union fédérative du Centre* - qui votèrent pour l'exclusion. La décision fut approuvée en mai 1882 par le congrès régional de Paris.

Après leur exclusion de *l'Union fédérative du Centre*, les guesdistes fondèrent leur propre fédération révolutionnaire et l'appelèrent la *fédération du Centre.*

107 Il s'agit de *L'Égalité* et du *Citoyen.*

108 Cf. Engels à August Bebel, 21 juin 1882.

Cette lettre ne figure pas, évidemment, dans la correspondance publiée par Bernstein, dans *Le Mouvement social* à propos de la polémique au sein du parti français. Nous la reproduisons ici parce qu'elle éclaire mieux la position véritable de Marx-Engels.

109 Cette remarque confirme que si Engels invitait Bernstein, dans la lettre précédente, à ne pas se mêler des affaires françaises, c'est sans doute parce qu'il craignait qu'il le fît dans un mauvais sens, et non parce que les Français formaient un mouvement autonome.

Prolétaire a répondu que sa tendance avait expliqué les choses à la direction du parti allemand, et se trouvait en accord complet avec cette dernière [110]. En as-tu eu vent ? Les gens du *Prolétaire* mentent de façon éhontée. Cependant, je me souviens de tant d'exemples où les gaffes les plus énormes ont été commises dans les affaires et les questions de personnes françaises. Pourrais-tu me dire ce qui est effectivement arrivé ? Je vais m'efforcer de t'envoyer l'extrait du *Prolétaire*. Malon, Brousse et Cie trouvent que leur travail de candidats ouvriers est trop fastidieux et se sont donc associés avec quelques bourgeois et hommes de [109] lettres radicaux, invitant de la sorte tout le reste de cette bande à une alliance. Ils estiment ainsi être élus plus vite. Leurs méthodes de lutte contre *L'Égalité* sont exactement aussi infâmes que les vieilles méthodes des bakouninistes.

En ce qui concerne la traduction dans *L'Égalité* d'un passage du *Sozialdemokrat* à propos de l'exclusion de nos gens par le congrès du Centre, *Le Prolétaire* publie un article hypocrite sur un « échange de lettres courtoises entre le Comité extérieur du parti ouvrier socialiste allemand et le *Comité national français* [111] ». Pouvez-vous m'informer à ce sujet de quoi que ce soit ? Je ne savais rien de l'existence d'un *comité extérieur* : est-ce le fameux comité de liaison [112] ?

La *Bataille* est à l'agonie - *c'est une défaite et méritée* *. Lissagaray s'est révélé être un journaliste parfaitement incapable : comme ses collaborateurs Malon et Brousse, il en appelle à la haine chauvine des Parisiens pour les Allemands contre Guesde, etc., les marxistes, les nébulosités allemandes, etc. Tout cela n'a pas empêché Lissagaray d'offrir aux propriétaires du *Citoyen* d'entrer dans ce journal. La rédaction a naturellement tout de suite décliné cette offre (ceci entre nous).

---

110 On n'a rien trouvé jusqu'à ce jour qui confirmât les assertions du *Prolétaire*. Si quelque chose a cependant été entrepris, ce fut sans doute en catimini.

111 Cf. Engels à Eduard Bernstein, 26 juin 1882.

Dans la correspondance qu'il publia dans *Le Mouvement social*, Bernstein ne reproduisit pas cette lettre.

112 Le congrès de Wyde du parti allemand d'août 1880 avait chargé la direction de mettre sur pied un comité de liaison internationale, afin d'établir et de développer des relations entre la social-démocratie allemande et les partis et organisations socialistes des autres pays.

Dans toutes les questions de politique internationale, il ne faut utiliser qu'avec la plus extrême défiance les journaux des partis français et italiens, qui font du sentimentalisme politique [113]. En revanche, nous autres Allemands, [110] nous avons le devoir, dans ce domaine aussi, de démontrer par la critique notre supériorité de théoriciens...

Votre plainte à propos des Français est la plainte éternelle de tout le monde : ce qui les domine, c'est l'instant, et la personne [114]. Je ne lis pas *Le Citoyen*, et je ne reçois *L'Égalité* que très irrégulièrement. Je ne sais pas si elle vit encore, et ne saurais donc juger de ce que l'on y a fait récemment. Mais une chose est certaine : il n'est pas possible de maintenir la paix avec Brousse. Il est et restera un anarchiste caractérisé, sauf qu'il a admis la participation aux élections. En rejetant les autres de la *fédération du Centre*, Malon et lui ont poussé la lutte à l'extrême, et Brousse la mène avec toute la tactique bakouniniste : calomnies, mensonges et toutes les infamies possibles. Il se peut que la tactique des autres soit parfois maladroite et puérile, qu'elle manque son but, qu'elle nous mette, nous étrangers, dans l'impossibilité d'intervenir en leur faveur (ce que nous avons ici aussi régulièrement refusé), mais la pierre d'achoppement c'est qu'il est, une fois pour toutes, impossible de marcher ensemble avec Brousse. Il n'est pas satisfait tant que sa petite clique n'aura pas tout le mouvement en main, à la manière de la vieille Alliance. Au demeurant, le « parti ouvrier » tout entier, avec ses deux fractions, ne représente qu'une partie infiniment minuscule des masses ouvrières parisiennes, celles-ci continuant toujours de suivre des gens comme Clemenceau, contre lequel, d'ailleurs, Guesde a mené sa polémique d'une manière beaucoup trop personnelle et, en général, tout autrement qu'il ne l'eut fallu. Clemenceau est fort capable d'évoluer grandement et, dans certaines circonstances, peut même aller beaucoup plus loin que maintenant, surtout s'il s'aper-

---

113 Engels à Eduard Bernstein, 9 août 1882.

Engels adresse, indirectement aussi, ce reproche aux dirigeants allemands, auxquels il explique, par ailleurs, avec ménagement, qu'il avait lui, autrefois, tendance à soutenir la lutte de tout peuple s’il était opprimé, alors qu'il faut considérer la signification historique et le sens de classe de tout combat, et ce à propos de la guerre des Balkans.

114 Engels à Eduard Bernstein, 22 septembre 1882.

cevait une bonne fois qu'il s'agit d'une *lutte de classes.* Mais, à la vérité, il ne le reconnaîtra que s'il y est *contraint.* Mais voilà : Guesde s'est mis une bonne fois en tête que la *république athénienne* * de Gambetta est beaucoup moins dangereuse que la *république spartiate* de Clemenceau, de sorte qu'il veut empêcher celle-ci, comme si nous - ou un quelconque parti au monde - pouvions empêcher qu'un pays traverse les étapes historiquement nécessaires de son évolution, sans compter qu'en France nous passerions difficilement de la *république à la Gambetta* au socialisme sans passer par une *république à la Clemenceau.* Or, sans cette vision de l'enchaînement historique nécessaire - donc du cours prévisible des événements - on ne saurait mener avec succès la politique de parti. Cependant j'ai renoncé sur ce point, et je laisse ces gens faire ce qu'ils veulent. Les Belges, avec leurs exhortations, n'obtiendront rien non plus.

La scission de Saint-Étienne au sein du Parti ouvrier français

Retour à la table des matières

En France, il y a eu la scission longtemps attendue [115]. Lors de la création du parti, il n'était sans doute pas évitable que Guesde et Lafargue marchent ensemble avec Brousse, mais Marx et moi nous ne nous sommes jamais fait d'illusions : cela ne pouvait pas durer. Le point de litige est purement de principe : faut-il conduire la bataille comme une *lutte de classe* du prolétariat contre la bourgeoisie ou est-il permis de manière tout à fait opportuniste - soit en traduction socialiste : possibiliste - de laisser tomber le caractère de classe du mouvement et du programme partout où l'on peut obtenir en échange plus de voix ou de partisans ? C'est en faveur de quoi Malon et Brousse se sont prononcés, sacrifiant le caractère de classe prolétarien et rendant la séparation inévitable. Et c'est bien ainsi. Le prolétariat se développe partout au travers de luttes internes, et il n'y a pas point d'exception pour la France, qui crée pour la première fois un parti ouvrier. En Allemagne, nous avons derrière nous cette première phase de lutte interne [avec les lassalléens], et nous en avons une autre devant nous.

---

[115] Cf. Engels à August Bebel, 28 octobre 1882.

L'unité est excellente tant qu'elle marche, mais il y a des choses qui sont au-dessus de l'unité. Et si, toute notre vie durant, Marx et moi nous avons combattu les prétendus socialistes plus que quiconque (car nous avons pris la bourgeoisie uniquement comme une seule *classe* et ne nous sommes presque jamais laissé entraîner à des luttes partielles contre des bourgeois), il n'est donc pas question de geindre parce que l'inévitable lutte a éclaté.

[112]

Depuis très longtemps j'ai voulu vous écrire sur les affaires françaises, mais je n'en ai l'occasion qu'aujourd'hui [116].

1. Saint-Etienne

En dépit des conseils bien intentionnés des Belges, l'inévitable s'est produit : les éléments inconciliables se sont séparés [117]. Et c'est une bonne chose.

---

116 Cf. Engels à Eduard Bernstein, 20 octobre 1882.

117 Dans cette lettre, Engels aborde la question de la scission intervenue en automne 1882.

Au Congrès de Saint-Etienne, qui commença le 15 septembre 1882, l'aile droite des possibilistes, après qu'elle se fut assurée la majorité par toutes sortes de manœuvres plus ou moins avouables, mena l'attaque contre les collectivistes. Ils empêchèrent pratiquement Guesde et ses amis de s'exprimer sur les problèmes fondamentaux, de sorte qu'ils furent poussés à quitter le congrès. Les 31 délégués guesdistes se réunirent le 26 septembre à Roanne.

À Saint-Etienne, les possibilistes liquidèrent le programme de parti marxiste, adopté au Havre en novembre 1880, et accordèrent aux différentes sections le droit d'établir leur propre programme électoral. Selon l'expression d'Engels, ces modifications « éliminèrent le caractère de classe du programme ». Le congrès des possibilistes exclut les éléments les meilleurs et les plus révolutionnaires - Jules Guesde, Paul Lafargue, Émile Massard, Gabriel Deville, Fréjac et Gustave Bazin - et se donna un nouveau nom : *Fédération française des travailleurs socialistes révolutionnaires.*

Les guesdistes se réunirent du 26 septembre au l° octobre 1882 à Roanne ; ils témoignèrent de leur fidélité au programme de 1880, qu'ils déclarèrent unitaire et valable pour tous les groupes et fédérations du parti. Ils enregistrèrent la trahison du Comité national à l'égard des principes du parti,

[113]

Au début, lors de la fondation du parti ouvrier, il fallut admettre tous les éléments acceptant le programme : s'ils le faisaient avec des réserves, ils devaient le montrer par la suite. Nous ne nous sommes jamais trompés ici sur Malon et Brousse : tous deux ont grandi à l'école des intrigues bakouninistes, et Malon fut même l'un des fauteurs et initiateurs de l'Alliance secrète de Bakounine (l'un des 17 fondateurs). Mais enfin, il fallait leur donner une chance de montrer s'ils avaient abandonné les pratiques bakouninistes, en même temps que la théorie de celles-ci. La suite a démontré qu'ils n'acceptaient le programme (en le falsifiant, Malon y a, en effet, introduit différentes altérations) que sous la réserve tacite de le ruiner. Ce qui a commencé à Reims et à Paris s'est achevé à Saint-Etienne. Le caractère de classe du programme a été éliminé. Les considérants communistes de 1880 furent remplacés par ceux des statuts de l'Internationale de 1866 qui durent être rédigés de la sorte parce que les proudhoniens français étaient à ce point arriérés et ne pouvaient cependant être exclus. Les revendications positives du programme furent annulées, puisque chaque localité est libre de se donner, aussi souvent qu'il lui plait, un programme spécial pour chaque cas particulier. Non seulement le soi-disant parti de Saint-Etienne n'est pas un parti ouvrier, mais encore ce n'est pas un parti du tout, parce qu'en fait il n'a pas de programme : c'est à la rigueur un parti Malon-Brousse.

Le pire reproche que ces deux gaillards ont pu faire à l'ancien programme, c'était d'avoir repoussé plus d'hommes qu'il n'en avait attiré. Ils ont maintenant remédié à cela : les proudhoniens aussi bien que les radicaux n'ont plus aucune raison de rester en dehors de leur organisation, et si les choses ne dépendaient que des Malon et Cie, la « bouillie

---

et ils lui retirèrent les pleins pouvoirs. Ils exclurent enfin ses membres. Le parti ouvrier se renforça du point de vue idéologique et organisationnel. Certes, l'opération eut tout d'abord des effets qui freinèrent le développement du mouvement révolutionnaire en France, cependant la scission d'avec les éléments réformistes s'avéra comme le point de départ de succès ultérieurs. La base sûre du parti ouvrier, ce furent les ouvriers des grands centres industriels et différents groupes du prolétariat parisien, surtout des grandes usines. Les possibilistes drainèrent les ouvriers des ateliers parisiens, influencés par des idées petites-bourgeoises traditionnelles des artisans, ainsi que les groupes du Midi (Marseille) et de l'Ouest (Bretagne).

révolutionnaire », dont se plaint Vollmar, serait l'expression officielle du prolétariat français.

Dans tous les pays latins (et peut-être ailleurs même), il a toujours régné une pratique très souple pour ce qui concerne les mandats de congrès. Nombre d'entre eux ne pouvaient supporter la lumière du jour. Tant que cette pratique n'était pas poussée trop loin et tant qu'il ne s'agissait que de choses bénignes, elle n'était pas dangereuse. Mais les bakouninistes furent les premiers à en faire une règle (d'abord dans le Jura), instituant le trafic des mandats afin de se hisser à la direction. C'est ce qui s'est passé à Saint-Etienne. Dans la préparation du congrès a régné en général [114] toute la vieille tactique bakouniniste, pour laquelle tous les moyens sont bons : mensonge, calomnie et intrigues en coulisse. C'est la seule chose dans laquelle Brousse soit passé maître. Mais ces gens oublient que ce qui peut réussir dans de petites sections et sur un petit territoire comme le Jura, doit nécessairement ruiner ceux-là mêmes qui usent de tels trucs dans un véritable parti ouvrier d'un grand pays. La victoire apparente de Saint-Etienne ne tiendra pas longtemps, et c'en sera définitivement fini bientôt avec les Malon et Brousse.

Il semble que *tout* parti ouvrier d'un grand pays ne puisse se développer qu'au travers d'une lutte interne, comme cela est fondé dans les lois dialectiques de l'évolution en général. Le parti allemand est devenu ce qu'il est dans la lutte entre eisenachiens et lassalléens, lutte dans laquelle les affrontements physiques eux-mêmes ont joué un rôle principal. L'unification ne devint possible qu'à partir du moment où la canaille, consciemment entretenue comme instrument de Lassalle, se fut usée, mais là aussi les nôtres ont agi avec une précipitation exagérée [118]. En France, il faut que les gens, qui ont certes sacrifié la théorie

[118] À ce point c'en est trop pour Bernstein, conciliateur par excellence, qui éclate et écrit : « Je ne peux laisser passer cette remarque sans faire une réserve. Engels avait le défaut que l'on observe surtout chez les esprits éminents : accorder trop de foi aux amis. Cela vaut également pour l'information circulant en Angleterre aux débuts de l'*Association générale des ouvriers allemands*, à savoir que Lassalle aurait alors intentionnellement dressé des éléments médiocres pour en faire ses créatures. Certes Lassalle a parfois admis dans l'Association des gens qu'il eût mieux valu laisser à la porte, mais c'est pure fantaisie que d'affirmer qu'il en avait fait un système. Engels a donné dans le panneau à cette époque. »

bakouniniste, mais persistent à utiliser les moyens de lutte bakouniniste et veulent sacrifier le caractère de classe du mouvement à leurs buts particuliers, il faut que ces gens aillent jusqu'à l'usure, avant qu'une unification soit de nouveau possible. Vouloir prêcher l'unité dans de semblables conditions serait pure folie. Ce n'est pas avec des prédications morales que l'on vient à bout de maladies infantiles qu'il faut bien, dans les circonstances présentes, traverser une bonne fois.

[115]

Au reste, les Roannais ont aussi besoin que l'on exerce continuellement à leur égard une sévère critique. La phraséologie révolutionnaire et une soif d'action impuissante sont souvent leur fait.

2. Le Citoyen - La Bataille

Cet été déjà, *La Bataille* était en mauvaise posture, l'argent étant gaspillé en réclames, etc., si bien que les capitalistes se retirèrent, et Lissagaray rompit avec Malon-Brousse pour proposer à Guesde la fusion des deux journaux, dont ils devaient ensemble assurer la direction, chacun ayant le droit de mettre à la porte trois membres de la rédaction de l'autre feuille. Lissagaray pensait ainsi écarter Lafargue qu'il déteste. Les rédacteurs du *Citoyen* rejetèrent cette offre à l'unanimité. *La Bataille* continua de décliner. C'est alors que Lissagaray arrangea la fusion avec le propriétaire du *Citoyen* (un financier hollandais) à *l'insu des rédacteurs de ce journal*, espérant par ce coup d'État les mettre sous ses ordres. C'est le contraire qui s'est produit : les rédacteurs du *Citoyen* continuèrent le journal sans l'interrompre ne serait-ce qu'un jour et traînèrent le propriétaire en justice pour avoir rompu le contrat. Le coup monté par Lissagaray rata de la sorte, et le ridicule le tua pour ainsi dire. C'est ce qu'il reconnaît lui-même en ayant recours à un moyen extrême : provoquer en duel le *lâche Lafargue* *, comme il l'appelle dans *La Bataille.*

Au sujet du processus d'unification du parti allemand, cf. la correspondance de Marx-Engels avec les dirigeants social-démocrate allemands, in : MARX-ENGELS, *Le Parti de classe*, t. III, p. 121-174.

Celui-ci, je l'espère, ne l'acceptera à aucun prix [119]. On [116] peut être sûr que, par ce coup bonapartiste, Lissagaray s'est ruiné à jamais. Au moment où le parti a plus que jamais besoin de son journal contre les gens de Saint-Etienne, on ne peut absolument pas admettre que son existence soit mise en jeu pour sauver le sien qui décline, d'autant que (si le coup réussissait) le caractère du journal changerait à la suite de l'alliance avec le propriétaire du journal contre les représentants du parti et les rédacteurs.

En toute hâte [120]. Mettons fin aux histoires parisiennes, puisque je ne saurais admettre que les Parisiens vous envoient directement des affaires, nous-mêmes devant les leur arracher.

Ainsi donc, *Le Citoyen* continue de paraître sous l'ancienne rédaction, tandis que Lissagaray rédigeait *Le Citoyen - La Bataille* avec le concours de deux anarchistes, Maux et Crié. Vendredi soir, *Le Citoyen - La Bataille* entreprennent de faire saisir (par la police) *Le Citoyen*, à cause d'un feuilleton, *Wanda Krylov*, dont le propriétaire de l'ancien *Citoyen*, Blommestein - financier hollandais et actuel associé de Lissagaray - revendiquait les droits de propriété. Avertis à temps, on retira le feuilleton, et le commissaire de police venu pour saisir dut se retirer, Gros-Jean comme devant. Le dimanche, la rédaction du *Citoyen - La Bataille* déclara que si de nouvelles procédures de saisie devaient être engagées contre *Le Citoyen,* elle se démettrait en masse (trois personnes). Le soir de ce même dimanche, *Le Citoyen des deux mondes* - nom pris sur le conseil d'un juriste - fut de nouveau saisi sur

---

119 À propos du caractère irrationnel et anachronique du duel, Marx avait conclu que l'individualisme qui était lié à ce « rite » s'opposait à l'esprit de parti : « Il est dans la nature bornée de la société *bourgeoise* qu'en opposition à celle-ci certaines formes féodales de l'individualisme aient conservé leur droit d'existence... Ainsi des individus peuvent être entraînés dans des heurts à ce point insupportables que le duel leur apparaît comme la seule solution... Dans le cas présent, le duel n'aurait d'autre sens que le respect d'une forme *traditionnelle,* reconnue dans certaines classes privilégiées. Notre parti doit faire résolument front contre ces cérémonies de classe, et il doit récuser avec le mépris le plus cynique l'exigence prétentieuse d'avoir à s'y soumettre. Les circonstances de l'époque sont trop importantes pour se livrer actuellement à de semblables enfantillages. » (Marx à Lassalle, 10 juin 1858.)

120 Cf. Engels à Eduard Bernstein, 27 octobre 1882.

citation de Blommestein pour « usurpation de titre ». Le lundi, c'est-à-dire mardi matin, il reparaissait sous le titre de *Citoyen international*, et invitait la rédaction du *Citoyen - La Bataille* à se démettre et à se retirer. Mais celle-ci n'y songe même pas. Mals et Crié déclarent en catimini qu'eux, en tout cas, se retireraient, mais ne le font pas. Crié est arrêté, sous prétexte de complicité dans l'affaire de Montceau-les-Mines, et le voilà en prison.

Dans l'intervalle, devant craindre chaque jour la saisie si elle ne change pas de titre, la rédaction du *Citoyen* a appelé, il y a quatre jours, son journal *L'Égalité*, tandis que paraît parallèlement *L'Égalité* hebdomadaire. Je ne sais [117] d'où ils tirent l'argent : nous n'avons plus aucune nouvelle d'eux depuis trois semaines. Aujourd'hui encore, aucune *Égalité* n'est arrivée. Mais le *génie éminemment organisateur* * des Français se révèle, de manière caractéristique chez nos amis, par l'organisation du plus colossal désordre, de sorte que l'on ne saurait en tirer de conclusion quelconque.

La tentative d'étrangler *Le Citoyen* avec l'aide des tribunaux et de la police arrache le dernier voile de pudeur à Lissagaray. Il associe en lui bêtise et bassesse dans une proportion rare...

Je ne connais pas la lettre de Lafargue dans *Le Prolétaire* [121]. Je ne manquerai pas d'écrire à Paris pour l'obtenir, mais cela sera difficile. Si vous l'avez encore, veuillez me l'envoyer. Je vous le renverrai. Au demeurant, que Malon se tienne sur ses gardes, Lafargue a une quantité de lettres compromettantes de lui.

---

[121] Cf. Engels à Eduard Bernstein, 2/3 novembre 1882.

À propos de la publication indélicate de la correspondance de Lafargue par Malon lors de la scission, Engels avait écrit à Marx le 6 novembre 1882 : « Lafargue m'a envoyé *Le Prolétaire* contenant l'acte d'accusation dressé contre lui par le Congrès de St-Etienne. Un factum véritablement bakouniniste, au reste tout à fait faible. Il s'appuie essentiellement sur les *lettres de Lafargue à Malon* contenant des lubies du moment, contradictoires entre elles. Il semble que Malon les ait publiées tranquillement, sans craindre la reproduction de ses lettres par Lafargue. Il n'a pas tort : ces messieurs utilisent les documents au moment opportun, si Lafargue se ramène ensuite avec les lettres de Malon c'est *moutarde après dîner*. Je t'envoie la chose demain. »

L'article absurde de Picard [122] a été positivement désavoué dans *Le Citoyen.* Marx lui-même l'a lu. Soit dit en passant : la personne qui vous l'a envoyé après avoir mis en évidence certains passages au crayon bleu ne sait pas le français : il souligne *comme formulation chauvine du Citoyen* une phrase que Picard *met dans la bouche des exploiteurs bourgeois* : ligue des patriotes... dont *Gambetta est la tête*.* Je l'annote en rouge. Picard se plaît dans [118] l'opposition à Guesde, et c'est pour lui faire une niche qu'il a passé l'article en fraude. S'il avait été possible de donner une rédaction convenable à ce journal, cette idiotie n'aurait pas passé.

Venons-en maintenant à la conduite « rien moins qu'honorable des rédacteurs du *Citoyen* dans l'affaire Godard ». Il se trouve que nous sommes parfaitement au courant de l'affaire, les intéressés, comme les non-intéressés, l'ayant à tour de rôle racontée à Marx, lors de son séjour à Paris. À la suite d'une intervention lors d'une réunion, Godard s'adressa à la rédaction du *Citoyen.* Comme il garde toujours une certaine tendresse *personnelle* pour ses ex-frères anarchistes, Guesde le reçut très amicalement. Au beau milieu d'un paisible entretien, sans prétexte aucun, Godard décoche à Guesde un violent coup de poing en pleine figure. Les autres arrivent à la rescousse : Godard, avec une lâcheté bien anarchiste, se retire dans un coin : on ne va tout de même pas le maltraiter, lui *le prisonnier* * ! Et ces gens du *Citoyen,* en vrais enfants, au lieu de lui administrer une bonne trempe, tiennent conseil et décident *qu'en effet il fallait le relâcher parce qu'il était prisonnier* *. Sans avoir été corrigé, hélas, Godard prit donc la clé des champs. Or, le lendemain soir, à l'heure où l'on savait la plupart des rédacteurs absents, une douzaine d'anarchistes armés de gourdins, etc., firent irruption dans le bureau et demandèrent « satisfaction ». Cependant Massard tint bon, et ils durent s'en retourner bredouilles. Mais désormais la *fédération du Centre* en est informée, et elle a organisé plusieurs soirs une garde d'ouvriers : messieurs les anarchistes ne sont plus revenus.

Mais je vous prie de bien vouloir m'informer dorénavant à votre tour de faits qui ne seraient « rien moins qu'honorables », etc.

---

122 Engels fait allusion à l'article de Léon Picard sur les Allemands à Paris, publié dans *Le Citoyen* du 3 septembre 1882 sous le titre : « L'Affaire de la rue Saint-Marc ». Cet article, d'un ton tout à fait chauvin, était dirigé contre une association de gymnastes allemands de Paris.

Je dois conclure de tout le contenu de votre lettre que vous ne recevez pas régulièrement *Le Citoyen* et qu'en dehors de *L'Égalité* et du *Prolétaire* vous en êtes donc réduit aux rapports des camarades de Paris qui, de leur côté, tiraient leurs seuls renseignements des Malon et Cie et qui, selon toute vraisemblance, faisaient preuve à leur égard d'une crédulité assez grande. Or à mon avis, l'organe du parti ne doit en aucun cas se laisser influencer dans son jugement sur le mouvement ouvrier d'un autre pays par les camarades qui se trouvent dans une capitale étrangère et changent souvent de résidence...

[119]

Quand vous ne cessez de répéter que le « marxisme » est en grand discrédit en France, vous n'avez en somme vous-même d'autre source que celle-là - *du Malon de seconde main.* Ce que l'on appelle « marxisme » en France est certes un article tout spécial, au point que Marx a dit à Lafargue : « *Ce qu'il y a de certain, c'est que moi je ne suis pas marxiste* * ». *Mais* si *Le Citoyen* a tiré l'été dernier à 25 000 exemplaires et acquis une position telle que Lissagaray a mis en jeu sa réputation pour la conquérir, cela semble tout de même contredire quelque peu ce prétendu discrédit. Mais ce qui le contredit davantage encore, c'est que ce discrédit n'empêche pas ces gens d'avoir assez de crédit pour que, chassés du *Citoyen,* ils fondent *le jour même* un nouveau grand quotidien et, en dépit des chicanes du propriétaire de l'ancien *Citoyen,* le maintiennent en vie pendant quinze jours, grâce au seul appui de *travailleurs et de petits-bourgeois* (ouvriers et petits industriels, écrit Lafargue), et trouvent un capitaliste avec lequel ils vont traiter demain sur le sort définitif du journal : *oui ou non* *. Lorsque les faits parlent si haut, Malon ferait bien de garder pour lui son « discrédit ».

En revanche, le crédit de monsieur Malon est si grand que lorsque, à *L'Intransigeant,* il a demandé à Rochefort d'être mieux payé, celui-ci lui a répondu : « Je vous paierai plus si vous écrivez moins. » Que Malon s'attache donc à fonder un quotidien à Paris sans avoir un centime en poche, pour montrer ce que vaut son crédit !

Mais suffit ! J'ai prié Lafargue de vous envoyer *L'Égalité* en échange du *Sozialdemokrat,* et il écrit aujourd'hui qu'il s'exécute. Si *L'Égalité* n'arrivait pas régulièrement, il suffirait d'une ligne - une carte postale à P. Lafargue, 66, boulevard de Port-Royal, Paris.

Je veux bien croire que de Paris on vous a bombardé de lettres *pour* Malon *contre* Guesde [123]. Mais le correspondant que vous citez se déclare lui-même incompétent, puisqu'il affirme écrire sous l'impression de l'actuelle chasse aux Allemands, et vous reproche de faire votre devoir de directeur de l'organe du parti, en considérant les choses « de haut », d'un point de vue d'ensemble critique, sans vous laisser dominer comme lui par les circonstances locales et passagères. Si cet homme, après deux mois, monte encore [120] sur ses grands chevaux pour un malheureux article [124] et, à la suite de ce seul incident, laisse infléchir son jugement sur une fraction considérable d'ouvriers, le parti doit-il pour autant procéder avec la même étroitesse de vues ? S'il existe à Paris quantité d'ouvriers non socialistes ou demi-socialistes qui déchargent leur chauvinisme sur les Allemands détestés, *Le Citoyen* en est-il responsable ? Pas plus que les socialistes allemands de Paris ne le sont pour ce qu'une foule d'ouvriers allemands, à Paris, à Londres, à New York et dans toutes les autres grandes villes d'Amérique, acceptent un bas salaire quand il y a chômage, faisant ainsi baisser le salaire des ouvriers du pays (en Amérique, même des Irlandais) et jetant ainsi sur les ouvriers allemands en bloc un discrédit, non tout à fait immérité d'ailleurs. Et enfin, si l'article lui pesait si fort sur l'estomac, pourquoi ne pas se défendre ? Le désaveu *est* venu, il est vrai sous une forme un peu légère, mais Marx me dit qu'il était suffisant, étant les usages journalistiques de Paris pour le cas où un rédacteur a fait une gaffe, mais qu'*aucune pression* n'est exercée sur le journal. Or on pouvait exercer cette pression, très simplement. Si l'on avait confectionné une lettre de protestation qu'une députation aurait apportée au bureau, la rédaction eût été obligée de prendre la chose au sérieux. Si le rédacteur présent (ce pouvait être Picard lui-même) avait fait des difficultés, il suffisait de cette menace : si *Le Citoyen* ne publie pas cette lettre dès demain, elle partira le jour même à Zurich pour le *Sozialdemokrat*. Si votre correspondant ne parlait pas assez le français, il pouvait s'adresser à Vollmar, et, si celui-ci était absent, Hirsch aurait repris l'affaire avec joie. Si l'on avait procédé de la sorte, on se serait attiré le respect et on aurait donné une leçon utile au *Citoyen.* Je m'en serais fort réjoui. Mais laisser tout supporter avec une

[123] Engels à Eduard Bernstein, 4 novembre 1882.

[124] Engels fait allusion à l'article susmentionné de Léon Picard.

patience moutonnière et se lamenter ensuite, c'est authentiquement allemand, et c'est valoir aux Allemands un dédain mérité. Si nous nous étions laissé traiter de la sorte par les Français, les Anglais, etc., si en Allemagne les nôtres avaient été aussi mous, où en serions-nous aujourd'hui ? Pour que les socialistes allemands de Paris puissent prétendre que leur opinion sur le mouvement français prévale dans l'organe du parti, il leur faudra prouver qu'ils sont capables d'abord de procéder à une critique [121] franche et sereine, puis de *payer de leur personne* en face des Français. On n'a fait ni l'un ni l'autre.

Je ne puis partager votre avis sur les préjudices que nous causerait un quotidien à Paris. Un hebdomadaire n'agit que sur un cercle restreint de personnes à *Paris*. Il faut un quotidien si l'on veut agir sur les masses. Nous avons aussi été contre un quotidien tant qu'il n'y avait aucune perspective de le faire tenir, et lorsqu'il y eut le puéril transfert à Lyon avec *L'Émancipation* [125]. Mais à présent, il en va tout autrement. *Le Citoyen* et ses rédacteurs se sont fait un nom à Paris ; des feuilles bourgeoises de toutes les nuances ont dû s'engager dans des polémiques avec lui, et il leur a rivé leur clou. Si nous perdions à présent ce quotidien, nous subirions une grave défaite. Que ce ne puisse pas être un journal idéal, parfait ; que la rédaction apparemment démocratique tende à n'être le plus souvent qu'un comité en l'absence de toute rédaction, comme ce fut le cas pour l'affaire Picard, n'y change rien. Lafargue vient de m'envoyer les numéros relatifs à la scission - une vingtaine environ. Je ne trouve pas du tout que ce journal soit si mauvais, mis à part les points critiqués depuis longtemps et que l'on retrouverait exactement dans un hebdomadaire. Pour quiconque connaît les circonstances de la presse parisienne, un journal paraissant deux fois par semaine serait une impossibilité : il serait *mort-né*. C'est ou bien un hebdomadaire, ou bien un quotidien. Et pour ce dernier, l'ex-rédaction du *Citoyen* a certainement des chances très grandes à l'heure actuelle. C'est ce que démontre son rapide passage à *L'Égalité* quotidienne, qui d'ores et déjà se vend à 5000 exemplaires à Paris.

Venons-en au meeting de Clemenceau. On ne peut absolument pas lui appliquer à lui, comme à toutes autres choses parisiennes, des critères allemands. Lorsque Gambetta n'a pu avoir la parole dans sa

---

[125] *L'Émancipation* parut effectivement à Lyon du 31 octobre au 24 novembre 1880 sous la direction de Paul Brousse, Jules Guesde et Benoît Malon.

propre circonscription, toute la presse radicale et socialiste triompha. La même chose arrive aujourd'hui à Clemenceau [126]. Clemenceau est un homme [122] pondéré et calculateur, tout prêt à évoluer s'il en conçoit la nécessité ; si l'on parvenait à le convaincre, il deviendrait même communiste ! *Convainquez-moi donc * !* Et si les ouvriers de sa circonscription lui appliquaient un moyen de conviction très puissant, en lui prouvant que son siège est en danger. Il se peut que cela aiguillonne quelque peu ses études du socialisme, par trop mollement menées.

Mais qui étaient les gens qui ont fait le coup ? Serait-ce uniquement les Guesde et Cie ? Non pas. Le président était Joffrin, l'ami de Malon et le futur candidat contre Clemenceau à Montmartre. Il s'ensuit que, dans la lutte contre les bourgeois, nos gens ont été jusqu'à présent assez corrects pour voter pour le président de Malon et pour marcher avec les partisans de Malon. Si l'on devait blâmer la conduite des ouvriers, il faudrait s'adresser plutôt aux partisans de Malon qu'à ceux de Guesde.

La phrase du *Citoyen* prouve tout simplement que cette tactique contre Clemenceau doit être poursuivie, et pourquoi ne pas la développer encore puisqu'elle a réussi une fois ? *Le Prolétaire* sera-t-il capable de payer *L'Égalité* de la même monnaie lors des réunions publiques ? J'attendrai pour me prononcer. Rien ne m'incite à le croire jusqu'ici. Mais même si c'était momentanément le cas, cela ne démontrerait rien. Cela ne saurait durer bien longtemps.

Hormis quelques points de détail, l'article de Vollmar [127] est du pur Malon de seconde main [128]. L'histoire du mouvement ouvrier français

---

126 Lors de la réunion électorale du 29 octobre 1882, Georges Clemenceau ne peut exposer son compte rendu de mandat qu'après que le tumulte soulevé par l'élection du président de la séance se fût quelque peu calmé.

127 Cf. la série d'articles intitulée « A propos de la scission dans le Parti ouvrier français », parue dans le *Sozialdemokrat* et accompagnée de notes critiques de la rédaction effectuées par Eduard Bernstein. Le premier article parut le 9 novembre 1882, les suivants parurent les 16 et 30 novembre 1882. En fait, Vollmar polémiquait contre l'article « Saint-Etienne ou Roanne ? », paru dans le *Sozialdemokrat* des 5, 12 et 26 octobre 1882, dont le dernier était signé Leo, le pseudonyme de Bernstein.

128 Engels à Eduard Bernstein, 28 novembre 1882.

depuis 1871 y est *totalement falsifiée,* et cela ne se passera pas comme cela. Par exemple, dans le second article, Vollmar reproche à Guesde de ne pas s'être affilié à de petites cliques (dont est issu *Le Prolétaire)* ou à de purs coopérateurs (contre lesquels précisément il polémiquait). Comme si les gens du futur *Prolétaire* [123] eussent d'ailleurs accepté un « non-ouvrier » ! Mais le principal faux est celui que Deville a exposé fort justement dans *L'Égalité* du 19 novembre (« Il y a cinq ans : histoire de *L'Égalité* ») : la lutte dans les congrès autour du programme « collectiviste » et la *victoire* de ce programme en 1879 au Congrès de Marseille [129]. Tout cela est totalement supprimé chez Vollmar. Je ne puis admettre que Vollmar ait commis intentionnellement un tel faux, mais il m'est tout aussi difficile d'expliquer comment il pouvait ignorer de tels faits et comment toute sa connaissance de l'histoire du mouvement ouvrier en France se limite à ce que Malon crut opportun de lui raconter.

En omettant le Congrès de Marseille, on supprime le fait important que voici : le Parti ouvrier français a, depuis trois ans, accepté le programme collectiviste, de sorte que son rejet par Malon est un *net pas en arrière*. Il est nécessaire que nos camarades d'Allemagne reçoivent un compte rendu fidèle de l'histoire du mouvement ouvrier français, non comme elle aurait dû se passer d'après les besoins actuels de Malon, mais telle qu'elle s'est passée réellement. Il importe donc d'y apporter une rectification. A mon avis, le plus simple serait de pour-

---

Engels fait allusion à *l'Histoire du socialisme.*

129 Le Congrès de Marseille se tint en octobre 1879. C'était le troisième congrès du parti ouvrier - en fait le premier congrès socialiste. Il y fut décidé de créer le parti ouvrier français, dont le congrès se mit aussitôt en devoir d'entreprendre l'organisation. Le parti fut baptisé officiellement la *Fédération de parti des travailleurs socialistes en France,* qui se composa de six régions autonomes, ce qui démontre la timidité avec laquelle on s'attaqua à la création du parti politique du prolétariat, qui doit être centralisé et non fédéré. Chaque année, un comité général devait être élu par le congrès national, et ce comité était responsable de l'exécution des décisions. La résolution adoptée au congrès soulignait la nécessité de révolutionner complètement la société, de nationaliser la terre, les moyens de production et les matières premières essentielles. Jules Guesde, qui ne put assister au congrès pour cause de maladie, fut chargé de la rédaction du programme du parti. Comme on le sait, il alla voir Marx-Engels en mai 1880 pour l'élaborer.

C'est du Congrès de Marseille, huit ans après l'écrasement de la Commune, que date la reprise du mouvement ouvrier français.

suivre l'article de Deville, justement parce qu'il n'a rien du tout de polémique. Si vous [124] ne l'avez plus, envoyez-moi un mot et je vous l'enverrai tout de suite.

Au reste, Malon devrait faire attention. Si nous voulions exposer ses faits et gestes avec autant de détails - mais plus exactement - qu'il l'a fait à propos de Guesde par le truchement de Vollmar, nous le mettrions en fâcheuse posture. Nous possédons encore tous les documents attestant qu'il *reniait le soulèvement* du 18 mars 1871 et ne s'y rallia que *post festum*, lorsqu'il prit un tour plus favorable qu'il ne s'y attendait.

J'ai demandé à Lafargue de me faire un rapport sur la force des deux fractions [130]. À Paris, les « Roannais » ont quinze groupes grâce auxquels *L'Égalité* a pu tenir un mois - ce qui atteste la qualité de ces hommes. A en croire Lafargue, ils sont très forts. En fait, la fédération du Nord [131] est avec eux, bien qu'elle ne veuille pas « prendre *part aux querelles des Parisiens* * » ; mais elle maintient le vieux programme collectiviste qui est arboré en tête de son *Forçat.* Les « Roannais » tiendront leur prochain congrès à Roubaix : tous les délégués du Nord y assisteront ; ils entretiennent les rapports les plus étroits avec la fédération du Nord. L'autre journal ouvrier de province - *L'Exploité de Nantes* - a également publié en tête le vieux programme avec les *Considérants* ; il reproduit des articles de *L'Égalité,* et Deville y collabore. Les *deux seuls* journaux ouvriers de province sont donc de leur côté. Outre le Nord, « *partout en province, il y a un groupement ouvrier à Reims, Epinay, Lyon, dans tout le bassin houiller de l'Allier, à Bordeaux, Angoulême, Rochefort ; nous battons les possibilistes qui n'ont de force qu'en Bretagne et à Marseille, et encore* * ».

Il n'est pas étonnant que Malon ait un grand public pour la ratatouille diluée de ses considérants sans programme. Si l'on fonde un parti sans programme, auquel tout le monde peut collaborer, on en arrive à ce qu'il n'y ait plus de parti du tout. Les vieux sectaires pour

---

130 Cf. Paul Lafargue à Engels, 24 novembre 1882.

131 La fédération du Nord fut créée au printemps 1880 ; ce fut l'une des six fédérations en lesquelles était divisé le Parti ouvrier français du point de vue organisationnel. Elle regroupa les organisations ouvrières de Lille et de Roubaix. Après la scission du Congrès de Saint-Étienne, la fédération du Nord resta effectivement aux côtés des guesdistes.

lesquels [125] les Malon et Vollmar ont de si tendres égards ont démontré depuis des années leur impuissance, et le mieux c'est de les laisser mourir de leur belle mort. Si l'on compte comme parti ouvrier les *chambres syndicales* * - soit les organisations de grève qui luttent exclusivement, comme les syndicats anglais, pour de hauts salaires et une réduction du temps de travail, mais se désintéressent du mouvement - on forme en réalité un parti pour la *conservation* du salariat, et non pour son abolition. Or, comme me l'a écrit Marx [132], la plupart de ces chambres syndicales parisiennes sont encore plus incolores que les syndicats anglais eux-mêmes. Supprimer tout programme de parti pour complaire à de tels gens n'est certes pas le moyen de les faire progresser. A-t-on jamais vu un parti sans programme, un parti dont les considérants délavés (tout à fait dans le genre du communiste Niquel [133] qui, lui aussi, croit en la possibilité du communisme... dans cinq cents ans) aboutissent à ce que chaque groupe fabrique son programme privé ?

Quoi qu'il en soit, que retire Malon de ses chambres syndicales ? Elles ne paient aucune cotisation et n'envoient pas de délégués au conseil fédéral ; avant la scission, elles faisaient partie de l'Union fédérative [134] et elles y sont restées nominalement ; comme le dit Lafargue, elles sont « complètement platoniques ». Elles ne sont là que pour la figuration. Quels sont les autres groupes de Malon ? Voici pour ce qu'en dit Lafargue : « Dans le XVIIe arrondissement, nos amis ont organisé, après le congrès, un groupe qui, immédiatement, s'est trouvé composé de vingt-neuf membres. Pour nous faire pièce, les possibilistes ont *subdivisé* leur groupe qui, à ce que l'on me dit, ne se composait que d'une vingtaine de membres, *en cinq sous-groupes* réunis par un comité fédéral de quartier. Le tour est joli, mais ne trompe que les indifférents et ceux qui sont [126] éloignés * ». C'est exactement ce

---

[132] Cf. la lettre de Marx à Engels, 27 novembre 1882 ; cf. supra, p. 93, note 22.

[133] Un ancien membre de la Ligue des communistes, Johannes Miquel, devenu national-libéral puis ministre des Finances de Prusse, avait défendu, dans deux lettres à Marx en 1856, la thèse selon laquelle le parti ouvrier devait éviter « pour une longue période » d'avoir une politique autonome au cours de la révolution démocratique bourgeoise, en l'occurrence la lutte pour l'unité allemande.

[134] Il s'agit de l'une des six unions fédératives, celle qui regroupait les organisations de Paris et de sa région.

que faisaient les bakouninistes. D'après Lafargue, les possibilistes ne sont réellement forts qu'à Montmartre, où ils sont également bien organisés.

Il vaut toujours mieux être momentanément en minorité pour ce qui est de l'organisation en ayant le vrai programme que d'avoir apparemment beaucoup de suivants pratiquement nominaux, sans programme. Toute notre vie durant, nous avons été en minorité et nous nous en sommes fort bien trouvés. Or la moindre force (au cas où elle serait réelle, ce qui est pour moi loin d'être évident ; en effet, les possibilistes n'ont pas osé aller à la conférence contradictoire des « Roannais » sur les deux congrès), la force moindre dans l'organisation de Paris est compensée, au double et au triple, par l'influence de la presse.

En conséquence, il est pour moi tout à fait incompréhensible que vos correspondants de Paris puissent voir dans les gens de Saint-Etienne le « véritable parti ouvrier ». Premièrement, ils ne sont pas un parti du tout, et moins encore un parti *ouvrier,* et encore moins sont-ils les « ouvriers » de ce pays. En revanche, ils sont en germe ce que ceux d'Angleterre sont devenus en plein : la *queue du parti radical bourgeois !* Tout ce qui les tient ensemble, c'est le radicalisme bourgeois, mais ils n'ont aucun programme ouvrier. Or les dirigeants ouvriers qui s'appliquent à fabriquer un bétail ouvrier en vue des élections au profit des radicaux, commettent, à mes yeux, une *véritable trahison.*

Pour m'amuser, je me suis également informé à propos de vos remarques sur Godard. Ce Godard, « *qui se dit anarchiste comme son maître Maret, écrit dans un journal opportuniste de Toulouse* * ». Il est tout à fait normal, même dans les usages de la presse parisienne, de refuser une prétendue rectification à un tel personnage.

En revanche, nos amis ont, une nouvelle fois, commis une ânerie monumentale, en s'attirant, pour grandiloquence rrrévolutionnaire, des persécutions, avant que la vie du journal ne soit assurée. Comme vous le savez, Guesde est arrêté, et Lafargue va sans doute suivre. Si tous deux sont mis à l'ombre, on aura écarté les plus actifs - non seulement pour écrire, mais encore pour animer le mouvement. Deville est paresseux, Massard est excellent à son poste de secrétaire de rédaction, mais ils ne sont pas hommes à tenir un journal au milieu des difficul-

tés. Je ne [127] veux même pas parler des trois autres : Brissac et Bouis, de vieux communards, et Picard un journaliste ordinaire.

Au reste, ne vous laissez donc pas convaincre que Guesde et Lafargue veulent « absolument soumettre à leur direction » toutes les organisations. C'est l'éternel mot d'ordre de toute tactique bakouniniste : en France, comme ailleurs aussi, elle reste toujours utilisable, faute d'autres arguments.

Pour ce qui est d'aborder les questions de l'étranger dans *L'Égalité ?* Eh bien, si vous connaissiez le désordre et le niveau des connaissances de l'allemand à la rédaction ! Si Lafargue reste en liberté, le mieux serait de lui écrire directement : il transmet au moins les affaires. Autrement je ne saurais vous conseiller.

Malon se moque de Vollmar * [135]. Autrement il aurait certainement corrigé la gaffe de celui-ci : les « alliancistes » attaqués par *L'Égalité* seraient pris au sens de la vieille Alliance bakouniniste. Pas du tout. On appelle ainsi les possibilistes, car on ne peut plus les distinguer des gens de l'Alliance socialiste [136] que Jourde - ex-ministre des Finances de la Commune - avait fondée il y a environ quatre ans avec le concours d'autres proudhoniens actuels ou anciens (par exemple Longuet), alliance qui constitue la réserve socialiste de *La Justice*. Vous avez certainement entendu parler de cette Alliance à Zurich à l'occasion d'élections. En effet, lors des dernières élections législatives, elle a présenté des candidats et a obtenu à peu près autant de voix (du moins dans quelques arrondissements) que le parti ouvrier. Si Vollmar ignorait cela, bien qu'il habite à Paris depuis un an et demi, c'est que Malon le lui a caché [128] intentionnellement, comme tant d'autres

135 Cf. Engels à Eduard Bernstein, 16 décembre 1882.

136 Engels fait allusion à *l'Alliance socialiste républicaine* qui fut fondée à Paris en octobre 1880 par un groupe de communards amnistiés. Parmi ses fondateurs figuraient des dirigeants influents du mouvement ouvrier et démocratique, et même de l'ancienne Internationale. Les membres de l'Alliance s'intitulaient socialistes, mais attaquaient le socialisme lui-même et propageaient des idées proudhoniennes ou philanthropiques, grâce à quoi ils s'attirèrent la sympathie des radicaux bourgeois. Jules Guesde critiqua avec force ce « socialisme » petit-bourgeois, en dépit du grand prestige des communards qui y avaient adhéré.

choses [137]. C'est ce qui arrive lorsqu'on se met à la remorque d'une bande sans avoir le moindre sens critique.

Vollmar devient vraiment amusant lorsqu'il vante Malon comme « homme discipliné de parti » et accuse les autres d'avoir violé cette même discipline. Or qui donc viole la discipline ? Celui qui maintient bien haut le vieux drapeau, ou celui qui racole des recrues directement en vue de trahir et de troquer le vieux drapeau contre un nouveau ? D'où Malon aurait-il tiré sa majorité à Saint-Etienne, s'il n'avait pas recruté au préalable des gens qui d'emblée savaient l'intention pour laquelle on les avait recrutés : jeter bas l'ancien programme.

Une chose qui vaut son prix, c'est la chamaillerie entre Malon et Clovis Hugues. Et cela se veut un parti !

Vous l'avez vu, la fédération du Nord s'est nettement déclarée en faveur de Roanne. Lafargue a écrit des articles délicieux dans les derniers numéros de *L'Égalité*, par exemple sur la candidature Bontoux [138]. L'esprit leur va beaucoup mieux que les oracles doctrinaires.

Mais il faut que vous me donniez satisfaction sur un point : cessez de me jeter constamment le mot « camarade » à la tête dans le journal [139]. Premièrement, j'ai horreur [129] des procédés qui consistent à

---

137 À ce point Bernstein a éprouvé le besoin de rectifier le jugement « partial » d'Engels avec la note suivante : « J'ignore d'où Engels a pu tirer l'opinion selon laquelle Malon a été l'inspirateur de Vollmar. Ce dernier habitait alors à Paris chez le typographe Adhémar Leclerc qui a joué un rôle assez important dans le parti possibiliste. C'est donc de lui qu'il tenait ses informations sur le mouvement. Rappelons que Malon fut plutôt écrivain et rat de bibliothèque que chef de parti. Vollmar fut empêché par la maladie de communiquer beaucoup avec le monde extérieur. »

138 Cf. Paul LAFARGUE, « Notre candidat », *L'Égalité*, 4° série, 9 décembre 1882.

139 Cf. Engels à Eduard Bernstein, 28 février 1883.

Dans cette lettre, Engels précise, certes pas pour des raisons d'étiquette, sa position vis-à-vis des différents partis formels existant dans les divers pays, ces partis réels qui divergeaient parfois sensiblement des Positions de principe du parti historique défendues par Marx-Engels. Cf. MARX-ENGELS, *Le Parti de classe*, Maspero, 1973, t. 1, p. 58-59. Marx-Engels n'ont jamais eu peur de s'engager dans l'action de parti, au contraire. S'ils refusent que l'on galvaude le titre de « camarade », c'est pour éviter que les

distribuer des titres ; faisons donc comme dans le monde littéraire allemand où l'on appelle simplement les gens par leur nom, sans titres (à moins qu'on ne les attaque), lorsque l'appellation de « camarade » n'est pas conçue pour *apprendre effectivement* que l'intéressé appartient au parti. Ce qui est à propos et d'usage à la tribune et dans les débats oraux peut ne pas bien se prêter à l'imprimé. Mais, en outre, nous ne sommes pas des « camarades » au sens étroit du terme. Nous n'appartenons guère plus au parti allemand qu'au parti français, américain ou russe, et nous ne saurions nous tenir liés par le programme allemand pas plus que par le programme « minimum ». Or, nous tenons tout de même à notre position particulière de représentants du socialisme *international*. Elle nous interdit, au demeurant, d'appartenir à un parti national particulier, tant que nous ne retournons pas, par exemple, en Allemagne pour participer directement à la lutte qui s'y déroule. En ce moment, cela n'aurait pas de sens.

Vous vous trompez sur Malon. Il n'est pas aussi bête ou plutôt aussi benêt qu'il s'en donne l'air [140]. C'est un faux *bonhomme* * qui a appris chez les bakouninistes à manœuvrer en douce tout en apparaissant comme étant la victime de manœuvres. Vous verrez bien un jour que j'ai raison.

Bien reçu votre lettre hier soir [141]. *L'Égalité* est de nouveau fichue, et je vous prie de publier à ce propos les faits suivants dans le *Sozialdemokrat* (cf. le billet ci-inclus [142]). Espérons que les gens vont enfin devenir sages et renoncer à lancer des quotidiens avec de tels contrats. Faire un procès c'est peine perdue, cela coûte de l'argent, et tout tribunal français se fera un plaisir de débouter les socialistes et de

---

partis constitués ne couvrent leurs gaffes, voire leur « commerce des principes », avec l'autorité et le prestige de Marx-Engels.

140 Cf. Engels à Eduard Bernstein, 8 janvier 1883.

141 Cf. Engels à Eduard Bernstein, 27 janvier 1883.

142 Ce billet a été perdu. On trouve dans le *Sozialdemokrat* du 8 mars 1883 un compte rendu détaillé sur la façon dont *L'Égalité* avait été amenée à suspendre sa parution à la suite d'une entorse au contrat de la part du propriétaire de l'imprimerie.

[130] leur faire perdre leur procès, le journal restant tout de même mort.

Entre autres, Guesde et Lafargue sont accusés conformément à l'article 91 du code pénal : complot et provocation à la guerre civile - peine capitale. Quelle farce !

Il est bon que, cette fois au moins, ils ne puissent être déclarés solidaires avec les anarchistes qui sont *en prison* - avec ces enfants qui jouent avec le feu et veulent se présenter comme les gosses les plus innocents de la terre, lorsqu'ils reçoivent une fessée. C'est ce qui vient d'arriver à un idiot de Bruxelles qui a laissé partir sa bombe dans sa propre culotte. Avec le temps, la dynamite cela devient purement ridicule.

Si les Allemands de Paris ne sont pas vaccinés à présent contre les Malon et Cie, c'est qu'il n'y a plus rien à faire pour eux [143]. En effet, l'alliance publique avec les *traîtres* du mouvement ouvrier anglais, les représentants officiels des *trade-unions,* leur a valu les applaudissements de toute la presse bourgeoise d'Angleterre, du *Times* et du *Daily News* au *Standard.* Par chance Guesde et Lafargue étaient en tôle à ce moment-là de sorte que cette belle pièce a pu se jouer sans encombre jusqu'au bout.

En traitant de la « république », notamment en France, vous n'avez pas, me semble-t-il, mis en évidence dans le *Sozialdemokrat* le point essentiel, à savoir [144] :

---

[143] Cf. Engels à Eduard Bernstein, 8 novembre 1883.

Engels fait allusion à la convocation par les possibilistes d'une conférence internationale à Paris le 29 octobre 1883, en vue de créer une nouvelle Internationale sous leur direction. Tous les éléments révolutionnaires s'étaient abstenus d'y assister, cette conférence manqua son but et se contenta d'adopter des résolutions de caractère libéral et réformiste. Quelque dix ans plus tard, ils recommencèrent la même opération ; cf. MARX-ENGELS, *Le Syndicalisme,* Maspero, 1972, vol. I, p. 201-211.

[144] Cf. Engels à Eduard Bernstein, 27 août 1883.

À la suite de la condamnation de Louise Michel à six ans de travaux forcés, le *Sozialdemokrat* avait violemment attaqué la république dans un article du 25 juin 1883 intitulé « Louise Michel devant le tribunal ». Le 5 juil-

[131]

Dans la lutte de classes entre prolétariat et bourgeoisie, la monarchie bonapartiste (dont les caractéristiques ont été développées par Marx dans le *18-Brumaire* et par moi dans *La Question du logement*) joue un rôle analogue à celui de la vieille monarchie absolue dans la lutte entre féodalisme et la bourgeoisie. De même que cette lutte ne pouvait être menée à terme sous la monarchie absolue, mais seulement sous la constitutionnelle (Angleterre, France de 1789-92 et 1815-30), elle ne pouvait l'être entre bourgeoisie et prolétariat que sous la république. En conséquence, si des conditions favorables et l'histoire révolutionnaire antérieure des Français ont contribué à faire tomber Bonaparte et à introduire la république bourgeoise, les Français ont cet avantage sur nous, qui sommes enfoncés dans un embrouillamini de semi-féodalisme et de bonapartisme, qu'ils possèdent déjà la forme sous laquelle la lutte doit être menée jusqu'à son terme et qu'en Allemagne nous devons commencer par *conquérir*. En politique, ils sont donc en avance sur nous de toute une étape. Une restauration monarchiste en France devrait donc avoir pour conséquence de remettre à l'ordre du jour le rétablissement de la *république bourgeoise* ; le maintien de la république signifie, en revanche, une aggravation jusqu'à la crise de la lutte de classes *directe* et non déguisée entre prolétariat et bourgeoisie.

De même, chez nous, le résultat immédiat de la révolution, en ce qui concerne la *forme*, ne peut et ne *doit* être rien d'autre que la république *bourgeoise*. Mais ce n'est cependant qu'un bref moment de transition, étant donné que par chance nous n'avons pas de pur parti bourgeois républicain. La république bourgeoise, ayant peut-être à sa tête le parti du progrès, nous servira d'abord à *conquérir la grande masse des ouvriers à la cause du socialisme révolutionnaire* : c'est ce qui sera réalisé en une ou deux années et cela suffira pour que tous les partis du centre, encore possibles en dehors de nous, se soient complètement usés et ruinés eux-mêmes. C'est alors seulement que ce sera notre tour avec succès.

---

let 1883, le même journal publia un éditorial traitant cette fois-ci de la question de la république en général, « République ou monarchie. A l'occasion de l'anniversaire de la prise de la Bastille ».

La grande erreur des Allemands c'est de se figurer que la révolution est quelque chose qui se règle en une nuit. En fait, c'est un procès de développement des masses dans des conditions accélérées, mais qui s'étend sur des années. Toute révolution qui se fait de nuit n'élimine qu'une réaction qui d'emblée était sans espoir (1830) ou bien conduit [132] directement au contraire de ce qui est recherché (1848, France).

Déplacement du centre de gravité du mouvement ouvrier

Retour à la table des matières

Dans l'élection de Boulanger je ne vois rien d'autre qu'une nette résurgence de l'élément bonapartiste dans le caractère parisien. Dans les années 1799, 1848 et 1889, cette résurgence jaillit à chaque fois de l'insatisfaction que procurait la république bourgeoise, mais elle n'acquiert cette orientation spécifique qu'à la suite d'un courant chauvin [145]. Mais il y a pire encore : en 1799, Napoléon dut faire un coup

---

[145] Cf. Engels à Laura Lafargue, 4 février 1889.

Le dernier passage de ce recueil explique (d'une certaine façon seulement) les faibles résultats qu'obtint en France le parti ouvrier socialiste français, puisque l'effondrement de la Seconde Internationale au moment décisif de la guerre impérialiste ne se heurta pratiquement à aucune résistance en France, et, en outre, que le parti français ne tenta pas de renverser le pouvoir bourgeois après la tuerie impérialiste et la victoire d'Octobre. Outre les difficultés auxquelles s'était heurtée la courageuse avant-garde qui s'était fixée pour tâche historique de constituer le prolétariat français en classe, donc en parti - ce qui est une démarche terriblement ardue, comme il ressort de tous les textes de Marx-Engels sur le parti - la bourgeoisie française sut tirer les leçons des frayeurs que lui avaient procurées les assauts répétés des prolétaires : elle freina au maximum le processus d'industrialisation qui suscite non seulement un nombre de plus en plus grand d'ouvriers, mais crée encore ce qu'il est convenu d'appeler le prolétariat moderne, fondé essentiellement sur l'industrie. Elle développa encore ses propriétés traditionnelles de trafiquant et d'usurier, en devenant le banquier du monde, en même temps qu'au cours de la phase de développement idyllique (en Europe occidentale) du capitalisme elle se lançait dans les aventures coloniales, afin de tirer là encore la plus-value de peuples étrangers.

[133] d'État pour conquérir ces Parisiens qu'il avait fait mitrailler en Vendémiaire, alors qu'en 1889 ce sont les Parisiens eux-mêmes qui élisent l'un des bouchers de la Commune. Soit dit sans brutalité, Paris - du moins pour l'heure - a démissionné comme ville révolutionnaire, démissionné non pas après un coup d'État victorieux et au milieu d'une guerre comme en 1799 ; non pas après six mois d'une lutte d'anéantissement comme en décembre 1848, mais en pleine paix, dix-huit ans après la Commune et à la *veille d'une possible révolution.*

Et nul ne peut donner tort à Bebel, lorsqu'il écrit dans la *Gleichheit :* « Les ouvriers parisiens, dans leur majorité, se sont comportés d'une façon *tout simplement lamentable* et on peut être très attristé pour leur conscience de classe socialiste lorsqu'on observe que 17 000 voix seulement vont à un candidat socialiste, tandis qu'un guignol et un démagogue comme Boulanger obtient 240 000 voix. » Partout la réaction a été la même dans notre parti : si Floquet a subi une défaite

---

Récemment, le parti gouvernemental a fait grand bruit sur le pronostic que la France va être la troisième ou quatrième puissance économique du monde ou de l'Occident. À ce propos, *Le Monde* s'interroge cependant : « Pourquoi la France, qui avait connu au début du siècle dernier un essor industriel certain, n'a pu continuer sur cette lancée ? » (12 janvier 1973, p. 29). Dans sa préface à *La Guerre des paysans*, Engels répond à cette question, en constatant que la bourgeoisie au fur et à mesure de son vieillissement devient de plus en plus timorée et peu entreprenante du fait de la peur que lui inspire son adversaire de classe, le prolétariat, que toute industrialisation nouvelle renforce numériquement. Il est évident que l'assaut révolutionnaire au pouvoir bourgeois en 1848 et surtout en 1871 ont grandement contribué à freiner le zèle industriel des capitalistes français, déjà échaudés lors de la grande révolution française et en 1830.

Dans notre étude « La Crise économique et sociale de mai 1968 », *Fil du Temps*, n° 3 (Jacques Angot, B.P. 24, Paris-19°), nous avons rappelé que deux facteurs décisifs avaient contribué à l'industrialisation (ou prolétarisation) tardive de la France : l'un contre-révolutionnaire -la dégénérescence du parti communiste officiel qui a rassuré la bourgeoisie française traditionnellement apeurée - l'autre révolutionnaire -la lutte anti-impérialiste des peuples coloniaux assujettis par l'impérialisme français, qui obligeait le capitalisme français à se procurer la plus-value ailleurs, chez des prolétaires de plus en plus nombreux en France même. Si demain le mouvement ouvrier révolutionnaire reprend de nouveau ses attaques de classe contre la bourgeoisie française, il le devra aux peuples de couleur que sa bourgeoisie a si longtemps exploités férocement : il agira donc à partir d'une base solidement internationale, et c'est déjà un gage de succès.

écrasante, nous aussi nous en avons été touchés. Se couper le nez pour faire enrager sa propre figure est indubitablement aussi une certaine espèce de politique, mais laquelle ?...

[134]

Quoi qu'il en soit, je veux espérer que le nouveau journal va sortir : nous devons prendre la situation telle qu'elle est - et en tirer le meilleur parti. Si Paul [Lafargue] se remettait à travailler à un journal, il se préparerait et s'armerait pour la lutte, et cesserait de dire sur un ton désespéré : *il n'y a pas à aller contre le courant*. Nul ne lui demande d'arrêter le courant ; cependant si nous ne nous opposons pas au courant général de folie momentanée, je me demande que diable peut bien être notre tâche ? Les habitants de la *Ville lumière* * ont apporté la preuve qu'ils sont deux millions dont « la plupart sont des têtes creuses » selon l'expression de Carlyle ; cependant ce n'est pas encore une raison pour que nous-mêmes nous soyons des têtes creuses. Laissez les Parisiens devenir réactionnaires, s'ils y trouvent leur bonheur, la révolution sociale continuera sa marche en avant [146] en dépit d'eux, et, quand elle sera effectuée, ils pourront s'écrier : *Ah tiens ! c'est fait - et sans nous - qui l'aurait imaginé * !*

[146] L'analyse pessimiste, mais réaliste, de la situation n'empêche pas Engels de conserver son optimisme révolutionnaire : déjà, en 1870, Marx avait prévu que le centre de gravité se déplaçait de France en Allemagne, en direction de l'Est ; bientôt il constatera que la Russie tend de plus en plus à devenir elle-même ce centre de gravité (cf. la préface russe du *Manifeste).* Ce déplacement rend naturellement la tâche de l'avant-garde révolutionnaire plus difficile en France. Cependant, ce pays avancé a cessé d'être isolé, comme il le fut trop longtemps : des pays aussi arriérés que lui à l'époque « entrent dans la danse » - non seulement ils reprennent ses héroïques traditions révolutionnaires, mais encore ils sont tout prêts à lui apporter leur soutien fraternel.

[135]

LE MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS.
TOME II. Efforts pour créer le parti de classe

INDEX DES NOMS CITÉS

Retour à la table des matières

tés de conjuration ; seul membre ouvrier du gouvernement provisoire ; vice-président de la commission du Luxembourg ; y joue un rôle d'otage ouvrier dans le gouvernement bourgeois ; condamné à dix ans de détention pour avoir participé à la journée du 15 mai 1848.

ALEMBERT Jean Le Rond d', 1717-1783 - mathématicien et philosophe. Il fut avec Diderot l'animateur de *l'Encyclopédie* à ses débuts ; membre de l'Académie des Sciences (1741) et de l'Académie française (1754) ; auteur du *Traité de dynamique* (1743), des *Recherches sur la précession des équinoxes* (1749). Son article « Genève » lui valut une critique, sévère de Rousseau *(Lettre à d'Alembert sur les spectacles,* 1758).

ANNENKOV Pavel Vassilevitch, 1812-1887 : propriétaire foncier russe ; publiciste et critique libéral ; fait la connaissance de Marx au cours de l'un de ses voyages à l'étranger et échange avec lui une correspondance (à propos de Proudhon).

ANTOINE (Marcus Antonius), 83-30 av. J.-C. : lieutenant de César, puis associé à Octavien et Lepidus au second triumvirat (43 av. J.-C.) ; triomphe à Philippe des républicains Brutus et Cassius, meurtriers de César ; Octavien reçoit l'Occident, et Antoine l'Orient ; tué au siège d'Alexandrie.

ARAGO Dominique-François, 1786-1853 : astronome, physicien, mathématicien et homme politique français ; connu pour ses travaux de physique ; député des Pyrénées, siège à l'extrême gauche, devient ministre de la Marine et de la Guerre dans [136] le gouvernement provisoire de 1848 ; contribue à l'écrasement du soulèvement de juin du prolétariat parisien.

ARAGO Étienne, 1802-1892 : frère du précédent ; homme politique de tendance républicaine, se réfugie à Bruxelles de 1849 à1859 ; maire de Paris après le 4 septembre 1870.

ARISTIDE, né v. 540, mort v. 468 av. J.-C. homme d'État grec ; stratège et archonte, surnommé *le Juste* s'illustre à Salamine et à Platées et crée la Confédération maritime de Délos.

ARNAUD Antoine, 1831-1885 . révolutionnaire français de tendance blanquiste ; membre du Comité central de la Garde nationale ; après la chute de la Commune, émigre en Angleterre ; membre du Conseil général de l'A.I.T. (1871-1872) ; délégué au Congrès de La Haye (1872), quitte l'A.I.T. pour protester contre le transfert du Conseil général à New York.

AVENEL Georges (vicomte), 1855-1939 : économiste et historien français.

BABEUF François-Noël (Gracchus), 1760-1797 : théoricien et révolutionnaire français né à Saint-Quentin, d'origine modeste ; occupe la charge de feudiste, qui consiste à rechercher les droits des propriétaires fonciers d'après les vieilles chartes ; emprisonné une première fois en mai 1790 pour avoir participé aux manifestations contre les impôts directs ; en septembre 1792, élu administrateur de district, est destitué à la suite d'une machination ourdie contre lui ; arrive à Paris en 1793. Lors de la chute de Robespierre, se sépare des Thermidoriens ; est emprisonné une nouvelle fois ; libéré, vit dans la clandestinité ; au début de 1796, crée la conjuration des Égaux qu'il dirige avec Darthé et Buonarotti ; dénoncé à Carnot, il est condamné à mort le 27 mai 1797 ; se poignarde en plein tribunal, mais se blesse seulement ; il est décapité ; fondateur du « premier parti communiste réellement agissant » (Marx).

BAIRSTOW Jonathan R. H., né v. 1819 : chartiste, membre de convention chartiste.

BAKOUNINE Michail Alexandrovitch, 1814-1876 : l'un des idéologues russes de l'anarchisme ; officier d'artillerie, démissionne et suit des cours à l'université de Moscou ; il y découvre la philosophie

allemande ; en 1840, à Dresde (Allemagne) fréquente le poète Herwegh ; à Zurich en 1843 fait connaissance avec le communiste utopique Weitling ; à Paris (1844-1848), fait la connaissance de P. Leroux, Proudhon, Marx ; participe à la lutte des barricades à Dresde (mai 1849) ; livré à la police russe, il est condamné, mais s'évade ; en 1864, il regroupe des Italiens, des Français et des Slaves dans des sociétés secrètes ; en juillet 1868, adhère à l'A.I.T. ; en septembre 1870, prend la direction d'une commune à Lyon ; défend certaines idées panslavistes, influence idéologiquement le mouvement populiste ; polémique avec Marx à propos de [137] la Fédération jurassienne ; est exclu de l'Internationale au Congrès de La Haye.

BARAGUAY D'HILLIERS, comte Achille, 1795-1878 : est nommé maréchal français et commandant de l'armée de Paris après son ralliement au prince Louis-Napoléon ; député aux assemblées constituante et législative.

BARBAROUX Charles-Jean-Marie, 1767-1794 : né à Marseille, siège à la Convention aux côtés des Girondins ; après le 2 juin 1793, doit se réfugier à Caen, puis à Bordeaux ; est guillotiné.

BARBÈS Amand, 1809-1870 : né à Pointe-à-Pitre en Guadeloupe, mort à La Haye ; un des chefs de la société secrète des Saisons sous la monarchie de Juillet ; condamné à mort à la suite de l'insurrection du 12 mai 1839, sa peine est commuée en détention perpétuelle, il est libéré par la révolution de 1848 ; est élu député à l'Assemblée constituante, où il soutient la politique de Ledru-Rollin ; il tente de constituer un gouvernement insurrectionnel à l'Hôtel de Ville, le 15 mai 1848 ; emprisonné à Belle-Ile-en-Mer, il est amnistié en 1854 par Napoléon III, mais se condamne à un exil volontaire et cesse pratiquement toute activité politique.

BARÈRE (DE VIEZAC) Bertrand, 1755-1841 : juriste français membre de la Constituante et de la Convention, qu'il préside durant le procès de Louis XVI ; jacobin, membre du Comité de salut public ;

l'un des organisateurs du 9-Thermidor, est lui-même persécuté par la réaction thermidorienne et par le Directoire.

BARROT Camille-Hyacinthe-Odilon, 1791-1873 : homme politique français ; en 1847, lance la campagne des banquets ; après avoir dirigé l'opposition libérale dynastique sous la monarchie de Juillet, il est à la tête du ministère s'appuyant sur le bloc monarchiste et contre-révolutionnaire, de décembre 1848 à octobre 1849 ; président du Conseil d'État après le 4 septembre 1870.

BASTIDE Jules, 1800-1879 : publiciste et homme politique français ; républicain bourgeois, directeur du journal *Le National* (1836-1846) ; député à l'Assemblée nationale constituante, devient ministre des Affaires étrangères du gouvernement provisoire après février 1848 ; prend position contre Louis Napoléon ; auteur de *La République française et l'Italie en 1848*.

BAUER Heinrich : cordonnier, originaire de Franconie ; l'un des dirigeants de la *Ligue des Justes* et de *l'Association allemande de formation des ouvriers* de Londres ; membre du Conseil central de la *Ligue des communistes*, dont il devient l'émissaire en Allemagne d'avril à mai 1850 ; émigre en Australie (1851).

BAZIRE (Basire) Claude, 1764-1794 : député à l'Assemblée législative et à la Convention ; partisan de Danton, membre du Comité de sûreté générale.

[138]

BAZIN Gustave : membre du Parti Ouvrier français, délégué au Congrès de Reims (1881) ; arrêté pour une prétendue incitation à la guerre civile fin novembre 1882 ; partisan de Guesde.

BEAUMONT Christophe de, 1703-1781 : archevêque de Paris ; s'en prend violemment à *l'Emile* de Jean-Jacques Rousseau, qui lui

répond par un plaidoyer en faveur de la liberté de conscience dans sa *Lettre à M. de Beaumont.*

BEBEL August, 1840-1913 - tourneur, l'un des dirigeants les plus marquants du mouvement ouvrier allemand et international ; ami et disciple de Marx-Engels ; dès 1863, organise la fédération des unions ouvrières allemandes dont il devient le président en 1867 ; membre de l'A.I.T. en 1866 ; l'un des principaux fondateurs du parti ouvrier social-démocrate allemand en 1869 ; député du Reichstag de l'Allemagne du Nord (1867-1870) et du Reichstag allemand (1871-1881 et 18831913) ; vote contre les crédits de guerre au moment de la guerre franco-prussienne de 1870 ; s'oppose avec vigueur aux desseins annexionnistes de Bismarck, et soutient courageusement la Commune de Paris ; prône l'unification de l'Allemagne par la voie révolutionnaire et démocratique. De 1878 à 1890, dirige la social-démocratie allemande, fort des conseils d'Engels, remporte la lutte contre la loi antisocialiste de Bismarck.

BECKER Johann Philipp, 1809-1886 : brossier, originaire du Palatinat ; de la démocratie bourgeoise, il passe au socialisme ; prend la parole à la fête démocratique de Hambach en 1830 ; commandant en chef de la milice populaire de Bade en 1849, est « le seul général de la révolution allemande » (Engels) ; à partir de 1860, devient l'ami et le compagnon de lutte de Marx-Engels ; en 1864, l'un des fondateurs de la section genevoise de l'A.I.T. ; président de la section allemande du comité central de l'A.I.T. pour la Suisse (1865) ; président de la section regroupant les membres de langue allemande de l'A.I.T. (1866-1871) ; directeur et journaliste du *Vorbote*, délégué à toutes les conférences et à tous les congrès de l'A.I.T. Jusqu'à la fin de sa vie, reste infatigablement à la tête du mouvement ouvrier suisse et se dévoue à la cause internationale.

BÉLUZE Jean-Pierre : socialiste petit-bourgeois ; fondateur en 1863 de la *Banque du peuple et de crédit au travail.*

BERNSTEIN Eduard, 1850-1932 : rédacteur et publiciste, adhère au parti social-démocrate ouvrier allemand en 1872 ; comme secrétaire de Karl Höchberg, s'installe à Zurich en 1878 ; lie connaissance avec Marx-Engels en décembre 1880 et entretient ensuite une ample correspondance avec Engels ; passe graduellement au marxisme sous cette influence ; rédacteur du *Sozialdemokrat* (1881-1890) ; prend ouvertement une position opportuniste à partir de 1896, et « donne une expression caractéristique au révisionnisme » (Lénine) ; critique le marxisme orthodoxe dans son ouvrage de 1899 *sur le socialisme théorique* [139] *et le socialisme pratique ;* devient l'un des chefs de l'aile droite de la social-démocratie allemande et de la IIe Internationale ; nommé secrétaire d'État au Trésor après l'échec de la révolution de 1918.

BIRON Armand Louis (DE GONTAUT, duc de Lauzun), 1747-1793 général français ; membre de l'Assemblée constituante.

BISMARCK Otto (prince de), 1815-1898 : homme d'État et diplomate prussien ; représente les intérêts des hobereaux prussiens ; président du Conseil prussien (1873-1890) et chancelier d'État de 1871 à 1890 ; réalise l'unité de l'Allemagne par le haut « de manière mi-révolutionnaire mi-contre-révolutionnaire » (Engels), au moyen de guerres dynastiques (en 1866 contre l'Autriche et ses alliés, les petits États de l'Allemagne méridionale ; en 1870-1871, contre la France bonapartiste) ; en politique intérieure assure l'alliance entre la grande bourgeoisie et les hobereaux, renforçant ainsi la bureaucratie et le militarisme prussiens au sein de l'Allemagne ; ennemi acharné du mouvement ouvrier, promulgue en 1878 la loi antisocialiste qui est abrogée en 1890 grâce à la lutte ouvrière - ce qui détermine en fin de compte sa chute.

BLANC Jean-Joseph-Louis, 1811-1882 : né à Madrid ; journaliste, lutte pour le suffrage universel et passe au socialisme ; publie en 1840 une brochure sur *l'Organisation du travail*, où il prône une organisation systématique de la société. De 1841 à 1848, édite, avec Pierre Leroux et George Sand, la *Revue Indépendante* et collabore à *La Ré-*

forme dès 1843. Son *Histoire de dix ans* prépare les esprits au renversement de la monarchie de Juillet ; participe à la campagne des banquets qui prélude à la révolution de 1848 ; entre dans le gouvernement provisoire en février 1848 et préside la commission du Luxembourg, où il présente un projet sur les ateliers nationaux ; socialiste petit-bourgeois, il défend une politique de conciliation entre les classes et de pactisation avec la bourgeoisie ; après juin 1848, émigre en Angleterre où il devient le chef de l'émigration petite-bourgeoise ; élu député de l'Assemblée nationale de 1871, où il siège à l'extrême-gauche et critique la Commune ; attribue un rôle essentiel à l'État dans la réforme sociale et la constitution dans chacune des principales branches d'activité économique d'une association de production, *l'atelier social.*

BLANQUI Louis-Auguste, 1805-1881 : révolutionnaire français d'une fermeté et d'un courage exceptionnels ; dès 1824 est affilié au carbonarisme ; après 1830, l'un des chefs de l'opposition républicaine et socialiste ; collabore au *Globe* de Pierre Leroux ; lutte sur les barricades pendant les Trois Glorieuses ; adhère à la *Société des amis du peuple*, auquel le gouvernement fait un procès en janvier 1832 au cours duquel Blanqui est condamné à deux ans de prison (il y fait connaissance avec Buonarroti) ; il organise durant toute cette période de multiples sociétés secrètes et plusieurs conspirations célèbres, dont [140] le soulèvement des Quatre Saisons, le 13 mai 1840 ; au cours de la révolution de 1848 est à l'extrême-gauche du mouvement démocratique et prolétarien ; condamné à dix ans pour sa participation à la journée du 15 mai 1848, il est amnistié en 1859 ; emprisonné de nouveau en 1861, il s'évade en 1865. En 1870, il fonde le journal *La Patrie en danger*, l'un des chefs du soulèvement du 31 octobre 1870 qui prélude à la Commune ; arrêté sur l'ordre de Thiers à la veille du 18 mars 1871, il est empêché de participer à la Commune ; Marx écrit à ce propos : si Thiers le fit, c'est qu'« il savait qu'avec Blanqui il donnerait une tête à la Commune » ; gracié en 1879, devient député de Bordeaux, mais son élection est invalidée ; a passé trente-six ans de sa vie en prison, d'où son surnom *l'Enfermé.*

BLOMMESTEIN : financier hollandais ; au début des années 1880, propriétaire du journal *Le Citoyen.*

BOILEAU Nicolas, 1636-1711 : auteur critique, historien du roi (1677) ; dans la querelle des Anciens et des Modernes, prend position pour les écrivains antiques ; participe à la querelle sur le jansénisme.

BOISSY D'ANGLAS François comte de, 1756-1826 : homme politique français ; élu aux États généraux de 1789 ; membre de l'Assemblée constituante ; fait partie de la Plaine, membre du Comité de salut public après Thermidor, président de la Convention ; membre du conseil des Cinq-cents ; proscrit au 18-Fructidor, revient en France au 18-Brumaire ; pair de France en 1814 et membre de l'Institut en 1816.

BOLINGBROKE vicomte Henry Saint-John, 1678-1751 : philosophe déiste et sceptique anglais ; l'un des dirigeants du parti *tory*.

BONTOUX Eugène, 1824-1904 : ingénieur français ; financier et entrepreneur ; célèbre pour ses spéculations dans la construction de chemins de fer en 1883, s'enfuit à l'étranger pour éviter la prison.

BÖRNE Karl Ludwig, 1786-1837 publiciste et critique allemand représentant marquant de l'opposition radicale petite-bourgeoise ; auteur des *Lettres de Paris,* qui firent connaître aux Allemands les événements révolutionnaires de Paris ; vers la fin de sa vie, partisan d'un socialisme chrétien.

BOUCHOTTE Jean-Baptiste-Noël, 1754-1840 : général français ; participe à la révolution française, jacobin ; ministre de la Guerre en 1793-1794.

BOUIS Casimir, v. 1843-1916 : journaliste français ; blanquiste, membre du comité central de la Garde nationale et de la Commune de Paris ; président de la commission d'enquête sur l'activité du gouver-

nement de la Défense nationale ; déporté en Nouvelle-Calédonie après la chute de la Commune.

BOVIO Giovanni, 1841-1903 : philosophe idéaliste italien ; homme politique bourgeois de tendance républicaine ; député au parlement italien en 1876 : professeur à l'université de Naples.

[141]

BOZ : pseudonyme de Dickens.

BRISSAC Henri, 1823-1906 : publiciste et socialiste français ; membre de la Commune de Paris, secrétaire général du comité exécutif, puis du comité de l'aide sociale ; déporté en Nouvelle-Calédonie après la chute de la Commune ; de retour en France après l'amnistie de 1880 ; membre du Parti ouvrier français et rédacteur de *L'Égalité* en 1882 ; partisan de Guesde.

BRISSOT Jacques-Pierre, 1754-1793 : l'un des dirigeants politiques de la révolution française ; membre du club des Jacobins, est plus tard dirigeant et théoricien de la faction girondine.

BROUSSE Paul-Louis-Marie, 1844-1912 : médecin et homme politique français ; socialiste petit-bourgeois, participe à la Commune, émigre ensuite en Espagne, puis en Suisse ; se rallie aux anarchistes, participe à la fondation du Parti ouvrier français ; au Congrès de Saint-Etienne suscite la scission du parti ; l'un des dirigeants et des idéologues des possibilistes.

BRUNSWICK Charles-Guillaume-Ferdinand de, 1735-1806 : général entré au service de la Prusse ; commandant en chef de l'armée de coalition contre la France en 1792, lance le fameux ultimatum aux Parisiens connu sous le nom de *manifeste de Brunswick*, participe à des tractations avec Danton ; battu à Valmy (20 septembre 1792).

BRUTUS Marcus Junius, v. 86-42 av. J.-C. : homme politique romain du camp républicain ; meurtrier de Jules César.

BUCHEZ Philippe-Joseph-Benjamin, 1796-1865 : employé à l'octroi, puis médecin, homme politique, théoricien mêlant le socialisme au christianisme ; adversaire de la Restauration, puis de la monarchie de Juillet ; se rallie aux idées exprimées par Saint-Simon dans le *Nouveau Christianisme* en 1829, rompt ensuite avec Enfantin et fonde son propre mouvement ; en 1840, propose la création d'associations ouvrières ; capitaine de la Garde nationale, participe à l'assaut des Tuileries en 1848 ; député à la Constituante et président de cette assemblée en 1848 ; diffuse ses idées dans *L'Européen, journal de morale et de philosophie* (1831-1832, 1835-1838), et dans *L'Atelier* (1840-1850).

BUONARROTI Filippo Michele, 1761-1837 : révolutionnaire italien, participe au mouvement révolutionnaire en France à la fin du XVIIIe siècle et au début du XIXe ; communiste utopique et fervent adepte de la propagation de la révolution aux pays voisins de la France ; chargé de mission par la Convention ; compagnon de lutte de Babeuf, il contribue au réveil des idées babouvistes dans les années 1830 par son ouvrage intitulé *Conspiration pour l'Égalité (dite de Babeuf),* Blanqui fait connaissance de Buonarroti en prison dans les années 1830.

BUZOT François, 1760-1794 : homme politique, député siégeant aux côtés des Girondins à la Convention ; mis en accusation le 2 juin 1793, s'enfuit en Normandie ; il y lève une petite [142] armée, battue à Vernon ; réfugié en Gironde, il est découvert avec Pétion, et se suicide.

CABET Étienne, 1788-1856 : né à Dijon, mort à Saint-Louis (États-Unis) ; fils d'un maître-artisan tonnelier, devient docteur en droit ; adhère au carbonarisme et accède au comité directeur ; propose au futur Louis-Philippe un programme visant à instaurer une *monarchie populaire ;* après les Trois Glorieuses, auxquelles il participe ac-

tivement, il devient républicain ; en 1833, publie *Le Populaire ;* après plusieurs condamnations, s'exile à Londres, où il fait connaissance avec les théories d'Owen et de Thomas Morus ; de retour à Paris, il expose sa théorie de l'utopie communiste dans le *Voyage en Icarie* (1840) et publie le *Populaire de 1841* ; cependant il polémique avec les communistes violents, notamment ceux de *L'Humanitaire* ; il ne joue plus qu'un rôle effacé dans la préparation immédiate de la révolution de 1848, bien qu'il ait contribué, quelques années auparavant encore, au développement des idées communistes en milieu ouvrier ; tente, avec plus ou moins de succès, de réaliser sa théorie en fondant des communautés icariennes au Texas et en Illinois.

CAMBACÉRÈS Jean-Jacques Régis de (duc de Parme), 1753-1824 juriste et homme politique français ; député à la Convention et membre du Conseil des Cinq-Cents ; deuxième consul après le 18-Brumaire ; participe à l'élaboration du Code civil ; archichancelier de l'Empire ; exilé en 1815 comme régicide, rentre en France en 1818.

CAMBON Joseph, 1756-1820 : homme politique français, député à l'Assemblée législative et à la Convention ; membre du premier Comité de salut public d'avril à juillet 1793 ; préside le comité des finances et organise l'exploitation financière des pays annexés ; institue le grand livre de la Dette publique.

CARLYLE Thomas, 1795-1881 : écrivain anglais, historien et philosophe idéaliste ; prône le culte du héros et critique la bourgeoisie anglaise du point de vue du romantisme réactionnaire ; finit par rejoindre les rangs des conservateurs, devenant après 1848 l'ennemi déclaré du mouvement ouvrier.

CARNOT Lazare-Nicolas, 1753-1823 : ingénieur militaire, mathématicien et physicien ; député de la Législative, devient membre du comité de l'instruction publique ; d'abord de tendance jacobine ; en 1792, organise l'armée du Midi et entre au Comité de salut public en 1793 ; il se sépare de Robespierre et prend part au coup d'État du 9-Thermidor ; joue un rôle important au Directoire, mais il est éliminé

par le coup d'État du 18-Fructidor ; ministre de la Guerre sous le Consulat, il est écarté sous l'Empire ; reprend du service en 1814 et organise la défense d'Anvers ; ministre de la Guerre au cours des Cent-Jours, doit s'exiler sous la Restauration.

CASSIUS LONGINUS, Caïus, mort en 42 av. J.-C. : homme politique [143] et tribun romain ; l'un des initiateurs de la conjuration aristocratico-républicaine contre Jules César.

CATILINA Lucius Sergius, v. 108-62 av. J.-C. : homme politique romain ; patricien, organise la conjuration qui porte son nom contre la République aristocratique.

CATON Marcus Porcius, surnommé d'Utique, 95-46 av. J.-C. homme d'État romain ; chef du parti aristocratique républicain ; stoïcien ; adversaire de César, prend parti pour le Sénat contre lui ; suit Pompée en Orient ; à la chute de la République, se suicide.

CAUSSIDIÈRE Marc, 1808-1861 : socialiste petit-bourgeois français ; en 1834 participe au soulèvement de Lyon, condamné à vingt ans de travaux forcés, puis amnistié en 1838 ; organise des sociétés secrètes sous la monarchie de Juillet, et participe à tous les complots républicains ; après avoir lutté sur les barricades en février 1848, prend possession de la préfecture de police ; devient préfet de police de février à mai ; député de l'Assemblée constituante ; émigra en Angleterre, après avoir été mis en accusation après le 15 mai.

CAVAIGNAC Louis-Eugène, 1802-1857 : homme politique, républicain bourgeois modéré ; frère de Godefroy, qui soutint l'opposition républicaine sous Charles X et Louis-Philippe ; participe à la conquête de l'Algérie et devient maréchal de camp en 1834 ; nommé gouverneur général de l'Algérie en 1848, rentre bientôt à Paris où il est élu député et devient ministre de la Guerre en mai ; pourvu des pleins pouvoirs dictatoriaux, réprime avec brutalité l'insurrection de juin 1848 ; nommé ensuite président du conseil et chef de l'exécutif ;

se présente aux élections présidentielles contre Louis Napoléon qui obtient trois fois plus de voix que lui.

CÉSAR, Caïus Julius, v. 100-44 av. J.-C. : homme d'État et général romain.

CHABOT DE L'ALLIER Georges-Antoine, 1758-1819 : homme politique et juriste français ; député de la Convention, membre du conseil des Anciens (1799), du Tribunat, du Corps législatif (1807-1809) et juge de la cour de cassation (1809) ; participe à la rédaction du Code civil.

CHANGARNIER Nicolas-Anne-Théodule, 1793-1877 : général, homme d'État de tendance monarchiste ; gouverneur général de l'Algérie en 1848 ; député aux assemblées constituante et législative, nommé commandant des troupes de Paris ; participe à l'écrasement du soulèvement de Juin et de la manifestation du 13 juin 1849 ; passé aux monarchistes, est arrêté et expulsé de France après le 2 décembre 1851 ; rentre en France en 1859, placé sous les ordres de Bazaine en 1870 ; élu en 1871, crée un petit groupe de députés royalistes ; en 1875, vote contre l'établissement de la République.

CHARLES-ALBERT, 1798-1849 : roi de Sardaigne et du Piémont.

CHENU Adolphe, né v. 1817 : membre de sociétés secrètes durant la monarchie de Juillet ; provocateur et agent de la police secrète.

[144]

CLARIOL : délégué de la société des typographes français.

CLEMENCEAU Georges-Benjamin, 1841-1929 : médecin, publiciste et homme politique français ; député à l'Assemblée nationale de 1871, démissionne ; président du conseil municipal de Paris en

1875 ; député de la Seine, puis du Var, chef de l'extrême gauche ; attaque avec violence la politique coloniale de Jules Ferry ; soutient, puis combat le boulangisme ; rédacteur de *L'Aurore*, prend une part active à la réhabilitation de Dreyfus ; président du conseil de 1906 à 1919, réprime les mouvements sociaux et finit par mener une politique impérialiste.

CLODIUS PULCHER Publius, mort 52 av. J.-C. : tribun du peuple, partisan de Jules César, fait exiler Cicéron.

CLOOTS Jean-Baptiste du Val-de-Grâce, baron de (surnommé Anacharsis Cloots), 1755-1794 : homme politique prussien, fils d'un conseiller privé du roi de Prusse ; s'installe à Paris en 1776 et prend part au mouvement de *l'Encyclopédie ;* naturalisé français ; ardent jacobin ; député à la Convention, l'un des principaux artisans de la campagne de déchristianisation ; guillotiné avec les hébertistes.

COBOURG Frédéric Josias de Saxe-Cobourg, 1737-1815 : général autrichien, commandant en chef de l'armée autrichienne des Pays-Bas en 1792 ; bat Dumouriez à Neerwinden, vaincu par Jourdan à Fleurus.

CODRUS OU CODROS : d'après la légende grecque, dernier roi d'Athènes ; se donne la mort pour sauver son pays.

COLOMB Christophe, né v. 1450-1506 : navigateur, découvreur du Nouveau Monde.

COURNET Frédéric, 1839-1885 : employé de commerce et publiciste ; blanquiste, participe à la Commune de Paris ; député à l'Assemblée en février 1871, démissionne ; membre de la Commune (XIXe) ; condamné à mort par contumace, émigre en Angleterre ; membre du Conseil général de l'A.I.T. (1871-1872) ; délégué au Congrès de La Haye ; se retire de l'A.I.T. pour protester contre le transfert

du Conseil général à New York ; dans les années 1880, l'un des chefs de l'organisation blanquiste en France.

COUTHON Georges-Auguste, 1755-1794 : député à la Législative, puis à la Convention ; membre du Comité de salut public ; forme le triumvirat avec Robespierre et Saint-Just ; réprime l'insurrection contre-révolutionnaire de Lyon en 1793 ; fait voter la loi du 22-Prairial qui organise la « Grande Terreur »; arrêté et guillotiné avec Robespierre le 10-Thermidor.

CRÉMIEUX Isaac-Moïse (dit Adolphe), 1796-1880 : avocat et homme politique ; dans les années 1840, bourgeois libéral ; membre du gouvernement provisoire en 1848 et ministre de la Justice ; soutient Cavaignac, puis Louis Bonaparte, se rapproche enfin de l'opposition républicaine, est arrêté au 2 décembre 1851 ; député au Corps législatif en 1869 ; participe [145] au gouvernement du 4 septembre ; ministre de la Justice dans le gouvernement de la Défense nationale, obtient la qualité de citoyens français pour les Juifs d'Algérie en octobre 1870.

CRIÉ : journaliste français, anarchiste ; en 1882 membre de la rédaction du *Citoyen - La Bataille.*

DANTON Georges-Jacques, 1759-1794 : avocat au conseil du roi (1785-1791) ; fonde en juillet 1790 le club des Cordeliers ; membre de la Commune (janvier 1790) ; se réfugie en Angleterre après la manifestation du Champ-de-Mars (juillet 1791) ; en décembre 1791, élu substitut du procureur de la Commune insurrectionnelle ; ministre de la Justice après le 10 août 1792, devient chef du gouvernement ; député à la Convention, attaqué par les Girondins ; cherche d'abord à faire bannir le roi, puis vote sa mort ; crée le tribunal révolutionnaire et le Comité de salut public ; proclame la levée de 300 000 hommes ; négocie avec l'Angleterre pour démembrer la coalition ; chef de l'aile droite des Jacobins, est éliminé du comité en juillet 1793 au profit de Robespierre, auquel il s'oppose et demande la fin du régime de la terreur ; le Comité de salut publie fait condamner Danton à mort lors du

scandale de la liquidation de la Compagnie des Indes ; guillotiné avec Camille Desmoulins.

DARTHÉ Augustin-Alexandre, 1769-1797 : révolutionnaire français, partisan de Babeuf.

DELANGLE Claude-Alphonse, 1797-1869 : juriste et homme politique réactionnaire ; avocat général de 1847 à la révolution de Février.

DELAUNAY Joseph, 1752-1794 : membre de l'Assemblée législative et de la Convention ; membre du comité des finances.

DELESSERT Gabriel-Abraham-Marguerite, 1786-1858 : préfet de police de Paris (1836-1848).

DÉMOSTHÈNE, 384-322 av. J.-C. : orateur et homme politique athénien ; dans ses *Philippiques*, dénonce l'ambition de Philippe de Macédoine ; obtient l'alliance de Thèbes contre son adversaire ; cette alliance ne peut empêcher la défaite athénienne ; après la mort d'Alexandre, Démosthène rentre triomphalement dans sa patrie ; il encourage la révolte d'Athènes contre Antipatros ; l'insurrection étant défaite, il s'empoisonne.

DENOUAL Jules : démocrate petit-bourgeois français ; participe à l'assemblée inaugurale du 28 septembre 1864 à St.Martin's Hall ; membre du Conseil central de l'A.I.T. (1864-1865).

DE PAEPE César, 1842-1890 : typographe, puis médecin ; élément marquant du mouvement ouvrier belge et international ; membre de l'Association fédérative générale de Belgique, participe à la fondation de la section belge de l'A.I.T. ; dès 1865, en relation épistolaire avec Marx ; rêve de concilier Marx et Bakounine ; membre du Conseil

fédéral belge ; délégué aux conférences de Londres (1865 et 1871), aux [146] congrès de Lausanne (1867), de Bruxelles (1868) et de Bâle (1869) ; après le Congrès de La Haye, soutient pendant un certain temps les bakouninistes ; en 1885, participe à la fondation du parti ouvrier belge.

DEREURE Simon, 1838-1900 : cordonnier, blanquiste ; élément actif du mouvement ouvrier français et international ; adhère à la section parisienne de l'A.I.T. et fait partie de la rédaction du journal *La Marseillaise* ; délégué au Congrès de Bâle (1869) ; membre de la Commune, émigre ensuite aux États-Unis ; assiste comme délégué américain au Congrès de La Haye, qui l'élit au Conseil général devant être transféré à New York ; adhère en 1882 au Parti ouvrier français.

DESMOULINS Camille, 1760-1794 : homme politique et publiciste français ; dès juin 1789 rédige un violent pamphlet contre l'Ancien Régime ; le 12 juillet 1789, appelle aux armes la foule réunie au Palais-Royal ; participe activement à la journée du 10 août et devient le secrétaire de Danton ; siège à la Montagne dans la Convention ; attaque d'une part les Girondins, et d'autre part les hébertistes ; condamné à mort avec les dantonistes, est exécuté le 5 avril 1794.

DEVILLE Gabriel, 1854-1940 : publiciste et socialiste français ; membre du Parti ouvrier français ; rédige un exposé populaire du premier volume du *Capital* ; auteur de différentes études philosophiques, historiques et économiques ; l'un de ceux qui contribuèrent à l'introduction du marxisme en France ; délégué aux congrès de 1889 et 1891 de l'Internationale socialiste ; se retira du mouvement ouvrier par la suite et entra dans les services diplomatiques.

DÉZAMY Théodore, 1803-1850 : publiciste français, représentant de la tendance révolutionnaire du communisme utopique ; l'un des chefs de la société des *Nouvelles Saisons* (1839) ; d'abord partisan de Cabet, se rapproche ensuite de Blanqui ; participe activement à la révolution de 1848.

DICKENS Charles (pseudonyme : Boz), 1812-1870 : romancier anglais.

DIDEROT Denis, 1713-1784 : philosophe français, directeur et animateur de *l'Encyclopédie ;* invité par Catherine de Russie, passe sept mois en Russie (1773) ; représentant du matérialisme mécaniste ; l'un des idéologues de la bourgeoisie révolutionnaire.

DOURLEN : médecin français d'Argenteuil, soigna Marx et sa famille dans les années 1881 et 1882 ; ami de Charles Longuet.

DUBOIS-CRANCÉ Edmond-Louis-Alexis, 1747-1814 : homme politique et général français ; député du tiers-état aux États généraux, où il propose d'importantes réformes militaires ; membre de la Convention, siège à la Montagne et réforme le système militaire français ; membre du conseil des Cinq-Cents, ministre de la Guerre en 1799.

DUCHATEL Charles-Marie-Tanneguy (comte de) : homme politique de la monarchie de Juillet ; orléaniste, ministre de [147] l'Intérieur, renversé par la révolution de Février, malthusien.

DUCOS Jean-François, 1765-1793 : membre de la Législative et de la Convention, siège parmi les Girondins.

DUFAURE Jules-Armand-Stanislas, 1798-1881 : avocat et homme politique français ; orléaniste, devenu républicain bourgeois en 1848 ; député de la Législative et de la Constituante de 1848 à 1851, ministre de l'Intérieur du gouvernement Cavaignac d'octobre à décembre 1848, et sous Louis Bonaparte de juin à octobre 1849 ; ministre de la Justice (1871-1873 ; 1875-1876, 1877-1879) ; président du conseil (1876, 1877-1879).

DÜHRING Eugen Karl, 1833-1921 : idéologue du socialisme petit-bourgeois réactionnaire ; matérialiste vulgaire ; nommé professeur à l'université de Berlin en 1853, sanctionné en 1877 pour opposition au gouvernement ; exerce une grande influence sur la social-démocratie allemande ; Marx-Engels décident finalement d'intervenir pour dénoncer l'action de ses idées éclectiques en matière philosophique et économique, avec l'ouvrage connu sous le nom d'Anti-Dühring.

DULAURE Jacques-Antoine, 1755-1835 : membre de la Convention, fait partie de la Plaine et soutient les Girondins.

DUMESNIL-MARIGNY Jules : publiciste et économiste bourgeois français ; membre de l'A.I.T. en 1865, participe à la Conférence de Londres de 1865.

DUMOURIEZ Charles-François (DU PÉRIER, dit), 1739-1823 officier pendant la guerre de Sept ans, agent diplomatique de Louis XV ; chef de la garde nationale de Cherbourg en 1789 ; se rallie aux Girondins ; ministre des Affaires étrangères, décide Louis XVI à déclarer la guerre à l'Autriche ; commande l'armée du Nord ; bat les Prussiens à Valmy, les Autrichiens à Jemmapes et occupe la Belgique ainsi que la Hollande ; est battu à Neerwinden ; trahit et passe à l'ennemi.

DUPONT DE L'EURE Jacques-Charles, 1767-1855 : homme politique de tendance libérale ; participe à la révolution française, membre du conseil des Cinq-Cents ; sous le Consulat, président de la cour de Rouen ; député de l'opposition sous la Restauration, participe à la révolution de 1830 ; fait partie de l'opposition dynastique au cours des années 1840, comme républicain modéré ; président du gouvernement provisoire en 1848.

DURAND Gustave-Paul-Emile, né en 1835 : ouvrier orfèvre ; espion de la police française ; se fait passer pour réfugié de la Commune

à Londres et devient secrétaire de la *Section française de 1871* ; démasqué comme mouchard, est exclu de l'Internationale.

DUVERGIER DE HAURANNE Prosper, 1798-1881 : homme politique et publiciste français ; collaborateur du *Continental* et du *Siècle* ; fait parti du centre gauche durant la révolution de Février.

[148]

ECCARIUS Johann Georg, 1818-1889 : tailleur, originaire de Thuringe, publiciste ; émigré à Londres, adhère à la Ligue des Justes, puis des communistes ; l'un des dirigeants de *l'Association pour la formation des ouvriers allemands* de Londres ; membre du Conseil général de l'A.I.T. dès 1864 ; travaille en collaboration avec Marx ; secrétaire général du Conseil (1867-1871) ; secrétaire-correspondant pour l'Amérique (1870-1872) ; délégué à toutes les conférences et à tous les congrès de l'A.I.T. ; rejoint plus tard l'aile réformiste des syndicats.

FAUCHER Léon, 1803-1854 : économiste, publiciste et homme politique français, de tendance orléaniste, puis bonapartiste ; de 1848 à 1851, député de la Législative et de la Constituante ; ministre de l'Intérieur (décembre 1848 à mai 1849 et 1851), ennemi obstiné de la classe ouvrière.

FAVRE Gabriel-Claude, 1809-1880 : homme politique et avocat ; l'un des chefs des républicains bourgeois modérés ; sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères en 1848 député de la Constituante et de la Législative de 1848 à 1851 député du Corps législatif en 1863 ; ministre des Affaires étrangères au gouvernement de la Défense nationale et de Thiers ; prépare aussitôt, avec Bismarck, la capitulation de Paris ; négocie, avec Thiers, le traité de Francfort ; ennemi forcené de la Commune, sollicite l'aide prussienne ; après l'écrasement de la Commune, met tout en œuvre pour obtenir l'extradition des communards réfugiés à l'étranger.

FERDINAND II, 1810-1859 : roi de Naples, duc de Calabre ; doit accorder une constitution en 1848 sous la pression de la révolution, mais il réagit, reprend Messine après un bombardement - d'où son surnom Bomba - puis Palerme, et rétablit un pouvoir absolu.

FERRÉ Charles-Théophile, 1845-1871 : révolutionnaire français de tendance blanquiste ; prend une part active au mouvement républicain des années 1860 ; membre de la Commune et du comité de la sûreté publique et substitut du procureur de la Commune ; fusillé par les Versaillais.

FICHTE Johann Gottlieb, 1762-1814 : philosophe professant dans de multiples universités ; auteur du manifeste patriotique, *Discours à la nation allemande* (1807).

FLOCON Ferdinand, 1800-1866 : publiciste et homme politique français, de tendance démocratique ; intervient à plusieurs reprises en faveur de Marx ; rédacteur du journal *La Réforme ;* en 1848, membre du gouvernement provisoire, ministre de l'Agriculture et du Commerce ; expulsé après le coup d'État de 1851, se réfugie en Suisse.

FONTANA Giuseppe, 1840-1876 : participe à la révolution de 1848 en Italie, puis émigre ; l'un des dirigeants de *l'Associazione di Mutuo Progresso*, organisation des ouvriers italiens de tendance mazzinienne ; membre du Conseil central de [149] l'A.I.T. (1864-1865) et secrétaire-correspondant pour l'Italie (1865).

FOURIER François-Marie-Charles, 1772-1837 : philosophe et économiste, inventeur du système des phalanstères, sociétés de consommation et de production, dont les revenus sont répartis entre le capital (4/12), le talent (3/12) et le travail (5/12) ; travaille à contre-cœur comme employé de commerce, voue une haine ardente au mercantilisme et fait une remarquable critique du système capitaliste ; à l'ordre social qui aliène et mutile l'homme, il veut substituer une société fondée sur les *passions*, afin de retrouver l'harmonie naturelle,

après avoir restauré l'égalité et l'attrait pour le travail ; vit en en solitaire, mais influence, par exemple, V. Considérant et le communiste utopique allemand Weitling.

FOURNIER (dit l'Américain) Claude, 1745-1823 : révolutionnaire français, très actif de 1789 à 1792.

FRÉDÉRIC II le Grand, 1712-1786 : roi de Prusse de 1740 à 1786.

FRÉJAC Raoul, né en 1840 : socialiste de Commentry, adhère au Parti ouvrier français ; délégué au congrès de l'Internationale socialiste.

FRIBOURG E. E. : graveur puis marchand ; proudhonien de droite, participe à la fondation de l'A.I.T. ; l'un des dirigeants à ses débuts de la section parisienne de l'A.I.T. ; en 1865, délégué à la Conférence de Londres, en 1866 au Congrès de Genève ; publie en 1871 un ouvrage dénonçant l'Internationale et la Commune : L*'Association internationale des travailleurs.*

FULCHIRON Jean-Claude, 1774-1859 : industriel et homme politique français.

FOX Charles James, 1749-1806 : homme politique anglais, chef de l'opposition *whig ;* favorable à la France révolutionnaire et aux États-Unis, il s'oppose à Pitt ; à la mort de celui-ci, devient secrétaire d'État aux Affaires étrangères et tente vainement un rapprochement avec Napoléon Ier.

GAMBETTA Léon, 1838-1882 : avocat et homme d'État français ; républicain bourgeois ; en 1868, se fait remarquer en prononçant un violent réquisitoire contre l'Empire à propos de l'affaire Baudin ;

chef de la minorité républicaine au Corps législatif à partir de 1869 ; le 4 septembre, proclame la République après avoir réclamé la déchéance de l'Empire ; devient membre du gouvernement de la Défense nationale (1870-1871) et dirige la délégation de Tours ; devient ministre de la Guerre et se charge d'organiser la résistance ; entré en conflit avec ses collègues, il démissionne le 6 février 1871 à Bordeaux ; élu à l'Assemblée nationale, il dirige l'Union républicaine qui soutient Thiers contre les monarchistes ; fonde en 1871 le journal de *La République française*, cherche ensuite une entente avec les partis du centre contre Mac-Mahon et contribue au vote des lois constitutionnelles de 1875 assurant la république ; président du conseil et ministre des [150] Affaires étrangères (1881-1882) ; pratique la politique opportuniste de la petite bourgeoisie française.

GARIBALDI Giuseppe, 1807-1882 : révolutionnaire italien, né à Nice ; dirige le mouvement de libération et d'unification de l'Italie ; en 1848, lutte à la tête d'un corps franc aux côtés de l'armée du Piémont contre l'Autriche ; d'avril à juin 1849, organise la défense de la République romaine, mais est submergé par les Napolitains, les Français d'Oudinot (venus secourir le pape) et les Autrichiens ; en 1859, reprend la lutte contre les Autrichiens à la tête des chasseurs des Alpes, puis avec les « Mille », libère la Sicile et le Sud de l'Italie de la tyrannie des Bourbons, en dépit des entraves de Victor Emmanuel (octobre 1859) ; s'efforce à deux reprises de libérer Rome de la domination papale (1862 et 1867) ; en septembre 1870, offre ses services à la France et, à la tête de ses Chemises rouges de Ravelli, contribue à libérer Dijon des Allemands ; prend ensuite la défense de la Commune et salue la formation de sections de l'A.I.T. en Italie.

GARNIER-PAGÈS Etienne-Joseph-Louis, 1801-1841 : homme politique français ; démocrate bourgeois, se trouve à la tête de l'opposition républicaine après la révolution de 1830.

GARNIER-PAGÈS Louis-Antoine, 1803-1878 : courtier, homme politique français de tendance républicaine modérée ; député de

l'Eure, membre du gouvernement provisoire en 1848, ministre des Finances ; membre du gouvernement de la Défense nationale en 1870.

GENSONNE Armand, 1758-1793 : homme politique français ; député à l'Assemblée législative, puis à la Convention ; l'un des chefs de la Gironde, est exécuté le 31 octobre 1793.

GÉRARD Etienne (comte), 1773-1852 : participe aux guerres napoléoniennes et gagne la bataille de Ligny ; ministre de la Guerre (1830), devient maréchal et dirige le siège d'Anvers (1832).

GIRARDIN Emile (de), 1806-1881 : homme politique et publiciste français ; fonde *La Presse,* journal à prix modique destiné au grand public ; se distingue en politique par une absence complète de principes ; en 1866, soutient l'Empire libéral ; en 1872, fait du *Moniteur universel* et du *Petit Journal* des organes favorables à la politique de Thiers.

GODARD : journaliste français et anarchiste.

GÖTZ Christian, 1783-1849 : général autrichien ; participe à la répression de la révolution en Italie et Hongrie, en 1848-1849.

GREAVES James Pierrepont, 1777-1842 : pédagogue anglais ; auteur de projets d'organisation du travail des ouvriers agricoles.

GRÉGOIRE Henri, 1750-1831 : ecclésiastique et homme politique français ; député aux États généraux, prête serment à la Constitution civile du clergé en 1790 et devient évêque constitutionnel ; à la Convention, fit abolir l'esclavage ; député [151] sous le Directoire et le Consulat, s'oppose au régime napoléonien et refuse d'adhérer au Concordat.

GUADET Marguerite-Elie, 1794-1858 : homme politique français, siège parmi les Girondins à la Convention ; mis en accusation, est exécuté en 1794.

GUESDE Jules (Mathieu BAZILE), 1845-1922 : dirigeant marquant du mouvement ouvrier français et international ; d'abord républicain bourgeois ; emprisonné sous l'Empire pour avoir accusé l'Empire de préparer la guerre ; il défend la Commune dans son journal *Les Droits de l'homme,* pour empêcher son arrestation, s'enfuit en Suisse où il crée un journal - *Le Réveil international* - et la Section de propagande et d'action révolutionnaire ; il y fréquente les milieux anarchistes jusqu'en 1875 ; puis se rallie aux idées de Marx et fonde *L'Égalité* en 1878 ; en 1879, publie *Collectivisme et révolution*, au Congrès ouvrier de Marseille, introduit, avec Lafargue, les thèses marxistes dans le parti ouvrier français ; au Congrès du Havre, propose le programme qu'il a préparé à Londres avec Marx en mai 1880. Dans le Parti ouvrier français, il est d'abord le représentant intransigeant de la tendance collectiviste ; c'est l'un des premiers propagandistes des idées marxistes en France et il est pendant de longues années l'un des dirigeants de l'aile révolutionnaire du mouvement ouvrier français ; député de 1893 à 1898, et de 1906 à 1922 ; fait triompher ses idées au congrès de l'Internationale à Amsterdam (1904) et fonde ensuite le Parti socialiste unifié en 1905 ; après avoir lutté contre l'opportunisme, il accepte de participer au gouvernement Viviani en 1914 et passe, durant la Première Guerre mondiale, aux positions du social-chauvinisme dénoncé par Lénine.

GUILLAUME James, 1844-1916 : instituteur suisse, anarchiste et partisan de Bakounine ; l'un des organisateurs de l'Alliance de la démocratie socialiste ; délégué aux congrès de l'A.I.T. de Genève (1866), de Lausanne (1867), de Bâle (1869) et de La Haye (1872) ; rédacteur des journaux *Le Progrès, La Solidarité* et du *Bulletin de la Fédération jurassienne* ; est exclu de l'A.I.T. en même temps que Bakounine par le Congrès de La Haye.

GUIZOT François-Pierre-Guillaume, 1787-1874 : homme d'État et historien français ; élu à la Chambre des députés en 1830, contribue à l'avènement de la monarchie de Juillet ; ministre de l'Intérieur, puis de l'Instruction publique, devient ministre des Affaires étrangères en 1840, puis chef du gouvernement en 1847-1848 ; s'oppose à toute réforme électorale, la bourgeoisie étant seule représentée ; s'entend avec la Grande-Bretagne et Metternich, qui mènent une politique réactionnaire ; son opposition aux revendications des libéraux qui mènent la campagne des banquets déclenche la révolution de février 1848.

[152]

HARNEY George Julian, 1817-1897 : représentant éminent du mouvement ouvrier anglais des années 1840 et 1850 ; l'un des chefs de l'aile gauche du chartisme ; publiciste révolutionnaire, édite *The Northern Star*, l'hebdomadaire *The Red Republican* ainsi que d'autres périodiques chartistes plus éphémères ; membre de la *Ligue des communistes* et du *Comité de correspondance communiste* de Bruxelles, cofondateur des *Fraternal Democrats*, très lié avec Marx-Engels jusqu'au début des années 1850, signe avec eux une alliance avec les blanquistes *(Société universelle des communistes révolutionnaires) ;* noue plus tard des contacts avec les cercles petits-bourgeois et cesse d'agir dans un sens révolutionnaire ; vit aux États-Unis de 1863 à 1888 ; membre de l'Internationale.

HÉBERT Jacques-René, 1757-1794 : publiciste et homme politique français ; grande figure de la révolution française de 1789 ; rédacteur du *Père Duchesne ;* participe à la journée révolutionnaire du 10 août 1792 ; nommé substitut du procureur général de la Commune de Paris en décembre 1792 ; devient le chef de l'extrême-gauche sous la Convention montagnarde ; entre en lutte avec Robespierre en décembre 1793, est arrêté, condamné et exécuté.

HÉBERT Michel-Pierre-Alexis, 1799-1887 : juriste et homme d'État français ; orléaniste, membre de la Chambre des députés de 1834 à 1848 ; procureur général du Tribunal royal ; ministre de la Justice de 1847 à février 1848.

HEGEL Georg Wilhelm Friedrich, 1770-1831 : éminent représentant de la philosophie classique allemande (idéalisme objectif) qui culmine dans le système hégélien, où « pour la première fois - et c'est son grand mérite - tout le monde naturel, historique et intellectuel est saisi comme un procès, c'est-à-dire est conçu et présenté comme étant en mouvement perpétuel, changement, transformation et développement, et où est faite la tentative de mettre en évidence et de démontrer la connexion interne de ce mouvement et de ce développement » (Engels).

HEINE Heinrich, 1797-1856 : poète allemand, émigré à Paris en 1830 ; adversaire de l'absolutisme et de la réaction féodale et cléricale, ardent patriote ; l'un des initiateurs de la littérature démocratique allemande ; ami intime de la famille Marx.

HEPNER Adolf, 1846-1923 : rédacteur et cofondateur du parti social-démocrate allemand (1869) ; collabore au *Volksstaat* (1869-1873) ; coaccusé au procès de haute-trahison de Leipzig en 1872 ; délégué au Congrès de La Haye (1872) ; émigre aux États-Unis en 1892 et revient en Allemagne en 1908 ; rejoint les positions chauvines de la droite du parti social-démocrate en 1914.

HERZEN Alexandre Ivanovitch, 1812-1870 : philosophe matérialiste et démocrate russe ; publiciste et écrivain, vit en Angleterre [153] à partir de 1852 ; il y crée une imprimerie, dirige une collection et édite la revue *Kolokol.*

HESS Moses, 1812-1875 : publiciste petit-bourgeois et philosophe ; cofondateur et rédacteur de *La Gazette rhénane*, à laquelle Marx collabore en 1842 ; l'un des représentants principaux du « vrai socialisme » ; membre de la *Ligue des Justes*, puis de la *Ligue des communistes ;* participe à la rédaction d'un chapitre de *l'Idéologie allemande ;* à partir de 1846, en opposition ouverte avec Marx-Engels sur le plan politique ; lors de la scission de 1850, rejoint la fraction sectaire de Willich-Schapper ; pendant plusieurs années, partisan de *l'Association générale des ouvriers allemands* fondée par Lassalle

(1863-1866) ; participe aux congrès de l'A.I.T. de Bruxelles (1868) et de Bâle (1869).

HÖCHBERG Karl (Dr Ludwig RICHTER), 1853-1885 : écrivain et éditeur ; réformateur social, adhère au parti social-démocrate ouvrier allemand en 1876 ; directeur de la *Zukunft* (1877-1878), du *Jahrbuch für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik* (1879-1881).

HODDE Lucien de la (Delahodde), 1808-1865 : publiciste français, membre de sociétés secrètes révolutionnaires sous la Restauration et la monarchie de Juillet ; puis devient agent de la police.

HUGUES Clovis, 1851-1907 : publiciste homme politique français de tendance radicale ; participe à la Commune de Marseille ; emprisonné après sa chute jusqu'en 1875 ; à partir de 1881, député.

ISABELLE II d'Espagne, 1830-1904 : reine d'Espagne (1833-1868).

JOFFRIN Jules-François-Alexandre, 1846-1890 : ouvrier mécanicien, socialiste français ; l'un des fondateurs du syndicat des mécaniciens à Paris ; participe à la Commune, émigre ensuite en Angleterre (1871-1881) ; à son retour en France, adhère au Parti ouvrier français ; devient l'un des chefs de l'aile opportuniste (possibiliste) ; à partir de 1882, membre du conseil municipal de Paris, puis député en 1889.

JOHANNARD Jules, 1843-1888 : lithographe, blanquiste ; membre du Conseil général de l'A.I.T. (1868-1869 et 1871-1872) ; secrétaire-correspondant pour l'Italie (1868-1869) ; en 1870, fonde une section de l'Internationale à Saint-Denis ; inculpé dans le troisième procès de l'Internationale (1870) ; membre de la Commune, émigre ensuite à Londres ; délégué au Congrès de La Haye (1872).

JOURDAN Jean-Baptiste (comte), 1762-1833 : général français ; participe à la guerre de la République française contre la première coalition des États européens ; remporte la victoire de Fleurus (26 juin 1794) ; député aux Cinq-Cents, fait voter la loi de conscription en 1798 ; nommé maréchal en 1804 ; [154] commande l'armée française en Espagne (1808-1814) ; nommé comte et pair sous la Restauration ; ministre des Affaires étrangères après la révolution de Juillet.

JOURDE Francis, 1843-1893 : communard, proudhonien de droite ; président de la commission des finances de la Commune ; après la chute de la Commune, déporté en Nouvelle-Calédonie, d'où il s'enfuit en 1874 ; à son retour en France, se retire de toute activité dans le mouvement ouvrier.

JUNG Hermann, 1830-1901 : horloger, élément marquant du mouvement ouvrier suisse et international ; participe à la révolution de 1848 en Allemagne ; émigre ensuite à Londres ; membre du Conseil général de l'A.I.T. et secrétaire-correspondant pour la Suisse, de novembre 1864 à 1872 ; trésorier du Conseil général de 1871 à 1872 ; vice-président de la Conférence de Londres (1865), président des congrès de Genève (1866), de Bruxelles (1868) et de Bâle (1869) et de la Conférence de Londres (1871) ; membre du Conseil fédéral anglais ; suit la ligne de Marx jusqu'au Congrès de La Haye, se joint ensuite aux dirigeants réformistes des syndicats anglais.

KAUTSKY Karl, 1854-1938 : socialiste originaire d'Autriche, écrivain, publiciste ; évolue vers le marxisme à la fin des années 1870 ; l'un des plus grands marxistes, considéré longtemps comme l'héritier spirituel de Marx-Engels (avec Bernstein et Bebel) ; de 1883 à 1917, directeur de la *Neue Zeit*, l'organe théorique de la social-démocratie allemande et internationale ; au cours des années 1890, devient le théoricien du parti social-démocrate allemand et même de l'Internationale, et contribue alors fortement à la diffusion et à la défense du marxisme ; il lutte d'abord contre Bernstein et le révisionnisme, mais vers 1910 devient le porte-parole du centre ; renie le mar-

xisme au cours de la Première Guerre mondiale, et attaque le bolchevisme après la révolution d'Octobre.

KERSAINT Armand-Guy-Simon de Coetnempren (comte de), 1742-1793 ; député girondin à la Législative et à la Convention, où il se spécialise dans les questions navales ; vice-amiral en 1793, est exécuté sur les ordres du Tribunal révolutionnaire.

KERSAUSIE Joachim-René-Théophile Gaillard (de), 1798-1874 : révolutionnaire français, ex-officier ; participe en 1830 à la révolution de Juillet ; membre dirigeant de diverses sociétés secrètes ; élabore en 1848 le plan du soulèvement de Juin du prolétariat parisien ; émigre après la révolution.

KETCH Jack : bourreau anglais de l'époque de Jacques IL

KOEPPEN Karl Friedrich, 1808-1863 : publiciste et historien de tendance radicale ; jeune-hégélien, fait la connaissance de Marx au *Club des docteurs* de Berlin, et reste lié d'amitié avec lui ; collabore à la *Gazette rhénane* ; participe activement [155] au mouvement démocratique durant la révolution de 1848-1849 ; auteur d'un ouvrage connu sur le bouddhisme.

LACROIX Jean-François (Delacroix), 1754-1794 : homme politique français, député à la Législative ; à la Convention, siège avec les Montagnards ; ami de Danton ; est accusé de s'être enrichi en Belgique ; exécuté avec les dantonistes.

LAFARGUE Paul, 1842-1911 : médecin, socialiste, propagandiste du marxisme en France ; disciple et compagnon de lutte de Marx-Engels ; membre du Conseil général de l'A.I.T. et secrétaire-correspondant pour l'Espagne (1866-1869) ; participe activement à la fondation des sections de l'A.I.T. en France (1869-1870), ainsi qu'en Espagne et au Portugal (1871-1872) ; délégué au Congrès de La Haye

(1872) ; fonde, avec Jules Guesde, le Parti ouvrier français ; délégué à presque tous les congrès du Parti ouvrier français et de la IIe Internationale ; compagnon de Laura Marx.

LAFAYETTE Marie-Joseph-Paul (marquis de), 1757-1834 : homme d'État et général français ; lieutenant en 1773, se lie avec Franklin et, malgré les ordres du roi, part aider les insurgés américains en 1777 ; de retour en France, est promu maréchal ; champion des idées nouvelles, fréquente à Paris la société libérale ; il est privé de son commandement pour avoir protesté contre les édits de Lamoignon ; l'un des chefs de la grande bourgeoisie au cours de la révolution française ; rêve de concilier la monarchie et la révolution ; fonde avec Barnave le *Club des Feuillants ;* commandant de l'armée du Nord, est mis en accusation et passe à l'ennemi ; est interné par les Autrichiens ; rentre en France après le 18-Brumaire ; commandant de la Garde nationale en 1830, reçoit Louis-Philippe à l'Hôtel de Ville de Paris.

LAMA Domenico ; président de *l'Associazione di Mutuo Progresso*, organisation des ouvriers italiens de tendance mazzinienne ; participe à l'Assemblée inaugurale du 28 septembre 1864 à St. Martin's Hall ; membre du Conseil central de l'A.I.T. (1864-1865).

LAMARTINE Alphonse-Marie-Louis (de), 1790-1869 : poète, historien, homme d'État français ; après l'avènement de Louis-Philippe, donne sa démission de diplomate ; député en 1833, participe aux campagnes d'opposition au régime et devient l'un des dirigeants des républicains modérés ; publie en 1847, *l'Histoire des Girondins* ; en 1848, entre dans le gouvernement provisoire et devient ministre des Affaires étrangères ; dirige pratiquement le gouvernement provisoire ; sa popularité baisse vite, et aux élections présidentielles ne recueille pas même 8000 voix.

LAMENNAIS Félicité-Robert (de), 1782-1854 ; ultramontain, défend l'idée que l'Église devrait être libérée du pouvoir temporel ; ses idées ayant été condamnées par le pape Grégoire XVI, [156] rompt

avec l'Église et verse dans un socialisme humanitaire élu député en 1848.

LANJUINAIS Jean-Denis (comte), 1753-1827 : député du tiers, participe à l'élaboration de la Constitution civile du clergé et propose le décret de laïcisation de l'état civil ; opposé à la Montagne, revient sur scène après Thermidor et décide la restitution des églises au culte ; sénateur et comte d'Empire, préside la Chambre pendant les Cent-Jours ; devient l'un des chefs libéraux à la Chambre des pairs sous la Restauration.

LARIVIÈRE Pierre-François-Joachim, 1761-1838 : député à l'Assemblée législative et à la Convention, de tendance girondine ; membre de la commission anti-montagnarde des Douze et mis hors-la-loi le 2 juin 1793.

LASOURCE Marc-David (ALBA, dit), 1763-1793 : député à l'Assemblée législative et à la Convention, siège parmi les Girondins.

LASSALLE Ferdinand, 1825-1864 : écrivain et démocrate petit-bourgeois ; participe à la révolution de 1848-1849 ; correspond activement avec Marx-Engels jusqu'en 1862 ; son mérite historique est d'avoir créé *l'Association générale des ouvriers allemands* en mai 1863, réalisant ainsi la volonté des ouvriers avancés de se séparer de la bourgeoisie libérale sur le plan de l'organisation ; cependant il ne transmet pas à la classe ouvrière de perspective révolutionnaire, mais suscite l'illusion de la possibilité d'une « transcroissance » pacifique au socialisme avec le concours de l'État des hobereaux prussiens ; cette idéologie du « socialisme royal-prussien » conduit Lassalle à participer avec Bismarck et le militarisme prussien des grands propriétaires fonciers, en prenant parti pour la réalisation de l'unité de l'Allemagne « par le haut » sous l'hégémonie de l'État prussien.

LECLERC Théophile, né en 1771 : au cours de la révolution française, l'un des dirigeants des *Enragés*, l'extrême-gauche à la Con-

vention ; représente les intérêts des couches les plus pauvres des travailleurs de la ville et de la campagne.

LECLÈRE Henri-Alfred-Albert (Adhémar), 1853-1917 : imprimeur français ; orléaniste ; dans les années 1870 et 1880, participe au mouvement socialiste comme possibiliste ; collabore à plusieurs journaux socialistes et radicaux ; cofondateur du *Prolétaire,* à partir de 1886, fonctionnaire de l'administration coloniale au Cambodge.

LEDRU-ROLLIN Alexandre-Auguste, 1807-1874 : homme politique et publiciste français, l'un des chefs de la démocratie petite-bourgeoise ; rédacteur du journal socialiste démocrate *La Réforme ;* en 1848, ministre de l'Intérieur du gouvernement provisoire et membre de la commission exécutive ; député aux assemblées constituante et législative dans lesquelles il dirige le parti de la Montagne ; après la manifestation du 13 juin 1849, émigre en Angleterre où il vit jusqu'en 1870 ; [157] député de l'Assemblée nationale, il démissionne pour protester contre la conclusion de la paix avec l'Allemagne.

LEFORT Henri, 1835-1917 : journaliste français, républicain bourgeois ; rédacteur de la revue *L'Association* ; participe à la préparation de l'Assemblée inaugurale de l'A.I.T. du 28 septembre 1864 à St. Martin's Hall ; en mars 1865, rejette toute participation à l'activité de l'Internationale.

LE LUBEZ Victor-Pierre, né vers 1834 : émigré français à Londres, lié aux éléments bourgeois-républicains et radicaux en France et en Angleterre ; participe à l'Assemblée inaugurale de l'A.T.T. du 28 septembre 1864 ; membre du Conseil central de 1864 à 1866 et secrétaire-correspondant pour la France ; participe à la Conférence de Londres de 1865 ; est exclu du Conseil central par le Congrès de Genève de 1866, en raison de ses intrigues et de ses dénigrements à l'adresse du Conseil central de l'A.I.T.

LE MOUSSU Benjamin (Constant) : graveur, membre actif du mouvement ouvrier français ; participe à la Commune, émigre ensuite à Londres ; membre du Conseil général de l'A.I.T. et secrétaire-correspondant pour les sections françaises en Amérique (1871-1872) ; délégué au Congrès de La Haye de l'A.I.T. (1872) ; soutient Marx-Engels dans la lutte contre les bakouninistes.

LÉO H. : auteur d'une *Histoire de la révolution française.*

LE PELETIER DE SAINT-FARGEAU Louis-Michel, 1760-1793 : président du parlement de Paris avant 1789 ; siège à l'Assemblée constituante et à la Convention comme Jacobin ; auteur d'un plan d'éducation publique et nationale ; assassiné par un royaliste à la veille de l'exécution de Louis XVI.

LEROUX Pierre, 1797-1871 : publiciste et socialiste utopique, partisan de Saint-Simon ; fonde une imprimerie égalitaire en 1845 ; en 1848, député de l'Assemblée constituante, et en 1849 de l'Assemblée législative (Montagne) ; proscrit au 2 décembre, rentre en France en 1869.

LESSNER Friedrich, 1825-1910 : tailleur, ami et compagnon de lutte de Marx-Engels ; membre de la *Ligue des Justes* et de la *Ligue des communistes ;* participe à la révolution de 1848-1849 ; condamné à trois ans de forteresse au procès des communistes de Cologne en 1852 ; émigre en Angleterre en 1856 ; membre de *l'Association pour la formation des ouvriers allemands* de Londres ; membre du Conseil général de 1864 à 1872 ; délégué à la Conférence de Londres de 1865 ; lutte activement pour réaliser la politique de Marx-Engels ; participe à tous les congrès de l'A.I.T. ; membre du Conseil fédéral britannique, et l'un des fondateurs du *British Independent Labour Party*.

LEVASSEUR (de la Sarthe) René, 1747-1834 : médecin, député de la Convention, siège parmi les Jacobins ; délégué de la Convention

à l'armée du Nord ; prit position contre Danton et Desmoulins ; lutte durant la période de Thermidor contre [158] la réaction ; émigre durant la Restauration et vit jusqu'à la révolution de Juillet en Belgique.

LEVY Gustav : socialiste de Rhénanie ; l'un des agitateurs les plus actifs de *l'Association générale des ouvriers allemands* ; en 1856, émissaire des ouvriers de Düsseldorf chez Marx à Londres.

LIMBOURG W. : cordonnier, membre de *l'Association pour la formation des travailleurs allemands*, fait partie du Conseil général de l'A.I.T. (1868-1869).

LIMOUSIN Charles-M. : typographe, puis journaliste ; secrétaire de rédaction de la revue *L'Association ;* rédacteur de *La Tribune ouvrière ;* délégué à la Conférence de Londres de l'A.I.T. (1865) ; en 1870, membre du Conseil fédéral de Paris ; participe au mouvement coopératif et édite toute une série de revues.

LISSAGARAY Prosper-Olivier, 1838-1901 : journaliste et historien ; s'illustre sous l'Empire par son duel avec Cassagnac ; participe à la Commune ; rejoint le groupe démocratique bourgeois des néojacobins ; émigre en Angleterre après la Commune et écrit *l'Histoire de la Commune de 1871 ;* après l'amnistie, fonde *La Bataille* auquel collaborent des possibilistes.

LONGUET Charles, 1839-1903 : journaliste ; de tendance proudhonienne, fonde *La Rive Gauche*, organe de l'opposition à l'Empire ; contraint de s'enfuir en Belgique, adhère à l'Internationale ; membre du Conseil général (1866-1867 et 1871-1872), et secrétaire-correspondant pour la Belgique (1866) ; délégué aux congrès de Lausanne (1866) et de Bruxelles (1868), à la Conférence de Londres (1871) et au Congrès de La Haye (1872) ; après le 4 septembre 1870, commande un bataillon de la Garde nationale pour défendre Paris ; membre de la Commune, émigre ensuite en Angleterre ; épouse la fille de Marx, Jenny ; après son retour en France, devient l'un des

principaux collaborateurs de *La Justice* de Clemenceau ; se joint aux possibilistes ; conseiller municipal de Paris dans les années 1880 et 1890.

LOUIS XI, 1423-1483 : roi de France de 1461 à 1483.

LOUIS XV, 1710-1774 : roi de France de 1715 à 1774.

LOUIS XVI, 1754-1794 : roi de France (1774-1791), puis des Français (1791-1792).

LOUIS-PHILIPPE (duc d'Orléans), 1773-1850 : roi des Français (1830-1848).

LOUVET DE COUVRAY Jean-Baptiste, 1760-1797 : écrivain et homme politique ; joue un rôle politique durant la Convention thermidorienne et au début du Directoire.

LULLIER Charles-Ernest, 1838-1891 : publiciste français ; ancien officier de la marine ; participe au soulèvement du 18 mars 1871, membre du comité central de la Garde nationale qu'il commande en chef du 18 au 25 mars 1871 ; bientôt accusé de trahison vis-à-vis de la Commune ; déporté en Nouvelle [159] Calédonie après la chute de la Commune ; se rallie aux boulangistes à son retour.

LYCURGUE : législateur légendaire de Sparte à une époque reculée ; on lui attribue les coutumes anciennes de la cité.

MABLY Gabriel Bonnot (de), 1709-1785 : philosophe et historien français, frère de Condillac ; dans la ligne de Rousseau, a réagi contre l'optimisme des philosophes et des économistes ; adversaire des physiocrates, foncièrement hostile à la propriété privée.

MALON Benoit, 1841-1893 : teinturier, publiciste ; socialiste petit-bourgeois ; l'un des chefs des sections parisiennes de l'A.I.T. ; délégué au Congrès de Genève (1866) ; membre du comité central de la Garde nationale et de la Commune de Paris, membre des Services publics ; député à l'Assemblée nationale de 1871, démissionne de son mandat ; après la chute de la Commune, émigre en Italie, puis en Suisse où il rejoint les bakouninistes ; plus tard l'un des dirigeants et idéologues des possibilistes, courant opportuniste du Parti ouvrier français ; adhère au parti ouvrier à son retour en France après l'amnistie ; s'allie un moment avec Brousse, puis devient « socialiste indépendant » ; crée *La Revue socialiste.*

MALS : journaliste français, anarchiste ; en 1882 membre du comité de rédaction du *Citoyen - La Bataille.*

MARAT Jean-Paul, 1743-1793 : médecin et homme politique français ; avant la révolution publie des ouvrages philosophico-politiques en Angleterre ; médecin des gardes du corps du comte d'Artois de 1777 à 1783 ; à partir de septembre 1789, publie *L'Ami du peuple*, où il dénonce avec violence les trahisons vis-à-vis du peuple ; membre des Cordeliers, s'en prend à Lafayette, puis au roi ; doit se réfugier à plusieurs reprises en Angleterre ; joue un rôle décisif dans le 10 août, puis durant les journées de Septembre ; député à la Convention, réclame la dictature révolutionnaire ; obtient le vote par appel nominal pour décider de la mort de Louis XVI ; mis en accusation par les Girondins, est acquitté par le Tribunal révolutionnaire (avril 1793) ; s'emploie avec force à l'élimination des Girondins ; assassiné le 13 juillet 1793.

MARET Henry, 1838-1917 : journaliste français de tendance radicale ; écrivain et homme politique, membre de la rédaction de *La Marseillaise ;* député en 1881.

MARIE DE SAINT-GEORGES Alexandre-Thomas, 1795-1870 avocat et homme politique, républicain bourgeois ; en 1848, ministre des Travaux publics du gouvernement provisoire ; membre de la Commission exécutive, président de l'Assemblée nationale constituante et ministre de la Justice dans le gouvernement Cavaignac.

MARK (von der) (ROSENBERG) Wilhelm Ludwig, né v. 1850 : journaliste américain, socialiste, d'origine allemande ; dans les années 1880, secrétaire du comité exécutif du parti ouvrier [160] socialiste d'Amérique du Nord ; chef de la fraction lassalléenne, exclu du parti en 1889.

MARRAST Armand, 1801-1852 : homme politique et publiciste français ; l'un des chefs des républicains bourgeois ; rédacteur en chef du journal d'opposition à la monarchie de Juillet, *Le National ;* en 1848, membre du gouvernement provisoire et maire de Paris ; président de l'Assemblée nationale constituante ; soutient la répression anti ouvrière en juin 1848.

MARX Jenny, 1844-1883 : fille aînée de Jenny et Karl Marx, journaliste ; joue un rôle important dans la lutte du peuple irlandais pour son indépendance ; collabore à *La Marseillaise* de Rochefort ; compagne de Charles Longuet à partir de 1872.

MARX Laura, 1845-1911 : seconde fille de Jenny et Karl Marx ; très active dans le mouvement ouvrier français, compagne de Paul Lafargue à partir de 1868.

MASSARD Emile : journaliste français ; socialiste, membre du Parti ouvrier français qu'il quitte dans les années 1880 ; au début des années 1880, secrétaire de rédaction de *l'Égalité.*

MAZZINI Giuseppe, 1805-1872 : révolutionnaire démocrate bourgeois ; l'un des chefs du mouvement de libération nationale ita-

lien ; en 1849, chef du gouvernement provisoire de la République romaine ; fonde en 1850 le comité central de la *Démocratie européenne* à Londres ; en 1864, s'efforce de faire passer l'A.I.T. sous son influence.

METTERNICH Clemens Wenzel Lothar (prince de), 1773-1859 : homme d'État et diplomate autrichien ; ministre des Affaires étrangères de 1809 à 1821 ; chancelier de 1821 à 1848 ; l'un des fondateurs de la Sainte-Alliance.

MICHEL Clémence-Louise, 1830-1905 : révolutionnaire française ; institutrice à Paris en 1870 ; elle combat parmi les communards aux Batignolles ; revendique crânement la responsabilité des actes de la Commune devant le Conseil de guerre et se fait l'accusatrice de ses juges ; déportée en Nouvelle-Calédonie en 1871, est amnistiée en 1880 ; à son retour, fait des tournées de propagande pour expliquer les conditions de la déportation et exalter la Commune.

MILTIADE, 540-489 av. J.-C. archonte, puis tyran de Chersonèse ; réfugié à Athènes en 492 élu stratège, contribue à la victoire de Marathon.

MILTON John, 1608-1674 poète anglais ; prend parti pour Cromwell et devient le pamphlétaire attitré du peuple ; secrétaire du Conseil d'État sous la république de Cromwell ; atteint de cécité et forcé au silence par la restauration des Stuart en 1660, il revient à la poésie ; auteur du *Paradis perdu.*

MOLÉ Louis-Mathieu (comte), 1781-1855 : homme d'État français de tendance orléaniste ; préside le gouvernement de 1836 à 1839 ; durant la Seconde République, député de la Législative et de la Constituante (1848-1851) ; l'un des chefs du parti de l'ordre, conservateur et monarchiste.

[161]

MONK George (duc d'Albermarle), 1608-1669 : général et homme d'État anglais ; d'abord royaliste, puis général dans l'armée de Cromwell, permit la restauration de la dynastie des Stuart en 1660.

MORELLY : philosophe français et représentant du communisme égalitaire au XVIIIe siècle ; ses écrits ont influencé le babouvisme ; Henri Baudrillat écrit de Babeuf : « Morelly devenu homme d'action. »

MORNY Charles-Auguste-Louis-Joseph (duc de), 1811-1865 : fils naturel de Flahaut et de la reine Hortense, demi-frère de Napoléon 111 ; participe au coup d'État de décembre 1851 devient ministre de l'Intérieur et proscrit les républicains président du Corps législatif (1854-1865) ; mêlé à de nombreux trafics financiers.

MUNDT Theodor, 1808-1861 : écrivain ; appartient au cercle des écrivains libéraux de la Jeune-Allemagne ; à partir de 1848, professeur de littérature et d'histoire à Breslau ; professe à Berlin après 1850.

MÜNZER (MÜNTZER) Thomas, vers 1490-1525 : révolutionnaire allemand, moine, chef et idéologue du camp paysan plébéien durant la Réforme et la guerre des paysans (la première révolution bourgeoise européenne, où Müntzer joue le même rôle communiste que les niveleurs en Angleterre et Babeuf en France) ; propage l'idée, présentée sous forme mystique, d'un communisme égalitaire ; « figure grandiose » de la guerre des paysans, dirige la lutte pour le renversement du pouvoir des princes et de la noblesse, il est à la tête « du mouvement de la classe qui est plus ou moins la devancière du prolétariat moderne ».

NAPOLÉON Ier (Napoléon BONAPARTE), 1769-1821 : empereur des Français (1804-1814 et 1815).

NAPOLÉON III (Charles-Louis-Napoléon BONAPARTE), 1808-1873 neveu de Napoléon Ier ; président de la Seconde République (1848-1851) ; empereur des Français (1852-1870).

ORLÉANS Louis-Philippe-Joseph (duc de, dit Égalité), 1747-1793 : député de la noblesse aux États généraux ; député à la Convention, vote la mort de son cousin, le roi ; néanmoins condamné à mort par le tribunal révolutionnaire.

OWEN Robert, 1771-1858 : socialiste utopique anglais, promoteur du syndicalisme ; limite le premier les heures de travail dans son entreprise ; membre de la *Labour Representation League*, directeur du *Potteries Examiner*.

PACHE Jean-Nicolas, 1746-1823 : homme politique français, de tendance jacobine ; ministre de la Guerre d'octobre 1792 à janvier 1793 ; maire de Paris de février 1793 à mai 1794.

PALMERSTON Henry John Temple (Lord), 1784-1865 : homme [162] d'État anglais ; d'abord *tory*, puis l'un des chefs des *whigs* à partir de 1830 ; ministre des Affaires étrangères (1830-1841, 1846-1851), ministre de l'Intérieur (1852-1855) et Premier ministre (1855-1865).

PÉRICLÈS, v. 495-429 av. J.-C. : stratège et homme d'État grec.

PÉTION DE VILLENEUVE Jérôme, 1756-1794 : homme politique français ; de tendance jacobine, maire de Paris (1791) ; réclame la déchéance du roi, préside la Convention ; membre du premier Comité de salut public ; proscrit avec les Girondins, se suicide.

PHELIPPEAUX Pierre-Nicolas, 1756-1794 : député de la Convention, partisan de Danton.

PICARD Léon : journaliste français ; membre du Parti ouvrier français ; au début des années 1880 membre de la rédaction de *L'Égalité.*

PITT William, 1759-1806 : homme d'État anglais ; Premier ministre (1783-1801) ; l'un des organisateurs des guerres d'intervention contre la France révolutionnaire ; en profite pour introduire toute une série de mesures draconiennes contre les ouvriers, qui préparent le règne du capitalisme industriel.

PROUDHON Pierre-Joseph, 1809-1865 : imprimeur d'abord, journaliste ensuite ; auteur de l'étude *Qu'est-ce que la propriété ?* (1840) ; idéologue de la petite bourgeoisie, son système socialiste étant orienté vers le retour à la production individuelle, artisanale, et à la coopération ; l'un des fondateurs de l'anarchisme ; en 1848, député de l'Assemblée constituante, où il intervient courageusement ; en 1849, fonde la Banque du peuple, destinée à démontrer la possibilité du crédit gratuit : c'est un échec ; emprisonné en mars 1849 pour délit de presse ; son ouvrage *De la justice dans la révolution et dans l'Église* lui vaut une nouvelle condamnation en 1858 ; il s'exile à Bruxelles (1858-1862) ; en 1865, il publie la *Théorie de la propriété ;* tout en rendant hommage à ses mérites occasionnels, Marx fait une critique sévère des idées de Proudhon et notamment de ses doctrines économiques.

RADETZKY Joseph (comte), 1766-1858 : maréchal autrichien ; commandant en chef des troupes autrichiennes en Italie.

RAMORINO Gerolomo, 1792-1849 : général italien ; commande l'armée piémontaise pendant la révolution de 1848-1849 en Italie ; contribue par ses trahisons à la victoire des troupes autrichiennes.

RANVIER Gabriel, 1828-1879 : peintre en décors, révolutionnaire de tendance blanquiste ; participe à la Commune, membre de la

commission de la guerre et du comité de sûreté publique ; émigre en Angleterre après la chute de la Commune ; membre du Conseil général de l'A.I.T. (1871-1872) ; délégué au Congrès de La Haye ; quitte l'Internationale pour protester contre le transfert du Conseil général à New York.

[163]

RASPAIL François-Vincent, (1794-1878) : chimiste, publiciste et homme politique français ; républicain socialiste, proche du prolétariat révolutionnaire ; participe à la révolution de 1830 et 1848 dans laquelle il proclame la république à l'Hôtel de Ville ; crée *L'Ami du peuple* et anime le club « Raspail » ; député de l'Assemblée constituante ; arrêté comme organisateur du 15 mai 1848 ; condamné à cinq ans de prison, au cours desquels il est élu député, sans pouvoir siéger ; condamné au bannissement, il se retire en Belgique ; amnistié en 1859, rentre en France en 1863 ; élu député en 1869, réélu en 1870.

REBECQUI François-Trophime, 1760-1794 : membre de la Convention, siège parmi les Girondins.

RICCI Alberto (marquis) : ambassadeur du royaume de Sardaigne en France.

ROBESPIERRE Maximilien-Marie-Isidore (de), 1758-1794 : avocat, député du Tiers aux États généraux ; animateur du club des Jacobins ; en avril 1792, prend position contre la guerre pour éviter une dictature militaire ; après le 10 août, membre de la Commune, puis député et chef du groupe des Montagnards ; se prononce pour la condamnation du roi, contribue à l'instauration du gouvernement révolutionnaire, accuse les Girondins de complicité avec Dumouriez ; entre au Comité de salut public, est l'un des inspirateurs de la Terreur ; fait condamner aussi bien les hébertistes (mars 1794) que les indulgents (avril 1794), pratiquant une politique de balance dans la terreur, au lieu d'une politique suivie ; crée le culte de l'Être suprême, religion de l'« athéisme bourgeois » par la loi du 7 mai 1794 ; la coalition de ses adversaires, menacés d'être mis en accusation, demande la mise en accusation de Robespierre lui-même ; guillotiné le 28 juillet 1794.

ROCHEFORT Victor-Henri (marquis de Rochefort-Luçay), 1830-1913 : homme politique, écrivain et polémiste célèbre ; républicain de gauche, fonde sous l'Empire *La Lanterne* (1868-1869), puis *La Marseillaise* (1869-1870), à laquelle collabore la fille de Marx, Jenny ; membre du gouvernement de la Défense nationale, démissionne après les émeutes du 31 octobre qui préparèrent la Commune ; journaliste sous la Commune, condamné à la déportation, parvient à s'évader ; après l'amnistie, fonde *L'Intransigeant ;* soutient d'abord les socialistes, puis le boulangisme - ce qui lui vaut un nouvel exil.

ROLAND DE LA PLATIÈRE Jean-Marie, 1734-1793 : homme politique français ; fréquente les brissotins ; ministre de l'Intérieur (1792-1793), s'efforce de sauver le roi ; mis en accusation avec les Girondins, s'enfuit et se suicide.

ROTHSCHILD James (baron de), 1792-1868 *:* banquier à Paris exerça une grande influence politique sous la monarchie de Juillet.

[164]

ROTTECK Karl Wenzeslaus (von), 1775-1840 : homme politique libéral et historien.

ROUSSEAU Jean-Jacques, 1712-1778 : né à Genève, ami de Diderot, collabore à l'Encyclopédie ; retourne à Genève et devient calviniste en 1754 ; publie le *Discours sur l'origine de l'inégalité* en 1755, le *Contrat social* et *l'Emile* en 1762 (le Parlement condamne au feu ce dernier roman) ; Rousseau se réfugie en Suisse, puis à Strasbourg et en Angleterre, enfin à Paris en 1770 ; les idées de Rousseau ont renouvelé les idées en matière d'éducation et ont préparé les idées bourgeoises de la révolution française.

ROUX Jacques, 1752-1794 : homme politique français, vicaire à Paris ; adhère à la Commune (1791), puis fait partie des *Enragés ;* défend les intérêts des couches les plus pauvres des travailleurs de la ville et de la campagne ; poursuit la publication de *L'Ami du peuple*

après la mort de Marat ; condamné à mort par le Tribunal « révolutionnaire », il se poignarde.

RUGE Arnold, 1802-1880 : publiciste radical, jeune-hégélien, démocrate petit-bourgeois en 1844, édite, avec Marx, les *Annales franco-allemandes ;* en 1848, député à l'Assemblée nationale de Francfort (aile gauche) ; l'un des chefs de l'émigration petite-bourgeoise à Londres dans les années 1850 ; devient national-libéral après 1866.

SAINT-JUST Louis-Antoine-Léon (de), 1767-1794 : homme politique français, de tendance jacobine ; écarté des élections à la Législative en raison de son jeune âge ; député de la Convention, où il vote la mort du roi et attaque le projet fédéraliste de Condorcet ; au Comité de salut public (1792), théoricien et promoteur du gouvernement révolutionnaire ; soutient la Terreur, mais dénonce à la fois les hébertistes, les Girondins et les dantonistes ; chargé de mission aux armées, contribue à la victoire de Fleurus ; prône la confiscation des biens des ennemis de la République en faveur des patriotes indigents, cherchant à créer une démocratie de petits propriétaires paysans et artisans ; entraîné dans la chute de Robespierre le 9-Thermidor, et exécuté.

SAINT-SIMON Claude-Henri de Rouvray (comte de), 1760-1825 socialiste utopiste français ; s'enrichit en spéculant sur les biens nationaux, mais se ruine en 1800 ; il développe alors son système qu'il élabore depuis la *Lettre d'un habitant de Genève* (1802) jusqu'au *Catéchisme des industriels* (1823-1824).

SALLES Jean-Baptiste, 1759-1794 : député de l'Assemblée constituante et de la Convention, siège parmi les Girondins.

SAND Aurore (DUPIN, baronne DUDEVANT) dite George, 1804-1876 : femme de lettres française ; sous l'influence de Pierre Leroux, s'enthousiasme pour les idées socialistes de l'époque (Marx la cite à la fin de la *Misère de la philosophie) ;* participe aux journées

révolutionnaires de 1848, mais se retire de la vie politique après les journées de juin.

[165]

SANTERRE Antoine-Joseph, 1752-1809 : homme politique français ; participe à la prise de la Bastille, principal organisateur de la journée du 20 juin 1792 ; commandant de la garde nationale de Paris, se prononce contre les manifestations de septembre et en faveur d'un traitement « humain » du roi ; emprisonné, il est sauvé par Thermidor.

SCHAFFLE Albert Eberhard Friedrich, 1831-1903 : économiste et sociologue ; prône l'abstention dans la lutte des classes.

SCHAPPER Karl, 1812-1870 : l'un des dirigeants de la *Ligue des Justes* et de *l'Association pour la formation des ouvriers allemands de Londres ;* membre du Conseil central de la *Ligue des communistes ;* participe à la révolution de 1848-1849 ; lors de la scission de la Ligue de 1850, prend avec Willich la tête de la fraction hostile à Marx ; en 1856, se rapproche de Marx ; en 1865, membre du Conseil central de l'A.I.T. et délégué à la Conférence de Londres.

SCHILLER Friedrich (von), 1759-1805 : écrivain et poète allemand son premier drame, *Les Brigands*, déplaît profondément aux princes ; attaque les préjugés de la société officielle allemande ; nommé professeur d'histoire à Iéna, publie des histoires sur le passé révolutionnaire de son pays ; puis, sous l'influence de Kant, publie divers essais sur l'esthétique.

SCHILY Victor, 1810-1875 : avocat et démocrate allemand participe à l'insurrection de Bade et du Palatinat en 1849 ; émigre ensuite en France ; adhère à l'A.I.T., est envoyé comme émissaire du Conseil central de Londres à Paris pour apaiser les dissensions surgies dans la fédération de Paris ; participe à la Conférence de Londres (1865).

SCHULZE-DELITZCH Franz Hermann, 1808-1883 : économiste et homme politique petit-bourgeois ; partisan de l'unité allemande sous l'hégémonie de la Prusse ; cofondateur du Parti national ; dans les années 1860, l'un des chefs du Parti du progrès ; tente de dévier les ouvriers du combat révolutionnaire en prônant l'organisation de coopératives.

SCHWEITZER Johann Baptist (von), 1834-1875 : avocat, puis journaliste et écrivain ; copropriétaire et directeur du *Sozialdemokrat* (1864-1867), et à partir de 1868 propriétaire unique ; se rallie en 1862 au lassalléanisme ; en 1863, membre et, en 1867-1871, président de *l'Association générale des ouvriers allemands,* soutient de plus en plus ouvertement la politique de Bismarck d'unification de l'Allemagne sous l'hégémonie de la Prusse ; freine la jonction du mouvement ouvrier allemand avec l'Internationale et la réalisation de l'unité du mouvement ouvrier allemand sur la base du communisme scientifique de Marx-Engels ; après avoir été démasqué comme agent de Bismarck, est exclu en 1872 de *l'Association générale des ouvriers allemands.*

SECONDIGNÉ Achille (BOURBEAU) : journaliste français ; l'un des rédacteurs du *Citoyen* au début des années 1880.

SERVAN DE GERREY Joseph, 1741-1808 : général et homme d'État [166] français : ministre de la Guerre (1792) ; fait voter la formation sous Paris d'un camp de 20 000 fédérés, ce qui provoque son renvoi ; combat en Espagne et négocie la paix en 1795.

SHAFTESBURY Anthony Ashley Cooper (comte de), 1801-1885 : homme politique anglais ; l'un des chefs du mouvement philanthropique en faveur de la loi limitant le travail à dix heures.

SIDNEY Algernon, 1622-1683 : homme politique anglais ; membre du tribunal suprême, a condamné à mort Charles Ier.

SIEYES Emmanuel-Joseph, 1748-1836 : vicaire général et homme politique ; auteur de la brochure *Qu'est-ce que le Tiers État ?* qui eut un grand retentissement ; député à la Constituante ; avec Mirabeau s'oppose au coup de force de la Cour contre l'Assemblée ; l'un des fondateurs du Club des Jacobins ; vote la mort du roi ; entre au Comité de salut public (1795) ; organise le coup d'État du 18-Brumaire, l'un des trois consuls provisoires (1789) ; président du Sénat (1800), comte (1809) ; proscrit en 1816, rentre en France après 1830.

SILLERY (BRULART, comte de Genlis) Charles-Alexis, 1737-1793 député à l'Assemblée constituante et à la Convention.

SORGE Friedrich Adolf, 1828-1906 : communiste allemand, compagnon de lutte de Marx-Engels ; participe au soulèvement de Bade et du Palatinat en 1849 ; émigré aux États-Unis, il y joue un grand rôle dans le mouvement ouvrier, organisant notamment les sections de l'A.I.T. ; l'un des fondateurs du *Club des communistes allemands* de New York ; participe à la fondation de la section n° 1 de New York et environs ; après la dissolution de celle-ci, participe à la fondation de *l'Association générale des ouvriers allemands* de New York (1869) qui entre à la *National Labor Union* comme *Labor Union* n° 5 de New York ; participe à la fondation du comité central nord-américain de l'A.I.T. (1870) ; délégué au Congrès de La Haye ; élu secrétaire-général du Conseil général après son transfert à New York ; entretient une correspondance suivie avec Marx-Engels, dont il fut toujours l'ami fidèle.

SUE, Marie-Joseph (dit Eugène), 1804-1857 : romancier français, député en 1848.

TALLIEN Jean-Lambert, 1767-1820 : homme politique français député montagnard sous la Convention ; instigateur du 9-Thermidor ; membre des Cinq-Cents.

THEISZ Albert-Frédéric-Félix, 1839-1880 : graveur, membre de l'A.I.T. ; inculpé dans le troisième procès de l'Internationale (1870) ; de tendance proudhonienne ; membre de la Commune, condamné à mort, se réfugie à Londres ; membre du Conseil général de l'A.I.T., dont il est le trésorier en 1871 ; revenu en France après l'amnistie, adhère à *l'Alliance démocratique républicaine* avec Longuet.

THIERS Adolphe, 1797-1877 : historien et homme d'État français ; orléaniste ; ministre de l'Intérieur (1832, 1834) ; président [167] du conseil (1836, 1840) ; président de la République (18711873) ; bourreau de la Commune de Paris.

THURIOT Jacques-Alexis, 1767-1820 : député de la Convention, siège parmi les Montagnards.

TOLAIN Henri-Louis, 1828-1897 : graveur, proudhonien de droite ; membre de l'A.I.T. dès sa fondation ; il assiste à l'Assemblée inaugurale du 28 septembre 1864 à St. Martin's Hall ; l'un des chefs de la section parisienne de l'Internationale ; délégué à la Conférence de Londres (1865) et aux congrès de Genève (1866) et de Bâle (1869) ; député à l'Assemblée nationale de 1871, où il siège durant la Commune, passant directement aux Versaillais ; est exclu de l'Internationale pour cette raison.

TRIER Gerson, né en 1851 : instituteur danois ; l'un des chefs de la minorité révolutionnaire du parti social-démocrate du Danemark ; a traduit plusieurs ouvrages d'Engels, dont *l'Origine de la famille.*

TRISTAN Flora, 1803-1844 : figure éminente d'une phase progressive du mouvement ouvrier français ; défend les droits de la femme et de l'ouvrière ; quittant la grande bourgeoisie, partage la vie et le travail des ouvrières ; propose l'unification de la classe ouvrière sur la base d'un parti regroupant les travailleurs et défendant leurs droits face à toutes les autres classes de la nation ; meurt au cours d'un tour de France consacré à faire de l'agitation.

TURATI Filipo, 1857-1932 : avocat et publiciste italien ; représentant du mouvement ouvrier italien ; délégué au congrès de 1891 de l'Internationale socialiste ouvrière ; cofondateur en 1892 du parti socialiste italien, dont il est l'un des dirigeants les plus en vue ; à partir de 1896, l'un des chefs de l'aile droite ; éditeur de la *Critica Sociale.*

TUREAU (de Linières), 1760-1795 : membre de l'Assemblée législative et de la Convention ; montagnard, puis terroriste.

VAILLANT Edouard, 1840-1915 : médecin, ingénieur, docteur-ès sciences ; blanquiste, membre de l'Internationale, délégué au Congrès de Lausanne (1867), à la Conférence de Londres (1871) et au Congrès de La Haye (1872) ; membre de la Commune, condamné à mort ; réfugié à Londres, il se rapproche d'abord de Marx-Engels, puis rompt avec l'Internationale après le Congrès de La Haye pour protester contre le transfert du Conseil général à New York et la mise en veilleuse de l'Internationale ; il garde néanmoins un vif intérêt pour le marxisme ; rentré à Paris après l'amnistie, il fonde le Comité révolutionnaire central ; vice-président du congrès de l'Internationale ouvrière socialiste (1889) ; conseiller municipal de Paris en 1884, puis député à partir de 1893 ; se rapproche de Guesde au moment de l'entrée de Millerand au gouvernement Waldeck-Rousseau (1899) ; les blanquistes étant très divisés, la fraction de Vaillant s'unit au parti ouvrier [168] de Guesde dans le Parti socialiste de France, lors de la conférence d'Ivry en 1901 ; subit fortement l'influence réformiste de Jaurès, et tombe dans le social-chauvinisme en 1914.

VALAZÉ (DU FRICHE DE) Charles-Eléonor, 1751-1793 : député de la Convention de tendance girondine.

VALENCE (DE TIMBURNE-TIMBRONNE, comte de) Cyrus-Marie Alexandre, 1757-1822 : général, l'un des commandants de l'Armée du Nord.

VARLIN Louis-Eugène, 1939-1871 : relieur, fondateur de la *Société civile des relieurs ;* proudhonien de gauche ; l'un des dirigeants français les plus marquants de l'époque de la Ier Internationale , en 1865, accompagne Tolain et Fribourg à la Conférence de Londres de l'A.I.T. ; organise les sections de l'A.I.T. en France ; délégué aux congrès de Genève (1866) et de Bâle (1869) ; réalise en 1869 l'union des chambres syndicales, jetant les bases d'une solidarité ouvrière de classe ; fait partie du Bureau parisien de l'A.I.T., et participe activement aux grèves ; poursuivi au deuxième procès de l'Internationale (1868) ainsi qu'au troisième (juin 1870), où il est de nouveau condamné après avoir présenté la défense des accusés ; membre de la Garde nationale, participe à la journée du 18 mars, en faisant occuper l'Hôtel de Ville et la place Vendôme ; élu membre de la Commune par les VIe, XIIe, et XVIIe arrondissements ; membre de la commission des Finances avec Jourde ; fait preuve de grandes qualités d'organisation et d'un grand courage au combat ; anime la résistance sur les barricades ; dénoncé par un prêtre, est arrêté, lynché et fusillé par les Versaillais, le 28 mai 1871.

VERGNIAUD Pierre-Victurnien, 1753-1793 : homme politique français, siège aux côtés des Girondins ; préside l'Assemblée législative (octobre 1791) ; le 10 août, prononce la sentence de suspension du roi ; en janvier 1793, vote sa mort ; arrêté avec les Girondins, est guillotiné.

VERMERSCH Eugène, 1845-1878 : journaliste petit-bourgeois ; édite durant la Commune le journal *Le Père Duchesne* ; après la chute de la Commune, émigre en Angleterre, où il publie le journal *Qui vive !*, dans lequel il attaque, entre autres, le Conseil général de l'A.I.T.

VÉSINIER Pierre, 1826-1902 : publiciste petit-bourgeois ; l'un des organisateurs de la branche française de Londres ; délégué à la Conférence de Londres (1865), est exclu, pour diffamation, du Conseil central en 1866 et de l'A.I.T. en 1867 ; élu le 16 avril 1871, membre de la Commune par le Ier arrondissement ; membre de la

commission des services publics ; nommé à la direction du *Journal officiel ;* condamné à mort par contumace, se réfugie à Londres, où il fait paraître le journal *La Fédération ;* secrétaire de la *Section française de 1871* et membre du Conseil fédéraliste universel, poursuit des attaques contre le Conseil général de l'A.I.T. et Marx-Engels.

[169]

VIDIL Jules : officier français, socialiste ; l'un des dirigeants de l'association des émigrés blanquistes français à Londres.

VIDOCQ François-Eugène, 1775-1857 : aventurier français ; ancien bagnard, devenu chef de la brigade de sûreté ; les *Mémoires* de Vidocq ont sans doute été composés par quelqu'un d'autre ; a inspiré à Balzac le personnage de Vautrin.

VINÇARD Pierre-Denis, 1820-1882 : ouvrier français et publiciste ; participe à la révolution de 1848, membre de la Commission du Luxembourg ; actif dans le mouvement coopératif ; auteur d'études sur la situation de la classe travailleuse ; membre de l'A.I.T.

VOLLMAR Georg Heinrich (von), 1850-1922 : ancien officier bavarois, social-démocrate, rédacteur du *Dresdner Volksbote* (1877) et du *Sozialdemokrat* (1879-1880) ; député du Reichstag (18811887 et 1890-1918) et de la Diète bavaroise (1893-1918) ; a séjourné en France à diverses reprises ; à partir des années 1890, l'un des porte-parole les plus influents de l'opportunisme dans la social-démocratie allemande ; social-chauvin durant la Première Guerre mondiale.

VOLTAIRE (AROUET DE) François-Marie, 1694-1778 : philosophe déiste français, écrivain satirique, historien ; représentant de l'illuminisme (rationalisme) bourgeois au XVIIIe siècle ; adversaire de l'absolutisme et du catholicisme.

WATTS John, 1818-1887 : réformateur social anglais ; owéniste.

WEITLING Wilhelm, 1808-1871 : compagnon tailleur de Magdebourg ; en 1835, membre de la *Ligue des Proscrits* à Paris ; à partir de 1837, dirigeant et théoricien de la *Ligue des Justes*, le plus important représentant du communisme utopique ouvrier ; de 1840 à 1843, développe une activité révolutionnaire en Suisse ; après 1844, sa théorie ne correspond plus aux besoins du mouvement ouvrier ; cherche à relancer ses idées à Londres en 1845 avec les chefs de la *Ligue des Justes,* et au début de 1846 avec le *Comité de correspondance communiste* de Bruxelles ; de 1846 à 1848, se rend aux États-Unis ; durant la révolution de 1848-1849, développe des idées anarchistes à Hambourg et à Berlin ; fin 1849, reprend son activité dans le mouvement ouvrier américain, mais tombe dans le sectarisme teinté plus ou moins de religiosité ; à la fin de sa vie, se rapproche de l'Internationale.

WELCKER Karl Theodor, 1790-1869 : juriste et publiciste badois ; membre libéral de l'Assemblée nationale de Francfort en 1848.

WELDEN Franz Ludwig (Freiherr von), 1782-1853 : général autrichien, participe à la campagne contre l'Italie en 1848 ; gouverneur de Vienne (novembre 1848-avril 1849) ; commandant en chef des troupes autrichiennes chargées d'écraser la révolution en Hongrie.

WELLINGTON Arthur Wellesley (duc de), 1769-1852 : général anglais, homme d'État réactionnaire ; conservateur, Premier [170] ministre de 1828 à 1830, soutient Peel lors de l'abolition des lois céréalières ; commande la troupe contre les chartistes en avril 1848.

WILLICH August, 1810-1878 : lieutenant prussien, quitte l'armée à cause de ses convictions politiques ; membre de la *Ligue des communistes,* en 1849, chef d'un corps-franc durant le soulèvement de Bade et du Palatinat ; prend la tête, avec Schapper, de la fraction scissionniste de la *Ligue des communistes* en 1850 ; en avril 1850, cosignataire du pacte d'alliance avec les blanquistes ; en 1853, émigre aux États-Unis ; devient général des Nordistes durant la guerre de Sécession (1861-1865).

WINDISCHGRATZ Alfred (prince de), 1787-1862 : feld-maréchal autrichien ; en 1848-1849, l'un des chefs de la contre-révolution en Autriche, dirige la répression du soulèvement de juin à Prague en 1848, ainsi que du soulèvement de Vienne en octobre de la même année ; se trouve ensuite à la tête de l'armée autrichienne engagée dans la lutte contre la révolution hongroise.

WOLFF Luigi ; major italien, partisan de Mazzini ; membre de *l'Associazione di Mutuo Progresso,* une organisation d'ouvriers italiens à Londres ; participe à l'Assemblée inaugurale de l'A.I.T. en septembre 1864 ; élu au Conseil central de l'A.I.T. (1864-1865) ; délégué à la Conférence de Londres (1865) ; en 1871, démasqué comme agent de la police bonapartiste.

[171]

LE MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS.
TOME II. Efforts pour créer le parti de classe

INDEX ANALYTIQUE

Retour à la table des matières

[178]

[179]

[180]

KARL MARX, FRIEDRICH ENGELS

Le mouvement ouvrier français

Tome I

Tactique dans la révolution permanente

Ces textes relient les batailles de préparation révolutionnaires aux tentatives héroïques pour conquérir le pouvoir en *1848* et *1871 (Les Luttes de classes, 1848-1850* et *La Guerre civile en France, 1871).* Ils constituent le maillon indispensable entre les luttes pour l'organisation du prolétariat en classe, donc en parti, et les luttes pour son érection en classe dominante par la conquête du pouvoir d'État.

Les plébéiens de 1789 (praxis révolutionnaire) et les utopistes (idéologie socialiste). Marx-Engels et les babouvistes, les sociétés secrètes et le parti socialiste démocrate. 1848 : la révolution permanente en France et à l'échelle internationale. Rapports avec les blanquistes.

Présentation, traduction et notes de Roger Dangeville

FIN